Nations Unies A/78/PV.4

Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

Documents officiels

4e séance plénière
Mardi 19 septembre 2023, à 9 heures
New York

Président : M. Francis . . . . . (Trinité-et-Tobago)

La séance est ouverte à 9 h 5.

Point 110 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/78/1)

Le Président (*parle en anglais*) : Avant de passer au débat général, comme annoncé dans le *Journal des Nations Unies*, l'Assemblée générale va entendre une présentation par le Secrétaire général de son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation (A/78/1), au titre du point 110 de l'ordre du jour, conformément à la résolution 51/241.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Il y a tout juste neuf jours, nous avons découvert une vision d'enfer, un paysage terrible, conséquence d'une compilation de nombre des problèmes auxquels le monde est confronté. Des milliers de personnes ont perdu la vie à Derna, en Libye, dans des inondations sans précédent aux proportions épiques. Elles ont été victimes de plusieurs fléaux. Victimes d'années de conflit. Victimes du chaos climatique. Victimes des leaders, qui, là et ailleurs, n'ont pas su trouver la voie de la paix.

Les habitantes et les habitants de Derna ont vécu et sont morts à l'épicentre de cette indifférence : en 24 heures, le ciel a déversé l'équivalent de 100 fois le volume d'un mois de précipitations... les barrages ont lâché après des années de guerre et de négligence... et tout ce que la population connaissait a été rayé de la carte. En ce moment même, les corps des victimes s'échouent sur les plages de la Méditerranée, tandis que des milliardaires prennent le soleil sur leurs super-yachts. Derna est un triste instantané de l'état de notre monde, emporté par le torrent des inégalités et des injustices, et paralysé devant les défis à relever.

Notre monde est sens dessus dessous. Les tensions géopolitiques s'aggravent. Les défis de portée mondiale se multiplient. Et nous semblons incapables d'unir nos forces pour y faire face. Nous sommes aux prises avec une multitude de menaces existentielles – de la crise climatique aux technologies de rupture – alors même que nous traversons une période de transition chaotique.

Pendant la majeure partie de la guerre froide, les relations internationales ont été largement perçues à travers le prisme des deux superpuissances. Puis vint une brève période d'unipolarité. Nous nous dirigeons maintenant rapidement vers un monde multipolaire. C'est une évolution positive à bien des égards, porteuse de nouvelles perspectives de justice et d'équilibre dans les relations internationales. Mais la multipolarité ne peut à elle seule être gage de paix. Au début du XXe siècle, l'Europe était composée de nombreuses puissances. Mais elle ne disposait pas d'institutions multilatérales solides. Et quel a été le résultat ? La Première Guerre mondiale.

Un monde multipolaire a besoin d'institutions multilatérales fortes et efficaces. Pourtant, la gouvernance mondiale est figée dans le temps. Il suffit de regarder le Conseil de sécurité de l'ONU et le système de Bretton Woods. Ils reflètent les réalités politiques et économiques

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (http://documents.un.org).

Document adapté

Merci de recycler

de 1945, lorsque de nombreux pays présents dans cette salle étaient encore sous domination coloniale. Le monde a changé. Nos institutions, non. Nous ne pouvons pas traiter efficacement les problèmes tels qu'ils sont si les institutions ne reflètent pas le monde tel qu'il est. Au lieu de nous aider à régler les problèmes, nos institutions risquent d'en être une des sources.

Et de fait, les clivages ne cessent de s'accentuer. Les clivages entre puissances économiques et militaires. Les clivages entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest.

Nous nous rapprochons dangereusement d'une grande fracture dans les systèmes économiques et financiers et les relations commerciales, qui met en péril l'existence d'un Internet ouvert et unique, et s'accompagne de stratégies divergentes concernant les technologies et l'intelligence artificielle, le risque étant que les cadres de sécurité soient en conflit.

Il est grand temps de renouveler les institutions multilatérales sur la base des réalités économiques et politiques du XXIe siècle et de les ancrer dans l'équité, la solidarité et l'universalité, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et du droit international. Cela demande de réformer le Conseil de sécurité pour l'adapter au monde d'aujourd'hui. Cela demande de repenser l'architecture financière internationale pour qu'elle devienne véritablement universelle et soit un filet de sécurité mondial pour les pays en développement en difficulté.

Je ne me fais pas d'illusions. Les réformes sont affaire de pouvoir. Je sais qu'il existe de nombreux intérêts concurrents et priorités contradictoires. Mais l'alternative n'est pas entre la réforme et le statu quo. L'alternative est entre la réforme et une fragmentation encore plus grande. C'est la réforme ou la rupture.

Dans le même temps, les fossés se creusent à l'intérieur des pays. La démocratie est menacée. L'autoritarisme est en marche. Les inégalités s'aggravent. Et les discours de haine se propagent. Face à tous ces défis et à bien d'autres encore, le mot « compromis » semble être devenu tabou. Ce dont notre monde a besoin, c'est d'une vision politique, pas de manœuvres ni d'une impasse.

Comme je l'ai dit au Groupe des Vingt (G20), il est temps de parvenir à un compromis mondial. La politique, c'est le compromis. La diplomatie, c'est le compromis. Un leadership efficace, c'est le compromis. Les dirigeants du monde ont la responsabilité sociale de parvenir à un compromis pour construire un avenir commun de paix et de prospérité, dans l'intérêt commun.

Au cours de l'année écoulée, nous avons montré que l'action multilatérale était riche de promesses. J'en veux pour preuve les nouveaux accords mondiaux importants sur la sauvegarde de la biodiversité, sur la protection de la haute mer, sur les pertes et les dommages climatiques, sur le droit à un environnement propre, sain et durable.

Nous avons tous les outils et toutes les ressources dont nous avons besoin pour relever ces défis communs. Ce qui nous manque, c'est de la détermination. Agir avec détermination fait partie de l'ADN de notre Organisation des Nations Unies, comme le montrent les premiers mots de la Charte, en forme d'exhortation : « Nous, peuples des Nations Unies [...] résolus » : résolus à en finir avec le fléau de la guerre, résolus à proclamer à nouveau leur foi dans les droits humains, résolus à faire respecter la justice et le droit international, et résolus à favoriser le progrès social et à permettre à tout le monde de vivre une vie meilleure. Face aux défis d'aujourd'hui, il est de notre devoir d'agir avec détermination, en restant fidèles à la Charte des Nations Unies.

Cela commence par la détermination de faire respecter la promesse de paix énoncée dans la Charte. Pourtant, loin d'être débarrassés du fléau de la guerre, nous assistons à une recrudescence des conflits, des coups d'État et du chaos. Si chaque pays s'acquittait des obligations que lui fait la Charte, le droit à la paix serait garanti. Lorsque les pays ne respectent pas leurs engagements, ils créent un monde d'insécurité pour toutes et tous.

Pièce à conviction numéro 1 : l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La guerre, en violation de la Charte des Nations Unies et du droit international, a déclenché une série d'atrocités : des vies détruites, des droits humains bafoués, des familles déchirées, des enfants traumatisés, des espoirs et des rêves brisés.

Au-delà de l'Ukraine, la guerre a de graves répercussions pour tout le monde. Les menaces nucléaires nous mettent toutes et tous en danger. Le mépris des accords et des traités mondiaux nous fragilise collectivement. Et l'empoisonnement de la diplomatie mondiale empêche l'accomplissement de progrès dans tous les domaines. Nous devons continuer d'œuvrer inlassablement à la recherche de la paix, une paix juste et conforme à la Charte des Nations Unies et au droit international.

Et même si les combats font rage, nous devons explorer toutes les voies possibles pour alléger les souffrances des populations civiles, en Ukraine et au-delà. L'Initiative de la mer Noire était l'une de ces voies. Le monde a cruellement besoin de denrées alimentaires ukrainiennes et de

denrées alimentaires et d'engrais russes pour stabiliser les marchés et garantir la sécurité alimentaire. Je n'abandonnerai pas mes efforts pour y parvenir.

Partout dans le monde, les anciennes tensions s'enveniment et de nouveaux risques voient le jour. Le désarmement nucléaire est au point mort alors que les pays développent de nouvelles armes et profèrent de nouvelles menaces.

Au Sahel, une série de coups d'État déstabilise encore davantage la région, tandis que le terrorisme gagne du terrain. Le Soudan s'enfonce dans une guerre civile totale, des millions de personnes ont fui et le pays est au bord de l'implosion. Dans l'est de la République démocratique du Congo, des millions de personnes sont déplacées et les violences de genre sont monnaie courante.

Haïti, un pays qui a subi des siècles d'exploitation coloniale, est aujourd'hui débordé par la violence en bande organisée et attend toujours l'aide de la communauté internationale. En Afghanistan, 70 % de la population a besoin d'une aide humanitaire, un pourcentage qui donne le vertige, et les droits des femmes et des filles sont systématiquement bafoués. Au Myanmar, les violences brutales, l'aggravation de la pauvreté et la répression réduisent à néant les espoirs de retour à la démocratie.

Au Moyen-Orient, l'escalade de la violence et l'effusion de sang dans le Territoire palestinien occupé font payer un lourd tribut à la population civile. Les actions unilatérales se multiplient et éloignent la possibilité d'une solution des deux États, pourtant la seule voie possible vers une paix et une sécurité durables pour les Palestiniens et les Israéliens. Quant à la Syrie, le pays est toujours un champ de ruines et la paix demeure lointaine.

Pendant ce temps, les conflits, catastrophes créées par l'homme, sont aggravées par les catastrophes naturelles. Face à toutes ces crises, le système humanitaire mondial est au bord de l'effondrement. Les besoins augmentent et les financements se tarissent. Nos opérations humanitaires sont obligées de se résoudre à des coupes massives. Mais si nous ne donnons pas à manger à celles et ceux qui ont faim, c'est le conflit que nous alimentons. Je demande instamment à tous les pays de se mobiliser et de financer notre appel humanitaire mondial.

L'architecture de paix et de sécurité est soumise à des pressions sans précédent. C'est la raison pour laquelle, à l'occasion des préparatifs du Sommet de l'avenir, nous proposons aux États Membres des idées dans le cadre d'un Nouvel Agenda pour la paix, fondé sur la Charte et le droit international. Ce Nouvel Agenda offre une vision unifiée pour faire face aux menaces qui existent déjà et à celles qui se profilent dans ce monde en transition. Ce qu'il faut, c'est appeler les États à renouveler leur engagement en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires et à mettre fin à l'érosion du régime de désarmement nucléaire et de maîtrise des armements ; renforcer la prévention à l'échelle mondiale en misant le plus possible sur les capacités et le pouvoir de rassemblement de l'ONU et sur nos bons offices pour combler les fossés géopolitiques ; renforcer la prévention à l'échelle nationale en faisant le lien entre les actions menées en faveur de la paix et les progrès réalisés sur la voie des objectifs de développement durable ; placer le leadership et la participation des femmes au cœur du processus décisionnel et s'engager à éradiquer toutes les formes de violences faites aux femmes ; susciter une vaste réflexion sur le maintien de la paix, pour qu'il soit plus souple et plus adaptable et qu'il prévoie, dès le départ, des stratégies de transition et de sortie tournées vers l'avenir ; et soutenir les initiatives prises par des organisations régionales, notamment l'Union africaine, pour faire respecter la paix, grâce à des mandats du Conseil de sécurité et à un financement prévisible.

La détermination en faveur de la paix nécessite également de nouveaux cadres de gouvernance pour faire face aux menaces émergentes, qu'il s'agisse de l'intelligence artificielle ou des systèmes d'armes létaux autonomes, qui fonctionnent sans contrôle humain.

La paix est inextricablement liée au développement durable. Dans le monde entier, c'est le même paradigme que l'on observe : plus un pays se rapproche d'un conflit, plus il s'éloigne des objectifs de développement durable. En vertu de la Charte, nous devons nous montrer résolus à favoriser le progrès social. Au XXIe siècle, cela veut dire œuvrer à la réalisation des objectifs de développement durable.

Pourtant, les inégalités sont la caractéristique de notre époque. Pensons à ces villes, où des gratte-ciels ont une vue surplombante sur des taudis ; à ces pays en proie à un dilemme : servir leur peuple ou le sacrifier au service de la dette. Aujourd'hui, l'Afrique consacre davantage de ressources au remboursement des intérêts de sa dette qu'à la santé. Le Sommet sur les objectifs de développement durable qui s'est tenu hier était consacré à l'adoption d'un plan de sauvetage mondial, pour que le soutien apporté ne se chiffre plus en milliards, mais en milliers de milliards.

L'architecture financière internationale reste dysfonctionnelle, dépassée et injuste. Les réformes profondes qui sont nécessaires ne pourront pas être

menées à bien du jour au lendemain. Mais nous pouvons dès à présent prendre des mesures énergiques pour aider les pays à surmonter les crises qui les ont durement touchés, comme la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). En faisant progresser d'urgence le Plan de relance des objectifs de développement durable de 500 milliards de dollars par an et en allégeant le fardeau financier qui pèse sur les pays en développement et les économies émergentes. En augmentant le financement du développement et de l'action climatique, en relevant la base de capital et en changeant le modèle d'activité des banques multilatérales de développement. En garantissant des mécanismes efficaces d'allègement de la dette et en canalisant l'aide financière d'urgence vers celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Nous devons agir avec détermination pour nous attaquer à la menace qui compromet le plus directement notre avenir : la surchauffe de la planète. Les changements climatiques ne sont pas que des changements météorologiques. Les changements climatiques bouleversent ce qu'est la vie même sur notre planète. Ils altèrent chaque aspect de notre travail. Ils tuent des êtres humains et dévastent des communautés. Partout dans le monde, les thermomètres s'affolent, l'élévation du niveau des mers s'accélère, les glaciers reculent, des maladies mortelles se propagent, des espèces disparaissent et les villes sont menacées. Et ce n'est que le début.

Les jours, les mois et l'été que nous venons de vivre ont été les plus chauds jamais enregistrés. Et à chaque nouveau record de température, ce sont des économies détruites, des vies détruites et des nations entières qui se rapprochent du point de rupture. Aucun continent, aucune région et aucun pays du monde n'est épargné par l'urgence climatique, mais je ne suis pas certain que les leaders se rendent bien, toutes et tous, compte de l'urgence de la situation. Les mesures prises ne sont pas du tout à la hauteur de l'enjeu. Il est encore temps de contenir la hausse des températures dans la limite des 1,5 degré fixée dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Mais pour cela, il faut prendre dès maintenant des mesures radicales pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et garantir la justice climatique pour celles et ceux qui ont le moins contribué à la crise, mais qui paient le prix fort.

Les preuves sont là. Les pays du G20 sont responsables de 80 % des émissions de gaz à effet de serre. C'est à eux de montrer l'exemple. Ils doivent s'affranchir de leur dépendance aux combustibles fossiles, mettre fin à tout nouveau projet d'exploitation du charbon et tenir compte des conclusions de l'Agence internationale de l'énergie, à savoir que toute nouvelle licence d'exploitation du pétrole et du gaz n'est pas compatible avec l'objectif consistant à limiter l'augmentation de la température à 1,5 degré. Pour avoir une chance d'endiguer l'augmentation de la température mondiale, nous devons renoncer progressivement au charbon, au pétrole et au gaz selon un processus juste et équitable, et stimuler massivement les énergies renouvelables. C'est la seule voie envisageable pour que tout le monde puisse avoir accès aux énergies renouvelables à un coût abordable. Malheureusement, beaucoup d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité.

L'ère des combustibles fossiles est révolue. Si les entreprises de combustibles fossiles veulent faire partie de la solution, elles doivent être en première ligne de la transition vers les énergies renouvelables. Il faut en finir avec les productions polluantes, les fausses solutions, le financement du déni climatique. J'ai proposé un Pacte de solidarité climatique afin que tous les grands émetteurs redoublent d'efforts pour réduire leurs émissions et que les pays les plus riches accompagnent les économies émergentes en mettant à leur disposition les financements et technologies dont elles ont besoin sur la voie de la décarbonation. Par exemple, l'Afrique abrite 60 % de la capacité solaire mondiale, mais elle ne reçoit que 2 % des investissements dans les énergies renouvelables.

J'ai proposé un Programme d'accélération, pour décupler ces efforts. Les pays développés doivent atteindre l'objectif de zéro émission nette dès 2040, et les économies émergentes dès 2050, conformément aux responsabilités communes mais différenciées. Certaines mesures doivent être prises immédiatement : il faut en finir avec le charbon, d'ici à 2030 pour les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques et à 2040 pour le reste du monde. En finir avec le subventionnement des combustibles fossiles. Et donner un prix au carbone.

Les pays développés doivent aussi consacrer 100 milliards de dollars à l'action climatique dans les pays en développement, comme ils l'ont promis. Ils doivent doubler le montant des financements pour l'adaptation d'ici à 2025, comme ils l'ont encore promis. Et ils doivent reconstituer les ressources du Fonds vert pour le climat, comme ils l'ont promis là encore. Tous les pays doivent s'efforcer de rendre opérationnel cette année le fonds pour les pertes et dommages, et garantir la couverture universelle des systèmes d'alerte rapide d'ici à 2027.

Demain, j'accueillerai des acteurs susceptibles de faire bouger les lignes au Sommet sur l'ambition climatique. La vingt-huitième session de la Conférence des

Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques arrive à grands pas. Le chaos climatique fait exploser de nouveaux records. Nous ne pouvons pas nous permettre la même rengaine que d'habitude et désigner des boucs émissaires ou attendre que d'autres agissent en premier. Et à toutes celles et tous ceux qui se dépensent sans compter, qui manifestent dans la rue et qui défendent une réelle action climatique, je veux qu'ils sachent qu'ils sont du bon côté de l'Histoire. Je suis avec eux. Je n'abandonnerai pas cette lutte qui est celle de nos vies.

(*l'orateur poursuit en français*)

Nous devons également être déterminés à honorer l'engagement de la Charte des Nations Unies en faveur des droits humains fondamentaux. Seules quatre femmes ont signé notre document fondateur. Un coup d'œil dans cette salle permet de voir que les choses n'ont pas suffisamment changé. « Nous, les peuples » ne signifie pas « Nous, les hommes ». Les femmes attendent toujours l'égalité des chances et des salaires ; l'égalité devant la loi ; la pleine valorisation de leur travail et la prise en compte de leurs opinions. À travers le monde, les droits des femmes, y compris les droits sexuels et reproductifs, sont réduits voire supprimés ; leurs libertés, restreintes. Dans certains pays, les femmes et les filles sont punies parce qu'elles portent trop de vêtements ; dans d'autres, parce qu'elles n'en portent pas assez.

Grâce aux générations de militantes des droits de femmes, les temps changent. Des terrains de sport aux écoles en passant par les places publiques, les filles et les femmes défient le patriarcat, et triomphent. Je suis à leurs côtés. J'ai pris mes fonctions en m'engageant à garantir la parité hommes-femmes au sein de l'ONU. Nous y sommes parvenus aux échelons supérieurs et sommes en bonne voie pour le faire à travers l'ensemble du système des Nations Unies. Car l'égalité des genres n'est pas un problème. L'égalité des genres est la solution. L'égalité, ce n'est pas une faveur faite aux femmes, mais une condition fondamentale pour assurer un meilleur avenir pour tous.

Nous devons être déterminés à répondre à l'Appel à l'action pour placer les droits humains au cœur de notre travail. Soixante-quinze ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme, d'énormes progrès ont été accomplis sur certains sujets, qu'il s'agisse de mettre fin à la colonisation et à la ségrégation ou de garantir le droit de vote des femmes. Mais nous n'avons pas atteint les droits fondamentaux pour tous, quand 1,2 milliard de personnes vivent encore dans l'extrême pauvreté et que la faim atteint des niveaux inégalés depuis 2005. Quand la discrimination fondée sur la couleur de peau et l'origine ethnique est parfaitement légale dans bien des pays. Quand des personnes doivent risquer la mort pour chercher une vie meilleure. Quand les réfugiés, les migrants et les minorités sont régulièrement traqués et diabolisés. Quand déclarer son identité de genre ou simplement qui l'on aime peut conduire à l'emprisonnement, voire à l'exécution. Quand le fait même de s'exprimer peut avoir des conséquences dangereuses.

Les droits humains – politiques, civils, économiques, sociaux et culturels – sont la clef de voûte pour résoudre de nombreux problèmes mondiaux interdépendants. Il faut que des lois visant à protéger les personnes vulnérables soient adoptées et appliquées ; il faut cesser de cibler les minorités et il faut placer les droits et la dignité humaine au cœur des politiques sociales, économiques et migratoires. Il faut que tous les gouvernements respectent les engagements qu'ils ont pris dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

(*l'orateur poursuit en espagnol*)

Nous devons également faire face aux menaces imminentes que les nouvelles technologies font peser sur les droits humains. L'intelligence artificielle générative, quoique riche de promesses, risque de nous faire franchir le Rubicon et de nous exposer à des dangers face auxquels nous serions démunis. Lorsque j'ai évoqué l'intelligence artificielle dans mon discours à l'Assemblée générale en 2017 (voir A/72/PV.3), seuls deux autres dirigeants ont mentionné le terme. Aujourd'hui, l'intelligence artificielle est sur toutes les lèvres, suscitant à la fois la fascination et la crainte. Même certains des concepteurs de l'intelligence artificielle générative réclament une plus grande réglementation.

Or, nombre des dangers liés aux technologies numériques ne sont pas imminents. Ils sont déjà là. La fracture numérique aggrave les inégalités. Les discours de haine, la désinformation et les théories du complot sur les réseaux sociaux sont propagés et amplifiés par l'intelligence artificielle, sapant ainsi la démocratie et attisant la violence et les conflits dans le monde réel. La surveillance en ligne et la collecte de données donnent lieu à des violations massives des droits humains. Les entreprises de technologie et les gouvernements sont loin d'avoir trouvé des solutions.

(*l'orateur reprend en anglais*)

Nous devons agir vite et réparer les dégâts. Les nouvelles technologies exigent des formes de gouvernance nouvelles et innovantes, auxquelles doivent contribuer les

créateurs de ces technologies et les parties prenantes chargées de la surveillance des violations. Nous avons besoin de toute urgence d'un pacte numérique mondial qui engagerait les gouvernements, les organisations régionales, le secteur privé et la société civile à atténuer les risques liés aux technologies numériques et à déterminer les moyens de mettre les atouts de ces outils au service de l'humanité. Il a aussi été demandé que l'on envisage la possibilité de créer une nouvelle entité mondiale sur l'intelligence artificielle, qui pourrait constituer une source d'information et d'expertise pour les États Membres. Il existe de nombreux modèles différents, inspirés notamment de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de l'Organisation de l'aviation civile internationale ou du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. L'ONU est prête à accueillir les discussions mondiales et inclusives qui s'imposent, en fonction de ce que décideront les États Membres. Pour faire avancer la recherche de solutions concrètes en matière de gouvernance, je mettrai sur pied ce mois-ci un organe consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle, qui sera chargé de formuler des recommandations d'ici à la fin de l'année. Le Sommet de l'avenir qui aura lieu l'an prochain est une occasion unique de progresser dans la lutte contre ces nouvelles menaces, conformément à la vision énoncée dans la Charte des Nations Unies. Les États Membres décideront de la suite à donner au Nouvel Agenda pour la paix, au pacte numérique mondial, aux réformes de l'architecture financière internationale et à de nombreuses autres propositions visant à relever les défis et à ancrer davantage la gouvernance mondiale dans la justice et l'équité.

L'ONU a été créée précisément pour des moments comme aujourd'hui, où les dangers sont à leur paroxysme et le niveau de consensus au plus bas. Nous pouvons et devons utiliser les outils à notre disposition en faisant preuve de souplesse et de créativité. Le mois dernier, notre détermination a porté ses fruits au large des côtes du Yémen. Le *FSO Safer*, un superpétrolier en décomposition chargé d'un million de barils de pétrole, était une véritable bombe à retardement et faisait craindre une catastrophe écologique imminente en mer Rouge. Mais personne n'a proposé de solution. L'ONU a alors pris les devants et rassemblé la communauté internationale. Nous avons mobilisé des ressources, réuni des experts, facilité des négociations difficiles et instauré un climat de confiance. Il nous reste encore beaucoup à faire, et davantage de ressources sont nécessaires. Mais le mois dernier, la cargaison de pétrole du *FSO Safer* a été transbordée avec succès. Cet effort mené par l'ONU a sauvé la mer Rouge. Lorsque personne d'autre n'en avait la capacité ou la volonté, la détermination des Nations Unies a permis d'accomplir cette tâche. Malgré la longue liste des problèmes mondiaux, ce même esprit de détermination peut guider notre action future. Montrons-nous résolus à surmonter les divisions et à bâtir la paix. Résolus à défendre la dignité et la valeur de chaque personne. Résolus à atteindre les objectifs de développement durable et à ne vraiment laisser personne de côté. Résolus à réformer le multilatéralisme au XXIe siècle et à unir nos forces afin d'agir pour le bien commun.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Le Président (*parle en anglais*) : C'est un honneur et un privilège, en ma qualité de Président de l'Assemblée générale, d'accueillir les membres dans cette salle à l'occasion de l'ouverture du débat général de la soixante-dix-huitième session. Je voudrais saluer la présence parmi nous aujourd'hui de plusieurs anciens Présidents de l'Assemblée générale, notamment S. E. M. Han Seung-soo, ancien Premier Ministre de la République de Corée, qui a présidé la cinquante-sixième session de l'Assemblée et qui préside aujourd'hui le Conseil des présidents de l'Assemblée générale. Ensemble, cette salle de l'Assemblée et cette tribune sont un témoignage vivant du multilatéralisme, du rôle extraordinaire et de l'influence incontournable de l'ONU au cours de ses 75 années d'existence. C'est une enceinte unique en son genre et véritablement mondiale, qui favorise le débat, le dialogue et le règlement des problèmes au moyen de la diplomatie multilatérale.

Cette année, notre objectif est clair : unir les nations et être unis dans la conviction d'un objectif commun et dans la solidarité d'une action conjointe. Nous avons besoin d'une telle approche commune et coordonnée aujourd'hui, plus qu'à n'importe quel moment de notre histoire. Les guerres, les changements climatiques, la dette, les crises énergétique et alimentaire, la pauvreté et la famine – ces crises ont des répercussions directes sur la vie et le bien-être de milliards de personnes dans le monde. Des acquis obtenus à grand prix en matière de développement, pendant des décennies, sont en train d'être réduits à néant aujourd'hui, condamnant ainsi des millions de personnes à une pauvreté et à des difficultés intergénérationnelles qui dureront toute leur vie. C'est dans des moments comme celui-ci que nous devons faire appel au meilleur de nous-mêmes et à notre humanité

commune, qui nous invite à affronter le moment présent. J'engage donc les membres à tirer parti de la raison d'être de cette enceinte. Écoutons et apprenons. Rétablissons la confiance et ravivons la solidarité mondiale. Trouvons un terrain d'entente pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Comme l'a dit la regrettée Madeleine Albright, si l'ONU n'existait pas, il faudrait l'inventer. Nous avons la chance qu'elle existe. Exploitons donc pleinement et efficacement cette ressource sans égale.

Ce message revêt encore plus d'importance face à la poursuite des violations de l'intégrité territoriale et de la souveraineté d'un Membre de l'ONU, l'Ukraine. Cette guerre horrible a provoqué des souffrances indicibles et détruit d'innombrables familles, communautés et vies. Ses effets en cascade ont également provoqué de l'appréhension dans de nombreux pays en développement dans des régions reculées de la planète, entraînant de graves pénuries de produits de base, ainsi que l'insécurité alimentaire et la volatilité des prix de l'énergie. Elle a même ravivé la menace inadmissible d'une guerre nucléaire. Nous voulons tous que cette guerre prenne fin. C'est un affront à tout ce que l'Organisation et la Charte des Nations Unies représentent. Nous avons besoin d'une paix juste et pérenne en Ukraine et ailleurs dans le monde, conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies.

Il faut aussi donner une chance à la paix dans d'autres régions du monde, de l'Afrique au Moyen-Orient. En adoptant l'Agenda 2063, l'Afrique a tracé une voie claire pour l'Afrique que nous voulons, et le continent a encore une grande chance de faire un pas en avant en matière de consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance. Toutefois, la résurgence des coups d'État en Afrique constitue une régression. Il convient d'analyser soigneusement les causes profondes de ces tendances alarmantes et d'y remédier.

J'invite les États Membres à profiter de cette semaine de haut niveau non pas pour attiser les flammes des conflits et de l'hostilité, mais plutôt pour choisir la voie du dialogue et de la diplomatie. Nous devons nous rappeler que la paix est un investissement dans notre prospérité collective. J'appelle les dirigeants à faire cause commune, à respecter la Charte et à soutenir les efforts déployés pour trouver une solution pacifique à la guerre.

Hier, le Sommet sur les objectifs de développement durable a marqué le début de notre semaine de haut niveau. Ce fut une excellente occasion de faire le point sur nos succès et nos échecs dans la réalisation des objectifs de développement durable. Le constat central est qu'1,2 milliard de personnes vivent dans une pauvreté multidimensionnelle, selon les données recueillies en 2022. Bien que des progrès aient été accomplis dans la réalisation des objectifs, le Sommet se tient dans un contexte marqué par des retards et des régressions inacceptables. Soyons clairs : nous ne pouvons pas nous permettre de chercher des excuses, tout comme nous ne pouvons pas nous dérober à nos responsabilités. Il nous incombe, collectivement, de rattraper ce retard et de redoubler d'efforts au cours des sept années qui restent pour accélérer les progrès sur ce que nous avons promis d'accomplir. L'engagement à agir présenté au cours du Sommet doit donc être le moteur qui nous permettra de regagner le terrain perdu et de donner un coup d'accélérateur à la mise en œuvre.

Le Sommet sur les objectifs de développement durable n'était que le début d'un programme chargé pour cette semaine de haut niveau. Il s'articule naturellement avec le Dialogue de haut niveau sur le financement du développement de l'Assemblée générale, qui est indispensable pour accélérer le financement des objectifs de développement durable. La réunion ministérielle préparatoire au Sommet de l'avenir contribuera à lancer les négociations sur un pacte pour l'avenir, qui donnera des orientations permettant de faire en sorte que l'ONU soit adaptée à sa mission au XXIe siècle. Elle donnera aux États Membres l'occasion de joindre leurs efforts pour transformer notre avenir commun.

Nous organiserons également trois réunions de haut niveau sur la santé – sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies, sur la couverture sanitaire universelle et sur la tuberculose – qui nous offriront toutes des possibilités d'améliorer la vie de nos concitoyens. En outre, le Sommet sur l'ambition climatique organisé par le Secrétaire général est l'occasion de renforcer l'ambition politique en amont de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra en novembre. Demain, je me joindrai également à plusieurs chefs d'État et de gouvernement à l'occasion d'un petit-déjeuner de travail sur les menaces existentielles posées par l'élévation du niveau de la mer, une préoccupation majeure pour les petits États insulaires en développement, en particulier ceux de la région du Pacifique.

Je voudrais prendre le temps de présenter à nouveau mes plus sincères condoléances aux Gouvernements et aux peuples du Maroc et de la Libye. Le tremblement de terre et les inondations, ces deux catastrophes qui ont frappé de manière simultané, ont fait des milliers de morts et causé

d'innombrables souffrances. J'espère sincèrement qu'il sera possible de mobiliser rapidement les ressources et l'aide nécessaires pour fournir une assistance à toutes les personnes qui en ont cruellement besoin aujourd'hui. En tant que citoyen d'une région vulnérable face aux changements climatiques, j'exhorte les États Membres à prendre conscience des conséquences persistantes et croissantes des changements climatiques et à apporter des solutions concrètes et porteuses de changement. Unissons nos forces pour débloquer les financements et les ressources nécessaires pour soutenir les plus vulnérables par des mesures d'atténuation, d'adaptation et de renforcement de la résilience, et continuons à travailler sur l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle, en vue de passer du produit intérieur brut, qui est le seul indicateur aujourd'hui, à un indicateur de développement économique qui rend véritablement compte de la vulnérabilité d'un pays face aux chocs extérieurs.

En plus de la semaine de haut niveau, nous célébrerons cette année le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est l'occasion de réaffirmer notre attachement aux principes inscrits dans la Déclaration et de nous rappeler que nous naissons tous libres et égaux en dignité et en droits. En ma qualité de Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session, je suis déterminé à défendre la cause des groupes vulnérables et marginalisés, notamment les peuples autochtones, les personnes handicapées et les personnes âgées. Je suis déterminé à faire en sorte que nous ne continuions pas à négliger les pays en situation particulière, et j'ai l'intention de mettre prochainement en place un groupe consultatif de haut niveau sur les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

Cependant, nous devons avant tout nous mobiliser pour toutes les femmes et les filles qui, hélas, luttent encore pour l'égalité et le respect. Nous devons tenir nos promesses en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Cela implique de garantir la participation pleine, égale et véritable des femmes à tous les niveaux. En tant qu'ardent défenseur de l'égalité des sexes au niveau international, je suis profondément engagé en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, et j'ai nommé une envoyée et conseillère spéciale pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes afin de m'aider dans cette démarche.

Avant de terminer, je voudrais souligner que, malgré les défis nombreux et complexes auxquels nous sommes confrontés, nous avons la capacité de changer la donne, et ce, de façon notable. Nous pouvons, si nous le voulons, améliorer sensiblement la vie de milliards de personnes. Ce ne sont pas les capacités qui nous manquent. Ce qui nous manque, c'est la volonté d'agir. En mettant de côté nos divergences et en rapprochant nos positions, nous pouvons, et devons, apporter la paix, le progrès, la prospérité et la durabilité à toutes et à tous, partout dans le monde. Par conséquent, mobilisons-nous et agissons dès maintenant. Insufflons un nouvel élan à l'Assemblée générale et donnons la preuve de notre capacité et de notre volonté d'agir pour le bien de toutes et tous.

Pour reprendre les mots de Steven Pressfield, auteur né à la Trinité-et-Tobago :

> « Le plus grand danger de la procrastination, c'est qu'elle peut devenir une habitude. Nous ne remettons pas seulement notre vie à plus tard aujourd'hui, nous la remettons à plus tard jusque sur notre lit de mort. N'oublions jamais que nous pouvons changer notre vie à l'instant même. À aucun moment nous n'avons été ou nous ne serons privés du pouvoir de prendre notre destin en main. À cet instant, nous pouvons vaincre la Résistance. À cet instant, nous pouvons nous asseoir et faire notre travail ».

Je remercie une nouvelle fois les membres du soutien qu'ils m'ont témoigné, ainsi qu'à ma présidence, et je souhaite à tous les participants et à toutes les participantes un débat fructueux, productif et sain au cours des jours à venir.

Avant de donner la parole au premier orateur du débat général pour ce matin, je rappelle aux membres que la liste des orateurs et oratrices a été établie en partant du principe, accepté par tous, que les déclarations ne dépasseront pas 15 minutes chacune, et ce afin que toutes les personnes qu'il est prévu d'entendre à chaque séance puissent s'exprimer. Je demande toutefois aux orateurs et aux oratrices de prononcer leur déclaration à un débit raisonnable, sans perdre de vue le temps imparti, de sorte que l'interprétation puisse être correctement assurée dans les autres langues officielles de l'Organisation. J'appelle également l'attention des membres sur la décision prise par l'Assemblée générale aux précédentes sessions, à savoir que la pratique consistant à présenter des félicitations dans la salle de l'Assemblée générale à la fin d'un discours est vivement découragée.

Après avoir prononcé leur déclaration à la tribune, les orateurs et oratrices sont invités à quitter la salle de l'Assemblée générale par la salle GA-200, située derrière la tribune, avant de regagner leur place.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale accepte de procéder ainsi ?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Enfin, j'informe les membres que, durant le débat général, le Département de la communication globale fera des photographies officielles de tous les orateurs et de toutes les oratrices. Celles et ceux qui souhaiteront se procurer ces photographies sont priés de contacter la Phototèque de l'ONU.

Allocution de M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérative du Brésil.

M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Lula da Silva (*parle en portugais ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je tiens à saluer le Président de l'Assemblée générale, l'Ambassadeur Dennis Francis, de la Trinité-et-Tobago. C'est également un grand plaisir pour moi d'avoir été précédé par le Secrétaire général António Guterres. J'adresse mes salutations à tous les chefs d'État et de gouvernement et tous les représentants présents. Je rends hommage à notre compatriote Sergio Vieira de Mello et aux 21 autres membres du personnel des Nations Unies qui ont péri dans l'attaque barbare perpétrée à Bagdad il y a 20 ans. Je tiens aussi à exprimer mes condoléances aux victimes du séisme au Maroc et des tempêtes qui ont frappé la Libye. Tout comme les faits survenus récemment dans l'État brésilien de Rio Grande do Sul, ces tragédies ont fait des morts et causé des pertes irréparables. Nos pensées et nos prières vont à toutes les victimes et à leurs familles.

Il y a exactement 20 ans, le 23 septembre 2003, me tenant à cette tribune pour la première fois, je déclarais ce qui suit :

> « Que mes premiers mots devant ce parlement mondial soient porteurs de confiance dans la capacité humaine de vaincre les défis et d'évoluer vers des formes supérieures de cohabitation » (*A/58/PV.7, p.6*).

Je suis de retour aujourd'hui pour dire que je conserve cette foi inébranlable dans l'humanité. En même temps, le monde n'a pas encore pris toute la mesure de la gravité de la crise climatique. Aujourd'hui, elle est à notre porte, détruisant nos logements, nos villes et nos pays, tuant des gens et infligeant pertes et souffrance à nos frères, en particulier les plus pauvres.

La faim, thème central de mon allocution à ce parlement mondial il y a 20 ans, touche actuellement 735 millions d'êtres humains, qui iront se coucher ce soir sans savoir s'ils auront quelque chose à manger demain. Le monde est de plus en plus inégal. Les 10 milliardaires les plus riches disposent de plus de richesse que les 40 % les plus pauvres de l'humanité. Le destin de chaque enfin né sur la planète se décide apparemment alors qu'il est encore dans le ventre de sa mère. La partie du monde où ses parents vivent et la classe sociale à laquelle sa famille appartient détermineront si des possibilités s'offriront ou non à lui tout au long de sa vie, s'il mangera à tous les repas ou s'il n'aura pas droit chaque jour à un petit-déjeuner, un déjeuner et un dîner, s'il aura accès à des soins de santé ou s'il succombera à une maladie qui aurait déjà pu être éradiquée, et s'il pourra finir sa scolarité et trouver un emploi décent ou s'il fera partie des innombrables personnes sans emploi, sous-employées et découragées. La première chose à faire est de surmonter notre résignation, qui nous fait accepter cette iniquité comme un phénomène naturel. Ceux qui gouvernent le monde manquent de volonté politique pour venir à bout des inégalités.

Si je reviens aujourd'hui en la noble qualité de Président du Brésil, c'est grâce à la victoire obtenue par la démocratie dans mon pays. La démocratie nous a permis de prendre l'ascendant sur la haine, la mésinformation et l'oppression. L'espoir, une fois de plus, l'a emporté sur la peur. Notre mission consiste à rallumer le Brésil et à rebâtir un pays souverain, équitable, durable, aidant, généreux et joyeux, par la solidarité. Le Brésil a retrouvé sa place dans notre région, le monde et le multilatéralisme. Comme je ne me lasse jamais de répéter, le Brésil est de retour. Notre pays est de retour pour apporter sa juste contribution aux principaux défis mondiaux. Nous avons rendu son universalisme à notre politique étrangère, qui se caractérise par un dialogue respectueux avec tous. La communauté internationale est plongée dans un torrent de crises multiples et simultanées. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la crise climatique et l'insécurité alimentaire et énergétique sont amplifiées par des tensions géopolitiques à la hausse. Le racisme, l'intolérance et la xénophobie se propagent, encouragés par de nouvelles technologies censées nous rapprocher. Si nous devions résumer ces problèmes en un seul mot, celui-ci serait « inégalité ». Les inégalités sont à la racine de ces phénomènes et ne font que les aggraver.

L'action collective la plus vaste et la plus ambitieuse de l'ONU en faveur du développement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, pourrait devenir son plus grand échec. Nous sommes arrivés au mitan de la période de mise en œuvre et nous sommes encore loin d'atteindre les objectifs fixés. La réalisation de la plupart des objectifs de développement durable avance lentement. L'impératif moral et politique d'éliminer la pauvreté et d'en finir avec la faim semble avoir sombré dans l'apathie. Au cours des sept ans qui nous restent, la réduction des inégalités dans et entre les pays doit devenir le but fondamental du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La réduction des inégalités au sein des pays suppose de prévoir des aides aux pauvres dans le budget de l'État et de faire payer aux riches des taxes proportionnelles à leurs ressources. Au Brésil, nous sommes déterminés à mettre en œuvre les 17 objectifs de développement durable de manière intégrée et indivisible. Nous entendons parvenir à l'égalité raciale dans la société brésilienne par l'intermédiaire d'un dix-huitième objectif, que nous adopterons volontairement.

Nous avons lancé le programme brésilien Faim zéro, qui rassemblera une série d'initiatives pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire, notamment le programme Bolsa Familia, qui est devenu une référence mondiale pour les programmes de versement de revenus aux familles dont les enfants sont régulièrement vaccinés et suivent leur scolarité. Inspirés par la Brésilienne Bertha Lutz, figure pionnière et défenseuse de l'égalité des genres et de la Charte des Nations Unies, nous avons adopté un projet de loi qui rend obligatoire l'égalité de salaire entre les femmes et les hommes lorsqu'ils font le même travail. Nous lutterons contre le féminicide et toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Nous défendrons fermement les droits des groupes LGBTQI+ et des personnes handicapées. Nous avons relancé les pratiques sociales participatives en tant qu'outil stratégique pour la mise en œuvre des politiques publiques.

Si nous voulons lutter contre les changements climatiques, nous devons penser à demain et combattre les inégalités historiques. Les pays riches se sont développés sur la base d'un modèle comportant des taux élevés d'émissions nuisibles au climat. L'urgence climatique impose de rectifier le tir et de mettre en œuvre ce qui a déjà été convenu. Il n'y a pas d'autre raison pour laquelle nous parlons de responsabilités communes mais différenciées. Ce sont les populations vulnérables du Sud qui sont les plus touchées par les pertes et les dommages causés par les changements climatiques.

Les 10 % les plus riches de la population mondiale sont responsables de près de la moitié des émissions de carbone dans l'atmosphère. Nous, les pays en développement, ne voulons pas reproduire ce modèle. Au Brésil, nous avons déjà prouvé une fois, et nous le prouverons encore, qu'un modèle socialement équitable et écologiquement durable est possible. Nous sommes à l'avant-garde de la transition énergétique et notre matrice est déjà l'une des plus propres au monde. Près de 87 % de notre électricité provient de sources propres et renouvelables. La production d'énergie solaire, éolienne, de biomasse, d'éthanol et de biogazole augmente chaque année. Le potentiel de production d'hydrogène vert est immense. Avec le plan de transformation écologique, nous investirons dans l'industrialisation et les infrastructures durables. Nous avons renouvelé le Programme pour une Amazonie saine en adoptant des mesures de contrôle visant à lutter contre la criminalité environnementale.

Au cours des huit derniers mois, la déforestation en Amazonie brésilienne a déjà été réduite de 48 %. Le monde entier a toujours parlé de l'Amazonie, et maintenant c'est l'Amazonie qui parle pour elle-même. Il y a un mois, nous avons accueilli le Sommet de Belém au cœur de l'Amazonie et lancé un nouveau programme de collaboration entre les pays qui font partie de ce biome. Cinquante millions de Sud-Américains vivent en Amazonie et leur avenir dépend de l'action décisive et coordonnée des pays qui détiennent la souveraineté sur les territoires de la région.

Nous avons également poursuivi le dialogue avec d'autres pays qui abritent des forêts tropicales en Afrique et en Asie. Nous voulons arriver à la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Doubaï, avec une vision commune qui traduise en toute transparence les priorités de préservation de l'Amazonie et des bassins du Congo et du Bornéo-Mékong, en fonction de nos besoins.

Sans mobilisation des ressources financières et technologiques, il n'y a aucun moyen de mettre en œuvre ce que nous avons décidé dans l'Accord de Paris et le cadre mondial pour la biodiversité. La promesse d'allouer 100 milliards de dollars par an aux pays en développement reste une promesse. Aujourd'hui, ce montant serait insuffisant pour répondre à la demande, qui atteint déjà des milliers de milliards de dollars.

Le principe sur lequel repose le multilatéralisme, à savoir l'égalité souveraine des nations, est en train de s'éroder. Aux principaux niveaux de la gouvernance mondiale, les négociations dans lesquelles tous les pays ont une voix et ont leur mot à dire ont perdu de leur élan. Lorsque les institutions reproduisent les inégalités, elles deviennent une partie du problème, pas de la solution.

L'année dernière, le Fonds monétaire international (FMI) a mis à la disposition des pays européens 160 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux contre seulement 34 milliards de dollars pour les pays africains. La représentation inégale et déformée de la direction du FMI et de la Banque mondiale est inacceptable. Nous n'avons pas corrigé les excès de la dérégulation des marchés et du soutien à l'idéologie de l'État minimal. Les bases d'une nouvelle gouvernance économique n'ont pas été posées. Le groupe Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (groupe BRICS) est le résultat de cette paralysie et constitue une plateforme stratégique pour promouvoir la coopération entre les pays émergents.

Le récent élargissement du groupe lors Sommet de Johannesburg vient appuyer la lutte pour un ordre qui tienne compte de la pluralité économique, géographique et politique du XXIe siècle. Nous sommes une force qui œuvre en faveur d'un commerce mondial plus équitable dans le contexte d'une grave crise du multilatéralisme. Le protectionnisme des pays riches s'est accru et l'Organisation mondiale du commerce demeure paralysée, en particulier son système de règlement des différends. Plus personne ne se souvient du Cycle de négociations de Doha pour le développement. Dans le même temps, le chômage et le travail précaire ont miné la confiance de la population en des temps meilleurs, en particulier celle des jeunes.

Les gouvernements doivent endiguer la dissonance croissante entre la voix du marché et la voix de la rue. Le néolibéralisme a aggravé les inégalités économiques et politiques qui frappent les démocraties aujourd'hui. Son héritage est une masse de personnes privées de leurs droits et exclues. Dans ce chaos, des aventuriers émergent au sein de l'extrême droite, qui nient la politique et vendent des solutions aussi faciles qu'erronées. Nombreux sont ceux qui ont succombé à la tentation de remplacer le néolibéralisme défaillant par un nationalisme primitif, conservateur et autoritaire.

Nous rejetons un programme qui utilise les immigrants comme boucs émissaires, sape l'État-providence et s'attaque aux droits des travailleurs. Nous devons nous réapproprier les meilleures traditions humanistes qui ont inspiré la création de l'Organisation des Nations Unies. DLes politiques actives d'inclusion socioéconomique aux niveaux culturel, éducatif et numérique sont fondamentales pour la promotion des valeurs démocratiques et la défense de l'état de droit.

Il est essentiel de préserver la liberté de la presse. Un journaliste comme Julian Assange ne peut être puni pour avoir informé la société de manière transparente et légitime. Nous luttons contre la mésinformation et la cybercriminalité. Les applications et les plateformes ne doivent pas abolir le droit du travail pour lequel nous nous sommes tant battus. Alors que nous assumerons la présidence du Groupe des Vingt en décembre prochain, nous n'épargnerons aucun effort pour placer la lutte contre les inégalités dans toutes leurs dimensions au cœur du programme international. Sous la devise « Bâtir un monde juste et une planète durable », la présidence brésilienne coordonnera les mesures d'inclusion sociale, luttera contre la faim et promouvra le développement durable, ainsi que la réforme des institutions de la gouvernance mondiale.

Il n'y aura pas de durabilité ni de prospérité en l'absence de paix. Les conflits armés sont un affront à la rationalité humaine. Nous connaissons les horreurs et les souffrances causées par toutes les guerres. La promotion d'une culture de paix est un devoir pour chacun et chacune d'entre nous. Son édification requiert de la persévérance et de la vigilance. Il est inquiétant de constater que de vieux différends non réglés persistent et que de nouvelles menaces apparaissent ou se renforcent. La difficulté de garantir la création d'un État pour le peuple palestinien le montre bien, sans parler de la crise humanitaire persistante en Haïti, du conflit au Yémen, des menaces qui pèsent sur l'unité nationale libyenne et des ruptures institutionnelles au Burkina Faso, au Gabon, en Guinée, au Mali, au Niger et au Soudan. Au Guatemala, il existe un risque de coup d'État, qui empêcherait le vainqueur des élections démocratiques de prendre ses fonctions.

La guerre en Ukraine révèle notre incapacité collective de faire respecter les buts et les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Nous ne sous-estimons pas les difficultés rencontrées pour parvenir à la paix, mais aucune solution ne sera viable si elle n'est pas fondée sur le dialogue. J'ai répété que des efforts devaient être déployés pour créer un espace de négociation.

On investit beaucoup dans les armes et très peu dans le développement. L'année dernière, les dépenses militaires se sont élevées à plus de 2 000 milliards de dollars. Les dépenses consacrées aux armes nucléaires ont atteint 83 milliards de dollars, soit un montant 20 fois supérieur au budget ordinaire de l'ONU. La stabilité et la sécurité ne pourront être assurées dans un contexte d'exclusion sociale et d'inégalité. L'Organisation des Nations Unies a vu le jour pour devenir le foyer de la compréhension et du dialogue. La communauté internationale doit choisir entre, d'un côté, la propagation des conflits, l'aggravation des inégalités et l'érosion de l'état de droit et, de l'autre, le renouvellement des institutions multilatérales consacrées à la promotion de la paix.

Les sanctions unilatérales causent d'immenses préjudices aux populations des pays visés. Outre le fait qu'elles n'atteignent pas leurs objectifs proclamés, les sanctions unilatérales entravent les processus de médiation, de prévention, et de règlement pacifique des conflits. Le Brésil continuera de rejeter les mesures prises sans s'appuyer sur la Charte des Nations Unies, telles que le blocus économique et financier imposé à Cuba et la tentative de classer ce pays parmi les États soutenant le terrorisme. Nous continuerons de dénoncer toute tentative de diviser le monde en zones d'influence et de raviver la logique de guerre froide.

Le Conseil de sécurité perd peu à peu sa crédibilité. Son affaiblissement est la conséquence précise des actes posés par ses membres permanents, qui mènent des guerres non autorisées à des fins d'expansion territoriale ou de changement de régime. La paralysie du Conseil est la preuve la plus parlante qu'il est urgent de le réformer pour le rendre plus représentatif et plus efficace.

Les inégalités doivent susciter l'indignation, l'indignation face à la faim, à la pauvreté, à la guerre et au manque de respect pour les êtres humains. Animés par le pouvoir de l'indignation, nous pouvons agir avec volonté et détermination pour lutter contre les inégalités et transformer effectivement le monde qui nous entoure. L'ONU doit jouer son rôle de bâtisseuse d'un monde plus solidaire, plus fraternel et plus juste, mais elle ne peut le faire que si ses Membres ont le courage de clamer leur indignation face aux inégalités et d'œuvrer sans relâche pour y remédier.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérative du Brésil de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Joseph R. Biden, Jr., Président des États-Unis d'Amérique

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. Joseph R. Biden, Jr., Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Joseph R. Biden, Jr., Président des États-Unis d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Biden (*parle en anglais*) : Il y a environ une semaine, je me trouvais de l'autre côté du monde, au Viet Nam, sur un sol autrefois ensanglanté par la guerre. J'y ai rencontré un petit groupe de vétérans – américains et vietnamiens –, et je les ai vus échanger des objets personnels datant de cette guerre : des cartes d'identité et un journal intime. Ce fut extrêmement émouvant de voir la réaction de ces soldats vietnamiens et américains. Il s'agissait là de l'aboutissement de 50 années de travail acharné de la part des deux parties pour panser les plaies douloureuses de la guerre et pour décider d'œuvrer de concert en faveur de la paix et d'un avenir meilleur.

Ce cheminement n'avait rien d'inéluctable. Pendant des décennies, il aurait été inconcevable qu'un Président américain se tienne aux côtés d'un dirigeant vietnamien à Hanoï et annonce un engagement mutuel au plus haut niveau de partenariat entre pays. Mais cela nous rappelle avec force que notre passé n'a pas nécessairement à dicter notre avenir. Grâce à un leadership concerté et à des efforts minutieux, il est possible que des adversaires deviennent des partenaires. Il est possible de venir à bout de défis apparemment insurmontables. Et il est possible de panser des plaies profondes. Ne l'oublions jamais. Lorsque nous décidons de faire front commun et de reconnaître les espoirs collectifs qui lient l'humanité, nous avons entre les mains le pouvoir d'infléchir le cours de l'histoire.

Nous sommes une fois de plus réunis à un moment charnière de l'histoire mondiale. Et le monde entier a les yeux rivés sur nous tous. En tant que Président des États-Unis, je suis conscient du devoir qui incombe à mon pays de montrer la voie en ce moment critique et de collaborer avec les pays de toutes les régions, en les ralliant à une cause commune, et de s'associer à des partenaires qui partagent une vision commune de l'avenir du monde – où nos enfants ne souffrent pas de la faim et où chacun a accès à des soins de santé de qualité, où les travailleurs ont voix au chapitre et où notre environnement est protégé, où les entrepreneurs et les innovateurs, où qu'ils se trouvent, peuvent saisir leur chance partout, où les conflits sont réglés de manière pacifique et où les pays peuvent tracer leur propre voie. Les États-Unis aspirent à un monde plus sûr, plus prospère, plus équitable pour tous et pour toutes, car nous savons que notre avenir à tous et à toutes est lié. Je le répète : nous savons que notre avenir à tous et à toutes est lié, et aucune nation ne peut relever seule les défis d'aujourd'hui.

Les générations qui nous ont précédés ont organisé cette instance, l'Organisation des Nations Unies, et créé des institutions financières internationales et des organismes multilatéraux et régionaux pour les aider à relever les défis de leur époque. Tout n'a pas toujours été parfait, mais en œuvrant de concert, les pays du monde ont accompli des progrès remarquables et indéniables, et ont amélioré la vie de tous les peuples. Nous avons évité le retour d'un conflit mondial, tout en sortant plus d'un milliard de personnes de l'extrême pauvreté. Ensemble, nous avons élargi l'accès à l'éducation pour des millions d'enfants. Nous avons sauvé des dizaines de millions de vies qui auraient été fauchées par des maladies évitables et traitables, comme la rougeole, le paludisme et la tuberculose. Les infections par le VIH/sida et les décès qui y sont liés ont chuté en grande partie grâce à l'action du Plan présidentiel d'urgence d'aide à la lutte contre le sida dans plus de 55 pays, ce qui a permis de sauver plus de 25 millions de vies. Cela démontre clairement tout ce que nous pouvons accomplir lorsque nous agissons ensemble pour nous attaquer à des défis de taille, et c'est un appel qui est lancé à nous tous et toutes pour accélérer d'urgence ces progrès afin que personne ne soit laissé de côté, parce qu'il y a trop de laissés pour compte.

Les institutions que nous avons bâties ensemble à la fin de la Seconde Guerre mondiale constituent un socle durable pour notre progrès, et les États-Unis sont déterminés à les soutenir. Cette année, nous sommes fiers d'avoir réintégré l'UNESCO. Nous sommes également conscients que, pour relever les nouveaux défis, nos institutions et nos approches en place depuis des dizaines d'années doivent faire peau neuve pour préserver la paix dans le monde. Nous devons mobiliser plus de leadership et de capacités, qui existent partout, en privilégiant les régions qui n'ont pas toujours été pleinement prises en compte. Nous devons faire face à des défis qui sont de plus en plus connectés et complexes. Et nous devons nous assurer que nous agissons au service des populations du monde entier, et pas seulement de certaines d'entre elles.

En d'autres termes, nous devons impérativement obtenir des résultats au XXIe siècle pour pouvoir avancer. Cela commence par l'ONU. Cela commence ici même, dans cette salle. Dans le discours que j'ai prononcé l'année dernière devant cet organe (voir A/77/PV.6), j'ai annoncé que les États-Unis étaient favorables à l'augmentation du nombre de membres permanents et non permanents au Conseil de sécurité. Les États-Unis ont entamé des consultations sérieuses avec de nombreux États Membres et continueront d'apporter leur contribution pour faire progresser les efforts de réforme, chercher un terrain d'entente et réaliser des avancées au cours de l'année à venir. Nous devons être capables de sortir de l'impasse qui, trop souvent, fait obstacle aux progrès et bloque le consensus au Conseil. Nous avons besoin de réunir plus de voix et plus de points de vue autour de la table.

L'ONU doit continuer de préserver la paix, de prévenir les conflits et d'atténuer les souffrances humaines. Nous saluons les nations qui se mobilisent pour prendre la tête de nouvelles initiatives et rechercher de nouvelles percées sur des questions difficiles. Par exemple, en ce qui concerne Haïti, la Communauté des Caraïbes facilite le dialogue au sein de la société haïtienne. Je remercie le Président du Kenya, M. Ruto, d'avoir proposé que son pays joue le rôle de pays pilote pour une mission d'appui à la sécurité soutenue par l'ONU. J'appelle le Conseil de sécurité à autoriser cette mission dès maintenant. Le peuple haïtien ne peut pas attendre plus longtemps.

Les États-Unis travaillent à tous les niveaux pour faire en sorte que les institutions mondiales soient plus souples, plus efficaces et plus inclusives. Nous avons ainsi pris des mesures importantes pour réformer et renforcer la Banque mondiale, en étendant son financement aux pays à revenu faible et intermédiaire afin qu'elle puisse contribuer à stimuler les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable et mieux relever des défis interconnectés tels que les changements climatiques et la fragilité.

Sous la direction du nouveau Président de la Banque mondiale, le changement est déjà en marche. Le mois dernier, j'ai demandé au Congrès des États-Unis des fonds supplémentaires pour augmenter le financement de la Banque mondiale de 25 milliards de dollars. Au sommet du Groupe des Vingt (G20), nous avons rallié les principales économies du monde pour mobiliser encore plus de fonds. Collectivement, nous pouvons donner un coup de fouet aux activités de prêt de la Banque mondiale. Les banques multilatérales de développement étant parmi les meilleurs outils dont nous disposons pour mobiliser des investissements transparents et de qualité dans les pays en développement, la réforme de ces institutions peut changer la donne.

De même, nous avons proposé de faire en sorte que les pays en développement puissent faire entendre leur voix et bénéficient d'une représentation forte au sein du Fonds monétaire international. Nous allons poursuivre nos efforts pour réformer l'Organisation mondiale du commerce et préserver la concurrence, l'ouverture, la transparence et l'état de droit, tout en lui donnant les moyens de mieux répondre aux impératifs actuels tels

que la transition vers une énergie propre, la protection des travailleurs et la promotion d'une croissance inclusive et durable. Ce mois-ci, nous avons renforcé le G20 en tant qu'instance essentielle, en accueillant l'Union africaine comme membre permanent.

Toutefois, la modernisation et le renforcement de nos institutions ne représentent que la moitié du travail à accomplir. Nous devons également forger de nouveaux partenariats et relever de nouveaux défis. Les technologies émergentes, telles que l'intelligence artificielle, recèlent à la fois un énorme potentiel et un énorme danger. Nous devons veiller à ce qu'elles soient utilisées comme des outils permettant d'offrir des perspectives d'avenir et non comme des armes d'oppression. En collaboration avec des dirigeants du monde entier, les États-Unis s'efforcent de renforcer les règles et les politiques afin que les technologies liées à l'intelligence artificielle soient sûres avant d'être mises à la disposition du public, pour veiller à ce que nous les contrôlions et non l'inverse, que ce soient elles qui nous contrôlent. Je m'engage à œuvrer, par l'intermédiaire de cette institution et d'autres organismes internationaux et directement avec les dirigeants du monde entier, y compris nos concurrents, pour que le pouvoir de l'intelligence artificielle soit mis au service du bien, tout en protégeant nos citoyens contre les risques les plus graves qu'elle présente. Nous devrons tous y mettre du nôtre. J'y travaille depuis un certain temps, comme de nombreux États Membres. Nous devons tous mettre la main à la pâte si nous voulons réussir.

Dans toutes les régions du monde, les États-Unis mobilisent des alliances solides et des partenariats polyvalents autour d'un objectif commun et d'une action collective afin d'élaborer de nouvelles approches pour relever nos défis communs. Aux Amériques, nous avons mobilisé 21 nations à l'appui de la Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection, qui propose une approche régionale pour faire face à un problème régional afin de mieux faire respecter les lois et protéger les droits des migrants.

Dans la région Indopacifique, nous avons renforcé notre partenariat dans le cadre du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité avec l'Australie, l'Inde et le Japon afin de réaliser des progrès concrets au profit des habitants de la région dans de nombreux domaines allant des vaccins à la sûreté maritime. Hier encore, après deux années de consultations et d'efforts diplomatiques, les États-Unis ont réuni des dizaines de pays issus de quatre continents pour établir un nouveau partenariat de coopération transatlantique, afin que les pays côtiers de l'Atlantique puissent mieux coopérer dans les domaines de la science, de la technologie, de la protection de l'environnement et du développement économique durable. Nous avons réuni près d'une centaine de pays au sein d'une coalition mondiale pour lutter contre le fentanyl et les drogues de synthèse afin de réduire le coût humain de ce fléau, qui est bien réel.

Face à l'évolution de la nature des menaces terroristes et à leur expansion géographique, nous collaborons avec nos partenaires pour mettre en œuvre des capacités permettant de déjouer les complots, d'affaiblir les réseaux et de protéger l'ensemble de nos populations. En outre, nous avons organisé le Sommet pour la démocratie afin de renforcer les institutions démocratiques, d'éradiquer la corruption et de rejeter la violence politique. Le fait que, tout récemment, des gouvernements démocratiquement élus ont été renversés l'un après l'autre en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale nous rappelle que ce travail est plus urgent et plus important que jamais. Nous sommes aux côtés de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et d'autres organismes régionaux pour soutenir l'ordre constitutionnel. Nous ne renierons pas les valeurs qui font notre force. Nous défendrons la démocratie, notre meilleur outil pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés à travers le monde. Et nous nous efforçons de montrer comment la démocratie peut donner des résultats qui comptent pour la vie des gens.

Le Partenariat pour les infrastructures mondiales et l'investissement répond aux énormes besoins et possibilités d'investissement dans les infrastructures des pays à revenu faible et intermédiaire, en particulier en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Grâce à des investissements publics stratégiques et ciblés, nous pouvons débloquer d'énormes montants de financement du secteur privé. Le Groupe des Sept s'est engagé à collaborer avec les parties prenantes pour mobiliser collectivement 600 milliards de dollars pour le financement des infrastructures d'ici à 2027.

À ce jour, les États-Unis ont déjà mobilisé plus de 30 milliards de dollars. Nous créons une course vers le haut, en présentant des projets qui respectent des normes élevées pour les travailleurs, l'environnement et la propriété intellectuelle, tout en évitant le piège d'une dette insoutenable. Nous nous concentrons sur des corridors économiques qui maximiseront l'incidence de notre investissement collectif et produiront des résultats importants dans de multiples pays et de multiples secteurs.

Par exemple, le corridor de Lobito s'étendra dans toute l'Afrique, de ce port occidental de l'Angola à la Zambie, en passant par la République démocratique du

Congo, ce qui stimulera la connectivité régionale et renforcera le commerce et la sécurité alimentaire en Afrique. De même, l'effort novateur que nous avons annoncé au G20, qui a pour objet de relier l'Inde à l'Europe en passant par les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël, dopera les possibilités d'investissements sur deux continents.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de nos efforts visant à construire un Moyen-Orient plus durable et plus intégré. Elle démontre que la normalisation des relations et les liens économiques accrus entre Israël et ses voisins ont des effets positifs et concrets, alors même que nous continuons à œuvrer sans relâche en faveur d'une paix juste et durable entre les Israéliens et les Palestiniens, avec deux États pour deux peuples. Pour dire les choses clairement, aucun de ces partenariats ne vise à confiner un pays, il s'agit d'une vision positive de notre avenir commun.

En ce qui concerne la Chine, je tiens à être clair et cohérent. Nous cherchons à gérer de manière responsable la concurrence entre nos pays afin qu'elle ne débouche pas sur un conflit. J'ai dit que nous souhaitons la réduction des risques, pas le découplage, vis-à-vis de la Chine. Nous réagirons face à l'agression et à l'intimidation et nous défendrons les règles de conduite, de la liberté de navigation à celle de survol, en passant par des règles du jeu économiques équitables, qui ont contribué à préserver la sécurité et la prospérité pendant des décennies, mais nous sommes également prêts à collaborer avec la Chine sur des questions où les progrès dépendent de nos efforts communs.

Et l'accélération de la crise climatique en est le meilleur exemple. Nous le constatons partout : des vagues de chaleur sans précédent aux États-Unis et en Chine ; des incendies de forêt qui ravagent l'Amérique du Nord et l'Europe méridionale ; une cinquième année de sécheresse dans la Corne de l'Afrique ; et des inondations absolument tragiques en Libye, et je suis de tout cœur avec le peuple libyen, qui ont tué des milliers et des milliers de personnes. Ensemble, ces instantanés montrent avec urgence ce qui nous attend si nous ne réduisons pas notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles et si nous ne commençons pas à protéger le monde contre les effets des changements climatiques. Dès mon entrée en fonction, mon gouvernement a traité cette crise comme une menace existentielle, non seulement pour nous, mais aussi pour l'ensemble de l'humanité.

L'an dernier, j'ai promulgué, aux États-Unis, une loi qui représente le plus grand investissement jamais réalisé dans le monde pour lutter contre la crise climatique et conduire l'économie mondiale vers un avenir fait d'énergie propre. Nous travaillons également avec le Congrès pour multiplier par quatre nos financements en faveur du climat afin d'aider les pays en développement à atteindre leurs objectifs climatiques et à s'adapter aux effets des changements climatiques. Et cette année, le monde est bien parti pour tenir sa promesse de financement de l'action climatique faite dans le cadre de l'Accord de Paris, à savoir mobiliser collectivement 100 milliards de dollars.

Mais il nous faut davantage d'investissements, aussi bien du secteur public que du secteur privé, en particulier dans les endroits qui contribuent le moins aux émissions dans le monde mais qui sont confrontés à certains des pires effets des changements climatiques, comme par exemple les îles du Pacifique. Les États-Unis coopèrent directement avec le Forum des îles du Pacifique pour aider ces pays à s'adapter et à renforcer leur résilience face aux effets des changements climatiques, cela parallèlement aux efforts que nous menons pour nouer de nouveaux partenariats novateurs qui s'attaquent aux problèmes mondiaux de tous bords. Cela va de la First Movers Coalition, qui mobilise des milliards de dollars en promesses d'engagements du secteur privé ; à la création d'une demande de produits écologiques sur le marché dans les secteurs à forte émission de carbone, tels que l'industrie cimentière, le commerce maritime, l'aviation et le transport routier ; et à la Mission d'innovation agricole pour le climat, qui intègre les agriculteurs dans la solution au problème des changements climatiques et rend notre approvisionnement alimentaire plus résilient face aux chocs climatiques ; en passant par le Pacte mondial sur le méthane, auquel adhèrent désormais plus de 150 pays, qui élargit notre champ d'action au-delà de nos objectifs relatifs aux émissions de carbone afin de réduire de 30 % les potentiels gaz à effet de serre émis dans notre atmosphère au cours de cette décennie. Tout cela est à notre portée.

Nous devons apporter le même niveau de détermination, d'urgence et d'ambition dans le cadre de nos efforts communs pour atteindre les objectifs du développement durable d'ici à 2030. Ces objectifs ont été adoptés en 2015 à l'ONU (résolution 70/1) comme une feuille de route pour améliorer la vie des gens dans le monde entier. Mais la triste vérité, c'est qu'après des décennies de progrès, le monde a perdu du terrain au cours de ces dernières années en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), des conflits et d'autres crises.

Les États-Unis sont déterminés à fournir leur part d'efforts pour nous remettre sur les rails. En tout, au cours des deux premières années de mon gouvernement, les États-Unis ont investi plus de 100 milliards de dollars pour faire progresser le développement en renforçant la sécurité alimentaire, en élargissant l'accès à l'éducation dans le monde entier, en consolidant les systèmes de santé et en luttant contre les maladies, et nous avons contribué à la mobilisation de milliards de dollars d'investissements supplémentaires du secteur privé.

Mais pour accélérer nos progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, nous devons tous faire davantage. Nous devons forger de nouveaux partenariats qui modifient la façon dont nous nous attaquons à ce défi afin de débloquer des milliers de milliards de dollars supplémentaires de financement pour le développement, en nous appuyant sur toutes les sources possibles. Nous devons remédier aux insuffisances et combler les lacunes de notre système actuel, révélées au grand jour par la pandémie a. Nous devons faire en sorte que les femmes et les filles profitent pleinement de nos progrès. Nous devons également faire davantage pour nous attaquer à la dette qui freine tant de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Quand les pays sont forcés d'assurer le service de leur dette à un niveau insoutenable plutôt que de répondre aux besoins de leur population, il leur est plus difficile d'investir dans leur avenir. Et tandis que nous travaillons tous pour nous remettre des chocs mondiaux, les États-Unis resteront également le principal pays donateur d'aide humanitaire en cette période de besoins inégalés dans le monde.

La coopération et les partenariats, voilà la clef pour progresser face aux défis qui nous concernent tous, et le fondement d'un leadership mondial responsable. Même si nous ne sommes pas d'accord sur tout, nous pouvons continuer à avancer sur des dossiers comme celui de la maîtrise des armements, pierre angulaire de la sécurité internationale. Après plus de 50 années de progrès dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Russie est en train de réduire en miettes des accords de longue date sur la maîtrise des armements, notamment en annonçant la suspension du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques et en se retirant du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe. Pour moi, c'est irresponsable et cela rend le monde entier moins sûr. Les États-Unis vont continuer à s'efforcer en toute bonne foi de réduire la menace des armes de destruction massive et à montrer l'exemple, quoi qu'il se passe ailleurs dans le monde.

Cette année, nous avons détruit en toute sécurité les dernières armes chimiques du stock américain, tenant ainsi notre promesse de débarrasser le monde de toutes les armes chimiques.

Nous condamnons les violations constantes par la République populaire démocratique de Corée des résolutions du Conseil de sécurité, mais nous sommes attachés à la diplomatie qui pourrait mener à la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Nous collaborons avec nos partenaires pour réagir aux activités déstabilisatrices de l'Iran, qui menacent la sécurité régionale et mondiale, et notre engagement à ce que l'Iran n'acquière jamais l'arme nucléaire reste inébranlable.

Mais même si nous faisons évoluer nos institutions et encourageons de nouveaux partenariats créatifs, je tiens à être clair : certains principes de notre système international sont sacro-saints.La souveraineté, l'intégrité territoriale et les droits humains sont les principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies, les piliers des relations pacifiques entre les pays, sans lesquels il est impossible d'atteindre un seul de nos objectifs. Cela n'a pas changé, et cela ne doit pas changer.

Pourtant, pour la deuxième année consécutive, cette assemblée, consacrée au règlement pacifique des conflits, est assombrie par le spectre de la guerre, une guerre illégale de conquête, lancée, sans qu'elle ait été provoquée, par la Russie contre sa voisine, l'Ukraine. Comme tous les pays du monde, les États-Unis souhaitent que cette guerre s'arrête. Aucun pays ne souhaite plus la fin de cette guerre que l'Ukraine. Et nous soutenons vigoureusement l'Ukraine et les efforts qu'elle déploie pour parvenir à un règlement diplomatique, porteur d'une paix juste et durable. Mais la Russie est la seule responsable de cette guerre. La Russie est la seule à pouvoir mettre fin à cette guerre immédiatement. Et la Russie est la seule à faire obstacle à la paix, parce que le prix de la paix exigé par la Russie, c'est la capitulation de l'Ukraine, le territoire de l'Ukraine et les enfants de l'Ukraine.

La Russie est convaincue que le monde va se lasser et qu'il va la laisser brutaliser l'Ukraine sans conséquences. Mais je pose à l'Assemblée les questions suivantes. Si nous abandonnons les principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies pour apaiser un agresseur, y aura-t-il ne serait-ce qu'un État Membre qui puisse se sentir vraiment protégé ? Si nous laissons l'Ukraine perdre des morceaux de son territoire, l'indépendance de tout autre pays sera-t-elle garantie ? Je

pense avec respect que la réponse est non. Nous devons nous opposer à cette agression flagrante aujourd'hui et dissuader tout agresseur à qui cela pourrait donner des idées demain. C'est pourquoi les États-Unis, en collaboration avec leurs alliés et partenaires dans le monde entier, resteront solidaires du courageux peuple ukrainien qui défend sa souveraineté, son intégrité territoriale et sa liberté. Il s'agit d'un investissement non seulement dans l'avenir de l'Ukraine, mais dans celui de tous les pays en quête d'un monde régi par des règles élémentaires s'appliquant à toutes les nations et faisant respecter les droits de toutes les nations, petites ou grandes. La souveraineté et l'intégrité territoriale sont les fondements mêmes de cet organe, et l'universalité des droits humains est sa boussole. Nous ne devons sacrifier ni l'un ni l'autre.

Il y a 75 ans, la Déclaration universelle des droits de l'homme a fixé sur le papier un acte remarquable d'espoir collectif – je répète, d'espoir collectif - rédigé par un comité qui représentait des régions, des fois et des philosophies différentes, et adopté à l'unanimité par l'Assemblée générale. Les droits contenus dans cette déclaration sont élémentaires et pérennes, et même si nous avons encore du mal à reconnaître les droits égaux et inaliénables de chacun, ils demeurent à jamais inchangés et vrais. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les violations commises, que ce soit au Xinjiang, à Téhéran, au Darfour ou ailleurs. Nous devons continuer de faire en sorte que les femmes et les filles jouissent des mêmes droits et de la même participation que les hommes dans la société ; que le potentiel des groupes autochtones, des minorités raciales, ethniques et religieuses et des personnes en situation de handicap ne soit pas étouffé par la discrimination systémique ; et que les personnes LGBTQI+ ne soient ni poursuivies en justice ni la cible de violences en raison de leur identité. Ces droits font partie de notre humanité commune. Quand ils sont absents dans un endroit, cette absence se ressent partout. Ils sont essentiels au progrès de l'humanité, celui même qui nous unit.

Je voudrais conclure par ces mots. Nous nous trouvons à un point d'inflexion dans l'histoire et nous serons jugés sur notre capacité de tenir les promesses que nous nous sommes faites à nous-mêmes, les uns aux autres, et que nous avons faites aux plus vulnérables et à tous ceux qui hériteront du monde que nous créons, parce que c'est ce que nous sommes en train de faire. Trouverons-nous en nous-mêmes le courage de faire ce qu'il faut pour préserver la planète, protéger la dignité humaine, offrir des possibilités à tous et toutes, partout dans le monde, et défendre les principes des Nations Unies ? Il ne peut y avoir qu'une seule réponse à cette question : nous devons le faire et nous le ferons. La route qui se profile devant nous est longue et sinueuse, mais si nous persévérons et gardons confiance en nous nous pouvons triompher et montrer que cela est possible. Accomplissons ce travail ensemble. Faisons en sorte que tout le monde bénéficie du progrès. Infléchissons le cours de l'histoire dans l'intérêt du monde, parce ce que nous avons le pouvoir de le faire.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis d'Amérique de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Joseph R. Biden Jr., Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance, suspendue à 11 h 45, est reprise à 11 h 50.

Allocution de M. Gustavo Petro Urrego, Président de la République de Colombie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Colombie.

M. Gustavo Petro Urrego, Président de la République de Colombie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Gustavo Petro Urrego, Président de la République de Colombie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Petro Urrego (*parle en espagnol*) : Il y a une semaine, j'étais à Santiago du Chili pour commémorer les 50 années qui se sont écoulées depuis le coup d'État brutal, meurtrier et sanglant perpétré contre le Président Salvador Allende. De là, de retour dans mon pays, je me suis rendu dans un quartier pauvre de Medellín, où la mafia attirait autrefois les jeunes en leur faisant miroiter la possibilité d'apprendre la programmation informatique. Je suis ensuite allé à La Havane, dans un pays sous le coup d'un blocus injuste, une nation qu'un ancien président de mon pays a proposé d'inscrire sur la liste des États soutenant le terrorisme, ce qui fut fait, pour le simple motif d'avoir contribué à instaurer la paix en Colombie. Et maintenant, je suis ici pour donner lecture de cette allocution.

Au cours de l'année écoulée depuis ma précédente allocution à l'ONU (voir A/77/PV.4), nous n'avons assisté qu'à une aggravation de ce que les riches réunis

à Davos appellent une « polycrise ». La guerre perdure. La faim persiste. La récession s'accentue. La crise climatique a montré ses dents, faisant des milliers de victimes et réchauffant les terres et les mers comme jamais auparavant. Cette année a été une année de perte pour l'humanité, qui poursuit inexorablement son chemin vers l'ère de l'extinction. Toutes ces crises n'en sont en fait qu'une seule : la crise de la vie. Il semble que les dirigeants du monde soient devenus les ennemis de la vie. Un indicateur dévastateur témoigne de cette crise de la vie. Elle a commencé aux confins de la Terre, depuis les régions les plus reculées. C'est une marche silencieuse de personnes issues de cultures différentes qui se mêlent sur leur chemin comme dans un tableau aux nuances infinies. Les couleurs se mélangent dans une marche irrésistible. Une multitude de couleurs avance le long des sentiers, par les mers et à travers les jungles. Elles réalisent une sorte d'œuvre d'art sur la toile de la Terre, un ensemble fluide de tons, de sons, une mosaïque de vêtements et de cultures dans un amalgame qui n'oublie pas ses origines. Cet amalgame se forme dans une grande marche du sud vers le nord. C'est l'exode de l'humanité qui a commencé.

Aujourd'hui, ils sont des dizaines de millions. Demain, en 2070, selon les scientifiques, ce chiffre atteindra 3 milliards. Ce seront 3 milliards de personnes qui abandonneront leurs foyers bien-aimés parce qu'ils seront inhabitables. Dans mon pays, la Colombie, le pays de la beauté, le pays de l'explosion de la vie, il ne restera plus que des déserts en 2070. Les gens iront vers le nord, attirés non plus par l'éclat des richesses, mais par quelque chose de plus simple, de plus vital : l'eau. Comme depuis le début de l'humanité il y a des millénaires, les populations iront là où on trouvera encore de l'eau, vers le nord. Des milliards de personnes défieront les armées et changeront la physionomie de la Terre. L'exode des populations vers le nord est à la mesure exacte de l'échec des gouvernements. L'année écoulée a été une période de revers pour les gouvernements, de défaite pour l'humanité. L'exode à travers les frontières s'est intensifié. On a lâché des chiens, des chiens de chasse aux trousses des immigrants. On a lancé à leur poursuite des personnes à cheval, munies de fouets, de pièges à mâchoires et de chaînes. On a construit des prisons. La haine de l'étranger, de l'inconnu, s'est tellement développée que des prisons ont même été construites en mer pour que les hommes et les femmes du Sud ne mettent pas les pieds sur la terre des Blancs, qui se croient encore une race supérieure et qui, nostalgiques, rappellent au cours de leurs élections un dirigeant qui n'avait pas hésité à le dire et avait ensuite tué des millions de personnes en conséquence.

L'exode s'est accentué au cours de l'année écoulée, montrant à quel point la crise de la vie s'aggrave. Mais alors que s'égrènent les minutes du sablier qui sépare la vie de la mort sur notre planète, au lieu de nous asseoir et de prendre le temps de discuter de la manière de défendre la vie, pour utiliser ensuite nos connaissances approfondies en vue de propager la vie dans notre univers, nous décidons de gaspiller notre temps à nous entretuer. Nous ne réfléchissons pas à la manière de développer la vie dans les étoiles, mais à la façon d'y mettre fin sur notre planète. Nous nous sommes consacrés à la guerre. Nous avons été appelés à prendre part à la guerre. L'Amérique latine a été invitée à fournir des équipements et des troupes destinés aux champs de bataille. Ils oublient que nos pays ont été envahis à plusieurs reprises par ceux-là mêmes qui plaident aujourd'hui en faveur de la lutte contre les invasions. Ils oublient que l'Iraq, la Syrie et la Libye ont été envahis en raison de leur pétrole. Ils oublient que les motifs invoqués pour défendre Zelenskyy sont les mêmes que ceux qui devraient être utilisés pour défendre la Palestine. Ils oublient que, pour atteindre les objectifs de développement durable, il faut mettre fin à toutes les guerres. Mais ils ont contribué à en déclencher une parce que cela convenait aux puissances mondiales dans leur « jeu de trônes », dans leurs « jeux de la faim », et ils ont oublié de mettre un terme à l'autre guerre parce que cela ne les arrangeait pas. Quelle est la différence entre l'Ukraine et la Palestine ? N'est-il pas temps de mettre fin à ces deux guerres, ainsi qu'à d'autres, et de profiter du peu de temps dont nous disposons pour nous engager sur la voie de la préservation de la vie sur notre planète ?

En tant que Président de la Colombie, le pays de la beauté, qu'un groupe de l'humanité, composé de millions de travailleurs, de femmes des quartiers populaires, d'autochtones et de Noirs, de paysans et d'ouvriers, de jeunes de toutes les couleurs, a décidé d'élire et d'envoyer parler ici devant l'Assemblée, je propose de mettre fin à la guerre pour que nous ayons le temps de nous sauver nous-mêmes. Je propose que l'ONU convoque le plus rapidement possible deux conférences de paix, l'une sur l'Ukraine et l'autre sur la Palestine, non pas qu'il n'y ait pas d'autres guerres dans le monde, comme dans mon pays, mais parce que cela montrerait comment établir la paix dans toutes les régions de la planète, parce que ces deux conférences – je dis bien les deux – mettraient fin à l'hypocrisie en tant que pratique politique, parce que nous pourrions faire preuve de sincérité, une vertu sans laquelle nous ne pouvons pas être des combattants de la vie. La génération d'aujourd'hui doit décider et agir au plus vite pour surmonter le gigantesque ouragan qui se

déchaîne contre le vivant, depuis les sombres mais puissants cloaques de la cupidité, de l'ouragan du capital qui ne pense qu'au profit et qui a englouti la planète et les fondements mêmes de l'existence. Je propose de mettre fin à la guerre pour défendre la vie face à la crise climatique, la mère de toutes les crises. Le Sommet que nous venons de tenir avait pour but d'évaluer la réalisation des cibles des objectifs de développement durable fixés par les gouvernements à l'horizon 2030. Eh bien, cette évaluation est aisée : ces objectifs de développement humain ne seront pas atteints. Nous en sommes loin. Tout ce que nous avons fait, c'est régresser. J'appelle plus simplement les objectifs de développement humain de l'ONU justice sociale et environnementale.

L'humanité ne parviendra pas à la justice sociale d'ici à 2030, car ce qui a été semé sur la planète, c'est l'injustice. Ces dernières années ont été marquées par l'injustice, l'injustice d'avoir fait du vaccin contre une maladie mortelle un produit commercial, en le concentrant dans les pays riches. L'Amérique latine, qui ne représente que 8 % de la population mondiale, a enregistré 26 % des décès dus à la maladie à coronavirus (COVID-19). Qui a dit que la santé devait être un marché et non un droit ? Des millions de personnes âgées et autres sont mortes parce que le vaccin était une marchandise et non un bien au service de l'humanité. Ces pays riches n'ont pas tenu leur promesse de financer l'adaptation aux changements climatiques. Ils ne peuvent pas fournir 100 milliards de dollars pour aider les pays à se défendre contre les inondations, les tempêtes et les ouragans, mais ils peuvent les dépenser en une seule journée pour permettre aux Russes et aux Ukrainiens de s'entretuer. Ce n'est plus de 100 milliards que nous avons besoin aujourd'hui pour surmonter la crise climatique, mais de 3 000 milliards de dollars, et la facture ne cesse de s'alourdir à chaque seconde qui passe.

Ils ont semé les injustices et, en préférant arrêter les paysans cultivateurs de cannabis et de feuilles de coca plutôt que de regarder en face la solitude de leur jeunesse, ces pays, les plus puissants de l'histoire de l'humanité, sur les plans économique et militaire, ont laissé cette jeunesse se tourner vers la drogue de la mort : le fentanyl. Eux qui voulaient mener une guerre contre les drogues consommées par la jeunesse rebelle qui s'opposait à la guerre du Viet Nam, la marijuana et le LSD des hippies, ont fini par conduire leur société vers la drogue du néolibéralisme et de la concurrence, la drogue du *yuppie* de Manhattan : la cocaïne, et ils ont enfermé des millions de Noirs et de Latino-Américains dans des prisons privatisées glaciales. Un million de Latino-Américains ont été assassinés et des démocraties ont été détruites dans notre Amérique. Le *yuppie* de Manhattan a échappé à la justice, et ces pays sont aujourd'hui confrontés au résultat spectaculaire de la prohibition des drogues : le fentanyl, qui tue non pas 4 000, mais 100 000 jeunes par an aux États-Unis.

Ils ont semé les injustices, la pire ayant été de condamner l'humanité à la guerre. C'est pourquoi la justice sociale est si inégale dans le monde d'aujourd'hui. Le problème, c'est que cette question n'était pas une question relevant du socialisme ou du progressisme, mais une question qui touchait au temps qu'il restait à vivre sur la planète. En tant que Président du pays de la beauté, je propose deux choses simples pour rattraper le temps perdu : mettre fin à la guerre et réformer le système financier mondial. À partir des conférences de paix sur l'Ukraine et sur la Palestine, nous devrions nous atteler à l'élaboration d'une réforme dont nous avons déjà débattu là-bas, dans la forêt amazonienne, là où le plus grand fleuve du monde, après avoir traversé la plus grande jungle du monde, rencontre la mer. Nous en avons débattu à Brasilia et nous nous sommes rendus au Kenya pour retrouver les peuples frères d'Afrique noire, d'où nous sommes venus à l'époque d'une autre des grandes injustices commises par les puissants : l'esclavage. Nous sommes allés à Paris pour voir si les foules réclament toujours la liberté, l'égalité et la fraternité, et nous sommes allés à Washington pour parler au Président et voir si les peuples du Nord et du Sud des Amériques pourraient se réunir à nouveau, en nous rappelant qu'autrefois, il y a plus de deux siècles, nous nous sommes rencontrés pour parler liberté, égalité, démocratie et république. Et nous avons évoqué, sur tous les tons, la nécessité de nous attaquer à la racine du problème de la crise climatique et de la régler.

Si le capitalisme fossile n'est pas financé, il mourra. Son agonie sera difficile, mais c'est une nécessité pour que l'humanité, la nature et la vie puissent exister. Le capitalisme décarboné devra être financé, mais nous savons déjà que le capital vert ne sera mobilisé que là où il peut y avoir du profit. Telle est sa loi, et le cadre prévu pour couvrir la décarbonisation du monde entier est restreint. Les gouvernants et les puissants qui croient encore qu'il suffira de quelques crédits à des conditions avantageuses pour surmonter la crise climatique, la crise de la vie, se trompent. Bercés d'illusions, ils proposent d'octroyer davantage de crédits aux pays de la planète déjà surendettés par la maladie et l'avidité, afin de résoudre un problème causé par les seules cheminées des pays du Nord. La crise de la vie, cette méga-crise, ne peut être surmontée par davantage d'endettement.

Le financement de la vie est le médicament qui doit être injecté dans les veines des économies et des sociétés du monde entier pour relever le défi de laisser le charbon et le pétrole sous terre, à leur place, car ce sont eux les véritables veines de la terre, comme l'indigène colombien u'wa Roberto Cobaría l'a dit au monde il y a 30 ans. Extraire du pétrole, disait-il, c'est vider la terre de son sang, et ainsi éteindre la vie. La plupart des investissements destinés à décarboner l'économie mondiale proviendront des fonds publics, ils seront le fruit des efforts déployés par les sociétés, du rassemblement des États pour fédérer l'humanité – ce que l'on appelle aujourd'hui le multilatéralisme –, de la gouvernance de la terre sous le prisme de la démocratie plutôt que sous celui de l'empire. Les empires ne servent pas à préserver la vie, mais à déclencher des guerres. La méga-crise de la vie peut être réglée par une démocratie de portée mondiale, une démocratie plus profonde qui ne doit pas hésiter à articuler les États et les sociétés et à mettre au point un grand plan Marshall au service de la revitalisation de la planète.

Le marché nous y aidera un peu, mais il est impossible de demander des solutions à un mécanisme dépourvu d'humanité, alors que c'est ce mécanisme qui est à l'origine du problème. Les fonds privés pourront certes être utilisés, mais ils seront limités par leur propre logique. Ce sont les fonds publics qui devront faire l'effort, et ils sont aujourd'hui affaiblis par la dette. Seul le public – tous et toutes – peut financer intégralement la grande bataille de notre génération, à savoir défendre la vie pour nos enfants et nos petits-enfants, ce qui signifie que le public doit être libéré pour pouvoir sauver la vie. N'en déplaise à beaucoup, faisons retentir à nouveau l'écho du public, de l'État, de l'humanité, du multilatéralisme ; en d'autres termes, faisons retentir le mot changement, car c'est la condition pour sauver la vie. Pour sauver la vie, il faut entrer dans une ère de changement, et ce de toute urgence.

Changement et vie sont aujourd'hui synonymes. Pour vivre, les jeunes de toutes les couleurs doivent aujourd'hui brandir les étendards du changement, de la transformation, d'une nouvelle humanité. Cela passe par la démocratie – et non par les autoritarismes qui ressemblent chaque jour davantage aux nazisme –, par la démocratie mondiale, la planification, le pouvoir des États, cette fois-ci non pas face à la guerre, mais autour de projets de vie. Cela implique de planifier la transition vers une économie décarbonée et de la financer. Je n'ai aucun doute que l'économie décarbonée sera plus humaine et plus juste. C'est pourquoi, en tant que Président du pays de la beauté, je propose que nous réformions le système financier mondial, le Fonds monétaire international et le système bancaire multilatéral, que nous mettions fin aux blocus économiques et que nous orientions les fonds de capital-investissement. Si la dette de tous les pays était réduite en payant ce qui est dû aux créanciers grâce à l'allocation de droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international, il y aurait une baisse de la dette mondiale et une hausse réelle des budgets et fonds publics. De cette façon, nous pourrions financer un plan Marshall pour les objectifs de développement durable et pour la justice sociale et environnementale sur la planète, soit un plan pour surmonter et atténuer la crise climatique, qui est la crise de la vie, et pour nous y adapter.

Il s'agirait de sortir Keynes de l'oubli. Ce vieux sage, et d'autres sages avant lui, également oubliés, ont déjà dit tout cela dans la profondeur de leurs idées. Quel bel horizon au milieu de l'obscurité et des tempêtes d'aujourd'hui, un horizon au goût d'espoir. Les objectifs de la vie et de la justice peuvent être atteints sur la voie de la démocratie mondiale et de la réévaluation du bien commun, un chemin qui appartient à tous. Je veux que mes très jeunes petits-enfants, Luna, Victoria et Luka, et ma benjamine, Antonella, puissent vivre à l'abri de l'apocalypse et de l'extinction. Je veux pour eux une époque où les êtres humains auront appris à cesser de se tuer les uns les autres sur la planète et réussi, grâce à la diversité de leurs cultures, à se comprendre les uns les autres et à accomplir leur mission consistant à propager le virus de la vie parmi les étoiles de l'univers.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Colombie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Gustavo Petro Urrego, Président de la République de Colombie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Roi du Royaume hachémite de Jordanie.

S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Roi Abdullah (*parle en anglais*) : Quand les mots viennent à manquer pour décrire les catastrophes humaines, nous nous rabattons sur les statistiques, qui sont effarantes. Cette année, dans le monde, plus de 345 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, de la faim ou de la famine au quotidien. Parmi les plus vulnérables figurent 108 millions de réfugiés, des personnes arrachées à leur foyer et à leur mode de vie. Sur ce nombre, 40 % sont des enfants, absolument sans défense. Pourtant, les chiffres ne suffisent même pas à rendre compte de la tragédie ni de l'échec. Les réfugiés sont nos frères et nos sœurs. Ils comptent sur nos pays pour aider à mettre fin aux crises qui les ont éloignés de chez eux. Les réfugiés sont des mères, des pères et des grands-parents, qui ont entrepris des voyages périlleux pour sauver leur famille. Ce sont des jeunes qui ont de grands rêves et des petits enfants qui méritent la chance de rêver en grand. Ils sont tributaires de la communauté internationale pour survivre, et de nombreux organismes des Nations Unies dispensent des services vitaux pour contribuer à répondre aux besoins.

Toutefois, ces derniers mois, l'un après l'autre, ces organismes ont fait état d'une situation préoccupante. Un grave déficit de fonds internationaux les oblige à réduire leur aide. Est-ce là que nous en sommes ? La communauté internationale va-t-elle simplement regarder les familles de réfugiés se retrouver contraintes d'envoyer leurs enfants travailler plutôt qu'étudier ? En Jordanie, où les réfugiés forment un tiers de notre population de 11 millions d'habitants, les réductions de l'aide ont déjà plongé la vie de centaines de milliers de réfugiés dans l'incertitude. Les répercussions de pareilles lacunes humanitaires ne se limitent jamais à un pays ou à une région. La peur et le manque font monter en flèche le nombre de réfugiés qui fuient vers l'Europe et au-delà, dans des voyages qui ont trop souvent une issue tragique.

Les Jordaniens prennent au sérieux leur devoir à l'égard des personnes dans le besoin. Nous faisons tout ce que nous pouvons afin que les réfugiés puissent vivre dans la dignité. Près de la moitié des 1,4 million de Syriens que nous accueillons ont moins de 18 ans. Pour beaucoup d'entre eux, la Jordanie est le seul endroit qu'ils aient jamais connu. Plus de 230 000 enfants syriens sont nés en Jordanie depuis 2011. Nous partageons des ressources précieuses pour concourir à satisfaire leurs besoins élémentaires, c'est-à-dire l'alimentation, l'énergie et surtout l'eau. Nous sommes parmi les pays les plus pauvres en eau, à l'échelle mondiale, alors même que nos ressources en eau sont extrêmement sollicitées. Pour ne rien arranger, nous subissons cette pression tandis que notre région est en proie à une autre crise : les changements climatiques, avec leurs canicules, leurs sécheresses et leurs inondations, toutes destructrices. Afin de pouvoir assumer la charge des réfugiés, nous nous astreignons à une gestion rigoureuse pour combiner nos ressources limitées et le soutien essentiel de la communauté internationale, car la responsabilité d'agir incombe à tous et parce que le monde ne peut pas se permettre de détourner le regard et de laisser une génération perdue dans son sillage.

Mais aujourd'hui, la capacité de la Jordanie de fournir les services nécessaires aux réfugiés a largement atteint ses limites. L'avenir des réfugiés syriens est dans leur pays, pas dans les pays hôtes. Cela dit, tant qu'ils ne pourront pas rentrer, nous devons faire ce qu'il faut pour eux. Or, il est clair que les réfugiés sont loin d'être rentrés. Au contraire, il est probable que d'autres Syriens quitteront leur pays à mesure que la crise persiste. La Jordanie n'aura pas la capacité ni les moyens d'en accueillir et d'en soigner davantage.

Nous devons trouver une solution politique conforme à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité et à l'approche par étapes, qui permet d'avancer. Proposée par la Jordanie, comme base de dialogue avec le Gouvernement syrien, et coordonnée avec l'ONU, cette approche consiste dans une feuille de route pour régler progressivement la crise et traiter toutes ses conséquences. En attendant, nous protégerons notre pays contre toute menace future que la crise pourrait faire peser sur notre sécurité nationale.

Le cas jordanien est un microcosme de notre région dans son entier. Malgré l'immense potentiel de tous nos peuples, les crises répétées font barrage à la promesse d'un développement accru et d'une prospérité plus grande. Notre région est le point de convergence de certains des problèmes mondiaux les plus urgents. Comment notre monde va-t-il réagir ? Allons-nous joindre nos efforts, sur la base de la solidarité mondiale, pour nous attaquer à la racine du problème, à savoir les conflits et les crises qui détruisent la vie et l'espoir ? Allons-nous œuvrer de concert pour rétablir la confiance dans l'action internationale et aider les personnes dans le besoin ?

Notre région continuera de souffrir tant que le monde ne contribuera pas à lever la menace du conflit israélo-palestinien, le problème central au Moyen-Orient. Aucun dispositif de sécurité et de développement régional ne peut tenir bon sur les cendres brûlantes de ce conflit. Sept décennies et demie plus tard, les flammes de ce conflit ne sont toujours pas éteintes. Où allons-nous ? Sans clarté sur l'avenir des Palestiniens, il sera impossible

de converger vers une solution politique au conflit. Cinq millions de Palestiniens vivent sous occupation, sans droits civiques, sans liberté de circulation, sans droit de regard sur leur propre vie. Or, toutes les résolutions adoptées par les organes de l'ONU depuis le début du conflit reconnaissent que le peuple palestinien, comme tous les autres peuples, a droit à un avenir de paix, de dignité et d'espoir. C'est ce principe qui est au cœur de la solution des deux États, seule voie vers une paix globale et durable.

Nous constatons que le peuple israélien défend et exprime activement son identité nationale. Le peuple palestinien est cependant privé de ce même droit d'exprimer et de concrétiser sa propre identité nationale. La condition fondamentale pour l'exercice de ce droit est la création d'un État indépendant et viable fondé sur les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, vivant aux côtés d'Israël dans la paix, la sécurité et la prospérité. Retarder la justice et la paix a entraîné des cycles de violence sans fin : cette année a été la plus meurtrière pour le peuple palestinien au cours des 15 dernières années. Comment les populations peuvent-elles avoir confiance en la justice mondiale alors même que les activités de construction de colonies de peuplement, les confiscations de terres et les démolitions d'habitations se poursuivent ? Où est la solidarité mondiale qui rendrait les résolutions des organes de l'ONU crédibles pour les personnes qui ont besoin de notre aide ?

Jérusalem est un point névralgique sur la scène internationale. Dans le cadre de la tutelle hachémite des lieux saints islamiques et chrétiens, la Jordanie reste engagée à préserver l'identité de la ville. Nous partageons cependant tous la responsabilité de préserver Jérusalem en tant que ville de la foi et de la paix pour l'islam, le christianisme et le judaïsme. Nous ne devons pas abandonner les réfugiés palestiniens aux mains du désespoir. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui fournit des services vitaux d'aide, d'éducation et de santé à des millions de réfugiés palestiniens, a besoin de toute urgence d'un financement durable. Il joue un rôle essentiel pour protéger les familles, maintenir la stabilité des communautés et préparer les jeunes à une vie productive. Nous devons protéger les jeunes Palestiniens des extrémistes qui exploitent leurs frustrations et leur désespoir en veillant à ce qu'ils continuent d'apprendre dans les écoles sous le drapeau bleu de l'ONU, car sinon, il risquent de se retrouver sous le drapeau noir de la terreur, de la haine et de l'extrémisme.

Nous nous réunissons ici en tant que partenaires pour relever nos défis et façonner un avenir meilleur. Nous nous exprimons ici au nom de nos peuples. Nous nous exprimons au nom des familles et des jeunes générations. Nous nous exprimons au nom des victimes des conflits, des déplacements, de la faim, des catastrophes liées aux changements climatiques et de bien d'autres problèmes encore. Il ne s'agit pas de simples statistiques. Ce sont nos semblables, qui partagent notre monde. Ce n'est qu'en rétablissant la confiance et en agissant dans la solidarité que nous créerons l'avenir que tous nos peuples désirent et méritent. Nous ne pouvons pas permettre qu'il y ait une génération perdue, sous nos yeux.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier S. M. le Roi du Royaume hachémite de Jordanie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Andrzej Duda, Président de la République de Pologne

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Pologne.

M. Andrzej Duda, Président de la République de Pologne, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Andrzej Duda, Président de la République de Pologne, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Duda (*parle en anglais*) : Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à l'honorable fonction de Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session, et à vous faire part du plein soutien de la Pologne à votre mission et de ses vœux de succès dans son accomplissement. Dans le même temps, je remercie S. E. M. Csaba Kőrösi de sa mobilisation active durant sa présidence des travaux de l'Assemblée à sa soixante-dix-septième session.

Les représentantes et représentants de 193 pays issus de tous les continents se sont réunis à New York, au Siège de l'ONU, pour discuter des menaces et des défis les plus importants auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Le débat général de l'Assemblée est un

événement extrêmement important. C'est le seul endroit et la seule occasion où nous pouvons discuter en personne des problèmes majeurs qui nous concernent toutes et tous. Si nous sommes ici, c'est grâce aux décisions courageuses et tournées vers l'avenir prises par les dirigeants du monde occidental pendant les jours les plus sombres de la Seconde Guerre mondiale. À l'époque, ils réfléchirent à la manière de prévenir de telles tragédies à l'avenir. Les dirigeants des États-Unis et de la Grande-Bretagne, le Président Roosevelt et le Premier Ministre Churchill, et bientôt les autres pays de la coalition antihitlérienne, dont la Pologne, signèrent la Charte de l'Atlantique. Ce texte contenait les principes les plus importants sur lesquels l'ordre mondial de l'après-guerre devait être fondé : l'autodétermination des nations, l'inviolabilité des frontières, la renonciation à la violence, la coopération économique et les droits humains. La Charte de l'Atlantique, ainsi que la Déclaration de Washington, ont été la pierre angulaire des efforts qui ont conduit à la création de l'ONU.

Aujourd'hui, nous vivons de nouveau une époque dangereuse. L'agression de grande envergure lancée par la Russie contre l'Ukraine a fait des centaines de milliers de morts et de blessés. Des millions de personnes ont été contraintes de fuir leur pays et des centaines de millions de personnes dans le monde entier sont confrontées au spectre de la famine et à de graves perturbations économiques. L'agression brutale de la Russie a entraîné d'énormes problèmes mondiaux. Elle a mis à l'épreuve l'ordre mondial international. Le coût humanitaire, matériel et environnemental de ces actes barbares est incalculable et ne cesse de croître. Cela fait longtemps que la paix mondiale n'a pas été aussi menacée qu'elle l'est aujourd'hui.

Nous, Polonais et Polonaises, ne savons que trop bien que la paix ne doit pas être tenue pour acquise. Septembre est un mois particulier dans l'histoire de ma patrie. Le 1er septembre 1939, l'Allemagne nazie envahissait ma patrie, la Pologne. La Seconde Guerre mondiale venait d'éclater. Le 17 septembre 1939, nous étions victimes d'un coup venant d'une autre direction : l'Union soviétique attaquait elle aussi la Pologne. À la suite de l'alliance entre Hitler et Staline, entre l'Allemagne nazie et la Russie soviétique, la Pologne a perdu son indépendance, a été rayée de la carte du monde et a été soumise à une occupation extrêmement brutale. C'est précisément la raison pour laquelle nous comprenons mieux que tout autre pays au monde la tragédie que vit l'Ukraine, ainsi que la tragédie d'autres pays qui connaissent les affres de la guerre.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, 6 millions de nos concitoyens ont péri, dont 3 millions de Juifs polonais. Varsovie, la capitale de la Pologne, a été rasée. Pourtant, notre histoire est la preuve que même les crimes et les persécutions ne peuvent étouffer le véritable esprit de liberté, et que la liberté finira par l'emporter. La réduction en esclavage, l'impérialisme et le néocolonialisme représentent tout autant un déni de liberté que des rêves insensés de domination des autres. En déclenchant la guerre en Ukraine, Vladimir Poutine entendait rétablir l'empire russe, diviser le monde et rendre l'Europe systématiquement dépendante de ses matières premières. Il n'y est pas parvenu. J'ai la ferme conviction qu'il n'y parviendra plus.

Aujourd'hui, le monde a besoin de dirigeants courageux et visionnaires. Le regretté Président de la Pologne, Lech Kaczyński, avec qui j'ai eu l'honneur de coopérer, était un dirigeant de cette envergure. C'était un dirigeant qui, il y a une dizaine d'années, s'est efforcé de secouer les consciences, d'interpeller les décideurs politiques et de mettre en garde contre la politique impérialiste de la Russie de Vladimir Poutine. Je voudrais rappeler ici les paroles capitales prononcées par Lech Kaczyński à Tbilissi au plus fort de l'agression russe contre la Géorgie en 2008 :

> « Pour la première fois depuis longtemps, les Russes montrent le visage que nous connaissons depuis des siècles. Ils estiment que les nations qui les entourent doivent leur être soumises. Nous disons « non ». La Russie croit que les beaux jours de l'empire, qui s'est effondré il y a moins de 20 ans, sont de retour et que sa domination sera à nouveau une caractéristique de notre région. Eh bien, ce ne sera pas le cas. Cette époque est bel et bien révolue ».

Oui, aujourd'hui, ici même, au siège de l'Organisation des Nations Unies, je tiens à réaffirmer que ces jours sont à jamais révolus. Il faut mettre un terme à la logique de conquête, à la modification des frontières par la force, au mépris des lois et au refus de reconnaître au peuple ukrainien son droit à l'existence. Cette guerre brutale doit cesser ; elle ne doit pas se transformer en une guerre gelée. Cela ne pourra se faire qu'en rétablissant la pleine intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

La position de la Pologne face à toute guerre est claire et sans ambiguïté. Nous exigeons le respect absolu des frontières nationales internationalement reconnues. L'inviolabilité de ces frontières est un élément fondamental de l'ordre mondial. Aujourd'hui, la victime est l'Ukraine ;

demain, ce pourrait être n'importe lequel d'entre nous si nous ne suivons pas ces règles intangibles et si nous ne défendons pas de manière opiniâtre le respect du droit international. Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité oubliés et impunis créent un sentiment d'impunité chez leurs auteurs. Ces crimes laissent le champ libre à leurs successeurs et imitateurs qui, à leur tour, commettent des crimes similaires lorsqu'ils veulent dominer d'autres États et nations et décider de leur sort. Les crimes commis dans le cadre de la guerre en Ukraine en sont la preuve vivante.

C'est pourquoi nous participons à une initiative visant à amener la Russie à répondre de ses violations flagrantes des normes fondamentales du droit international. Nous appuyons résolument les travaux de la Cour pénale internationale et de la Cour internationale de Justice. Nous soutenons les activités de la Commission d'enquête internationale indépendante mandatée par le Conseil des droits de l'homme pour enquêter sur les violations des droits humains et du droit international humanitaire dans le contexte de l'agression russe, ainsi que pour recueillir, vérifier et préserver les éléments de preuve. Nous sommes favorables à l'idée de créer un tribunal spécial. Les auteurs de ces crimes doivent répondre de leurs actes et être punis.

La guerre de l'information se poursuit. Des mensonges sont proférés pour dissimuler et justifier les crimes russes contre la population civile. La Russie ne cesse d'essayer de façonner l'opinion publique internationale en créant une vision déformée de la réalité. En Pologne, cela ne nous surprend pas, mais le monde est sur le point de découvrir l'ampleur de la manipulation et de la désinformation. C'est également mon pays, la Pologne, qui en est souvent la cible, et il a été diffamé de bien des manières. La raison en est que nous nous sommes toujours opposés à la politique impérialiste et néocolonialiste de la Russie et que nous aidons l'Ukraine à se défendre depuis le début. En tant que communauté internationale, nous devons tirer les conclusions de cette situation. Nous devons nous attaquer à la manipulation et à la désinformation. Nous devons lutter contre l'hypocrisie de l'histoire et contre l'inversion des rôles de bourreau et de victime. Le mal doit être qualifié comme tel. Un crime doit être appelé par son nom.

Ces jours-ci, de nombreux États sont accusés de prolonger la guerre alors qu'ils fournissent les armes dont l'Ukraine a besoin dans sa guerre de défense. Il s'agit d'une logique totalement erronée, qui revient à faire porter le chapeau à une personne qui viendrait en aide à ses voisins pour défendre leur maison contre un cambrioleur. Si le foyer d'une personne est attaqué, celle-ci a le droit de le défendre, et ses voisins ne doivent pas rester les bras croisés. L'Ukraine ne serait pas en mesure de résister à l'agression et de défendre efficacement son indépendance sans l'aide d'autres pays et, en premier lieu, dans la plus large mesure, des États-Unis d'Amérique.

Ce sont les États-Unis qui, depuis plus d'un siècle, jouent un rôle central dans la garantie de la sécurité en Europe. Je le dis en ma qualité de Président d'un pays européen qui a souffert de la guerre à de nombreuses reprises. Il faut rappeler que la participation des États-Unis à la Première Guerre mondiale a permis d'y mettre fin, ainsi que de rétablir l'indépendance de la Pologne et d'autres pays d'Europe centrale et orientale. Les États-Unis ont joué un rôle déterminant dans la victoire sur l'Allemagne nazie. Sans l'appui des États-Unis, ni le Royaume-Uni ni l'Union soviétique n'auraient été en mesure de résister à Hitler. Enfin, les États-Unis ont joué un rôle déterminant dans la reconstruction de l'Europe occidentale au lendemain de la guerre et dans la lutte contre la menace posée par l'Union soviétique tout au long de la guerre froide.

L'Europe a trop souvent tendance à oublier qu'elle doit sa sécurité et sa prospérité à l'engagement et à la présence des États-Unis. En Pologne, nous nous en souvenons très bien, c'est pourquoi la priorité absolue de la Pologne, dans le cadre de sa présidence de l'Union européenne au premier semestre 2025, sera de renforcer les relations transatlantiques et la coopération entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique.

La Pologne n'a jamais eu de colonies, ce dont nous sommes fiers. Nous le soulignons à chaque occasion. Au lieu de cela, mon pays a souvent été brutalement attaqué, détruit et utilisé par ses voisins pour servir leurs ambitions impérialistes. Pendant 123 ans, la Pologne a disparu des cartes du monde. C'est pourquoi nous comprenons très bien les pays qui ont souffert du colonialisme et les défis qu'ils doivent relever. Partout où la communauté internationale est dans le besoin, la Pologne est toujours prête à répondre à son appel et le fait sans aucune hésitation. Nous fournissons une assistance dans de nombreuses régions du monde. Malgré la guerre qui sévit dans notre voisinage immédiat, nous continuerons d'appuyer les pays du Partenariat oriental.

Nous ne relâchons pas notre attention sur les pays de la région subsaharienne. Nous sommes présents au Moyen-Orient. Face à la crise des réfugiés provoquée par la guerre en Syrie, la Pologne continuera de fournir une assistance à l'Iraq, au Liban, à la Palestine et à la Jordanie. La Pologne poursuivra également son aide humanitaire.

De nombreuses régions du monde sont confrontées à des crises alimentaires de plus en plus graves. La situation est particulièrement difficile en Afrique, où une personne sur cinq souffre de la faim. En outre, le nombre de personnes souffrant de la faim augmente en Asie occidentale et dans les Caraïbes. Aujourd'hui, on estime que 2,4 milliards de personnes ne bénéficient pas d'un accès régulier et durable à la nourriture, et que 900 millions d'entre elles sont confrontées à une grave insécurité alimentaire. C'est pourquoi, en 2022, la Pologne a appuyé les activités du Programme alimentaire mondial en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, notamment au Liban, en Afghanistan, au Tadjikistan et en Syrie. Nous finançons nos activités principalement par des canaux multilatéraux, ainsi que par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales polonaises et de leurs partenaires locaux.

La Pologne reconnaît pleinement les ambitions de l'Union africaine qui aspire à jouer un rôle encore plus actif sur la scène mondiale, en veillant à ce que la paix et le développement en Afrique soient facilités par une gouvernance efficiente et de qualité et par le développement de la démocratie sur le continent. Nous respectons le principe des solutions africaines aux problèmes africains et sommes prêts à partager l'expérience que nous avons acquise au cours de la difficile mais fructueuse transformation de notre économie.

La Pologne est un pays de liberté et de solidarité. Elle est connue dans le monde entier pour le grand mouvement Solidarność (Solidarité) qui a défendu non seulement les droits des travailleurs, mais aussi la liberté et les valeurs fondamentales. Ce mouvement a rassemblé des millions de personnes, a courageusement défié le mal et a changé le cours de l'histoire moderne en provoquant la chute du communisme. Nous sommes extrêmement fiers de notre solidarité.

En ce qui concerne l'agression russe contre l'Ukraine, les Polonais ont une fois de plus montré que non seulement la solidarité fait partie de leur histoire, mais elle vit en nous. Des millions de mes compatriotes se sont engagés à apporter de l'aide aux personnes fuyant le cauchemar de la guerre. Dans les tout premiers jours de la guerre, de nombreux journalistes sont venus en Pologne et tous m'ont demandé où étaient les camps de réfugiés. Je leur ai répondu qu'il n'y en avait pas. Il n'y en a aucun. Il n'a jamais été question de construire des camps. Nous avons accueilli nos invités dans nos propres maisons. Nous avons également eu l'honneur d'accueillir de nombreux dirigeants mondiaux venus apporter une aide humanitaire, y compris le Secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires de l'ONU. Je les remercie pour leur appui et leur présence. Nous devons répondre au mal, à la guerre et à l'agression par une plus grande solidarité. Sans solidarité, il n'y aura pas de paix durable.

Le monde d'aujourd'hui a besoin de plus de solidarité. Nous pensons que le concept de développement solidaire, qui nous est si cher, est un gage de sécurité et de prospérité. La Pologne est prête à prendre des mesures concrètes à l'appui des opérations entreprises par l'ONU pour faire face aux menaces et aux défis mondiaux les plus fondamentaux et aux crises socioéconomiques. Nous appuyons l'idée d'une transition juste et de changements économiques et sociaux qui ne perdent pas de vue la dimension humaine afin que personne ne soit laissé de côté.

Nous pensons que notre expérience de leader de l'Europe centrale, de cinquième économie de l'Union européenne et de plus grand État de l'Initiative des trois mers peut s'avérer précieuse pour de nombreux pays présentant divers degrés de développement socioéconomique. Nous sommes prêts à partager avec nos partenaires du monde entier non seulement notre expérience du processus de transformation économique, mais aussi certaines technologies dont disposent de nombreuses entreprises polonaises.

La Pologne est fière d'avoir été élue membre du Conseil économique et social pour la période 2024-2026. L'une des principales priorités de notre participation au Conseil économique et social sera d'appeler l'attention de la communauté internationale sur les effets des crises mondiales, telles que les conflits armés, la crise énergétique, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les changements climatiques, et sur leurs répercussions sur le développement socioéconomique.

Le temps presse pour réaliser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable, et il reste encore de nombreux défis à relever, c'est pourquoi nous devons nous unir et intensifier nos efforts pour accélérer la mise en œuvre des différentes tâches.

Aujourd'hui, l'ONU mesure sa force à l'aune de divers défis. Face à l'impasse dans laquelle se trouve le processus de prise de décisions du Conseil de sécurité, situation qui sert de toile de fond aux violations délibérées de la Charte des Nations Unies par la Russie, l'un des membres permanents du Conseil, les longs débats sont considérés comme un signe de faiblesse de l'Organisation et de ses États constitutifs. Certains se demandent si l'ONU est vraiment nécessaire, si elle est adaptée à notre époque.

Au nom de la Pologne, voisine de l'Ukraine attaquée et pays qui a accueilli des millions de réfugiés, je réponds catégoriquement : oui. L'ONU est indispensable. Il n'existe aucun meilleur système de coopération internationale. Ce n'est pas à New York ou à Genève que l'ONU justifie le mieux son existence, mais en apportant aide et assistance à ceux qui en ont le plus besoin : les enfants, les victimes de la guerre, les persécutés et les affamés, chaque jour, partout dans le monde.

En 2025, l'ONU célébrera ses 80 ans d'existence. Nous nous souvenons de la raison pour laquelle elle a été créée. Aujourd'hui, en ces temps dangereux, il doit y avoir un retour à la pensée et à l'action des pères fondateurs de l'ONU.

Il n'y aura pas de paix durable sans coopération, sans solidarité entre pays riches et pays pauvres et, en définitive, sans respect du droit international. La Pologne veut la coopération. La Pologne veut la solidarité. La Pologne veut la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Pologne de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Andrzej Duda, Président de la République de Pologne, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Miguel Díaz-Canel Bermúdez, Président de la République de Cuba

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Cuba.

M. Miguel Díaz-Canel Bermúdez, Président de la République de Cuba, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Miguel Díaz-Canel Bermúdez, Président de la République de Cuba, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Díaz-Canel Bermúdez (*parle en espagnol*) : J'apporte à l'Assemblée la voix du Sud, celle des « peuples exploités et méprisés », comme l'affirmait dans cette même salle, voilà presque 60 ans, Che Guevara (voir A/PV.1299).

Nous sommes des peuples différents aux problèmes communs. Nous venons de le confirmer à La Havane, qui a eu l'honneur d'accueillir un sommet des dirigeants et autres hauts représentants du Groupe des 77 (G-77) et de la Chine, le groupement de pays le plus représentatif, le plus ample et le plus divers de l'arène multilatérale actuelle.

Durant deux jours, pratiquement sans relâche, une centaine de représentants des 134 pays qui forment le Groupe ont fait entendre leur voix pour demander des changements qui ne peuvent plus attendre, compte tenu de l'ordre économique international en place, injuste, irrationnel et abusif, qui n'a cessé d'aggraver, année après année, les énormes inégalités existant entre une minorité de pays très développés et une majorité qui ne parvient pas à se débarrasser de l'euphémisme de « pays en développement ».

Pire encore, comme l'a reconnu le Secrétaire général de l'ONU au sommet de La Havane, le G-77 a vu le jour voilà 60 ans pour remédier à des siècles d'injustice et d'abandon, et, dans le monde agité d'aujourd'hui, ses membres sont empêtrés dans un amas de crises mondiales, sur une planète où la pauvreté va s'aggravant et la faim empirant.

Ce qui nous a unis, c'est la nécessité, toujours en souffrance, de changements, ainsi que notre condition de principales victimes de la crise mondiale multidimensionnelle actuelle, des échanges inégaux abusifs, du fossé scientifique et technologique et de la dégradation de l'environnement. Mais ce qui nous unit aussi depuis plus d'un demi-siècle, c'est le défi incontournable du moment, à savoir la transformation de l'ordre international actuel et notre détermination à y parvenir, parce que cet ordre-là n'est pas seulement discriminatoire et irrationnel, mais parce qu'il est aussi insoutenable pour notre planète et incapable d'assurer le bien-être de tous.

Pour nous, pays représentés au sein du Groupe de 77 et de la Chine et où vivent 80 % de la population mondiale, il ne s'agit pas seulement relever le défi du développement, nous avons aussi la responsabilité de modifier les structures qui nous tiennent à l'écart du progrès mondial et qui font de bien des peuples du Sud des laboratoires où s'appliquent des formes de domination renouvelées. Un contrat mondial nouveau et plus juste est nécessaire de toute urgence.

À seulement sept ans de la date butoir qui a été fixée pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, porteur d'espoir, la situation est décourageante, comme l'a déjà reconnu cette institution. Au rythme actuel, aucun des 17 objectifs de développement durable ne sera atteint et plus de la moitié des 169 cibles convenues ne seront pas respectées.

C'est une offense à la condition humaine qu'au XXIe siècle, presque 800 millions de personnes se couchent la faim au ventre sur une planète qui produit assez pour nourrir tous ses habitants, ou encore qu'à l'ère de la connaissance et du développement accéléré des technologies de l'information et des communications, plus de 760 millions de personnes, dont les deux tiers sont des femmes, ne sachent ni lire ni écrire.

Par leurs seuls efforts, les pays en développement ne peuvent garantir la mise en œuvre du Programme 2030. Ils doivent être aidés par des actions concrètes, telles qu'un accès aux marchés, un financement à des conditions justes et préférentielles, un transfert de technologies et une coopération Nord-Sud. Nous ne demandons pas l'aumône ni ne supplions pour obtenir des faveurs.

Le G-77 réclame des droits et continuera d'exiger une transformation profonde de l'architecture financière internationale actuelle, parce qu'elle est foncièrement injuste, anachronique et dysfonctionnelle, pour la bonne raison qu'elle a été conçue afin de piller les réserves du Sud, de perpétuer un système de domination qui aggrave le sous-développement et de reproduire un modèle de colonialisme moderne.

Nous demandons, parce que nous en avons besoin, des institutions financières au sein desquelles nos pays auront véritablement un pouvoir de décision et un accès au financement. Les banques multilatérales de développement doivent être recapitalisées de toute urgence afin d'améliorer radicalement leurs conditions de prêt et de satisfaire aux besoins financiers du Sud. Les pays du Groupe ont dû tirer 379 milliards de dollars de leurs réserves pour défendre leurs monnaies en 2022, soit presque le double du montant des nouveaux droits de tirage spéciaux que leur a alloués le Fonds monétaire international.

Il faut rationaliser, réexaminer et modifier le rôle des agences de notation. Il est également impératif d'établir des critères qui vont au-delà du simple produit intérieur brut (PIB) pour définir l'accès des pays en développement à un prêt à des conditions de faveur et à la coopération technique adéquate.

Alors que les pays les plus riches ne s'acquittent pas de leur engagement d'allouer au moins 0,7 % de leur PIB à l'aide publique au développement, les pays du Sud doivent consacrer jusqu'à 14 % de leurs revenus au paiement des intérêts de leur dette extérieure. La plupart des pays du G-77 sont contraints d'allouer plus de ressources au service de la dette qu'aux investissements dans les domaines de la santé ou de l'éducation. Quel développement durable peuvent-ils réaliser avec cette corde au cou ?

Aujourd'hui, le Groupe appelle une nouvelle fois les créanciers publics, multilatéraux et privés à refinancer la dette par des garanties d'emprunt, des taux d'intérêt plus faibles et des échéances plus longues. Nous insistons pour qu'un mécanisme multilatéral de renégociation de la dette souveraine soit mis en place, avec la participation effective des pays du Sud, qui permette de garantir un traitement juste, équilibré et axé sur le développement. Il est impératif de reconcevoir une fois pour toutes les instruments de dette et d'y inclure des clauses d'allègement et de restructuration qui s'activeraient dès qu'un pays serait touché par des catastrophes naturelles ou par des chocs macroéconomiques, des problèmes si fréquents dans les pays les plus vulnérables.

Aucune personne sensée ne conteste aujourd'hui que les changements climatiques menacent la survie de tous les pays par leurs effets irréversibles. Ce n'est pas non plus un secret que les pays qui sont le moins responsables de la crise climatique sont ceux qui en subissent le plus les effets, en particulier les petits États insulaires en développement, alors que les pays industrialisés, prédateurs voraces des ressources et de l'environnement, se dérobent à leur responsabilité principale et ne respectent pas les engagements qu'ils ont pris en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris. Je n'en prends qu'un seul exemple : il est profondément décevant que l'objectif de mobiliser au moins de 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2020 au titre du financement de l'action climatique n'ait jamais été atteint.

À l'approche de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 28), les pays du G-77 auront les priorités suivantes : l'exercice de bilan mondial ; la mise en place du fonds pour les pertes et les préjudices ; la définition du cadre concernant l'objectif d'adaptation et l'établissement d'un nouvel objectif de financement de l'action climatique, dans le plein respect du principe des responsabilités communes mais différenciées.

Le G-77 organisera un sommet des dirigeants du Sud le 2 décembre prochain à Doubaï dans le cadre de la COP 28. Cette initiative, sans précédent dans le contexte d'une conférence des parties, permettra à nos pays d'expliquer leurs positions au plus haut niveau dans le cadre des négociations climatiques. La COP 28 montrera si, au-delà des beaux discours, les nations développées ont vraiment la volonté politique de parvenir à des accords devenus urgents dans ce domaine.

Le G-77 estime qu'il est primordial de modifier une fois pour toutes les paradigmes qui se sont imposés dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation et qui se bornent aux environnements et aux perspectives du Nord, privant de ce fait la communauté scientifique internationale d'un capital intellectuel considérable. Le brillant sommet de La Havane a lancé un appel urgent à axer la science, la technologie et l'innovation sur l'objectif incontournable du développement durable. Nous avons décidé à cette occasion de relancer les travaux du Consortium du Sud pour la science, la technologie et l'innovation afin de promouvoir des projets de recherche conjoints et de favoriser des chaînes productives qui réduisent notre dépendance à l'égard des marchés du Nord. Nous avons également convenu de promouvoir la convocation, en 2025, d'une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la science, la technologie et l'innovation au service du développement.

Les 17 projets de coopération que Cuba a créés en sa qualité de Présidente du G-77 contribueront à canaliser les potentialités de la coopération Sud-Sud et triangulaire. Nous encourageons vivement les nations les plus riches et les organismes internationaux à participer à ces initiatives. Cuba ne renoncera pas à ses efforts visant à promouvoir le potentiel créatif, l'influence et le leadership du G-77. Notre groupe a beaucoup à apporter au multilatéralisme, à la stabilité, à la justice et à la rationalité dont notre monde a besoin.

À tous les problèmes et enjeux qui caractérisent la réalité de nos nations et mobilisent les peuples s'ajoutent les mesures coercitives unilatérales, que l'on appelle par euphémisme des sanctions, mais qui sont devenues la pratique des États puissants, lesquels s'arrogent le droit d'agir en juges universels pour affaiblir et détruire des économies et pour isoler et soumettre des États souverains. Cuba n'est pas le premier État souverain à avoir fait l'objet de mesures de cette nature, mais elle est celui qui les subit depuis le plus longtemps. Et malgré la condamnation mondiale qui s'exprime chaque année à l'Assemblée générale de façon quasi unanime, le Gouvernement de la plus grande puissance économique, financière et militaire du monde continue de faire fi de cette volonté expresse. Nous n'avons pas été les premiers et nous ne sommes pas les derniers.

Les pressions visant à isoler et affaiblir des économies et des États souverains ont aussi touché le Venezuela et le Nicaragua et ont été, avant et après, le prélude d'invasions et de renversements de gouvernements gênants au Moyen-Orient. Nous rejetons les mesures coercitives unilatérales imposées à l'encontre de pays comme le Zimbabwe, la Syrie, la République populaire démocratique de Corée et l'Iran, parmi de nombreux autres pays dont les peuples sont les premiers à subir les conséquences de ces mesures. Nous réaffirmons notre solidarité avec la cause du peuple palestinien. Nous appuyons le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Nous devons nous efforcer de bâtir un monde pacifique, exempt de guerres et de conflits.

Il y a cinq ans, j'ai pris la parole pour la première fois depuis cette tribune (voir A/73/PV.8), où s'étaient exprimés avant moi le chef historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, et Raúl Castro Ruz, pour exposer ces vérités et les idéaux de paix et de justice d'un petit archipel qui, fort de la dignité, du courage et de la fermeté inébranlable de son peuple et de son histoire, a résisté et continuera de résister. Mais je ne puis me présenter à cette tribune mondiale sans dénoncer une fois de plus le fait que Cuba subit depuis 60 ans un blocus économique asphyxiant, conçu pour faire baisser ses revenus et son niveau de vie, lui infliger en permanence des pénuries de vivres, de médicaments et d'autres produits de première nécessité, et pour brider ses potentialités de développement. Telle est la nature et tels sont les objectifs de la politique de coercition économique et de pression maximale qu'applique le Gouvernement des États-Unis contre Cuba, en violation du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Cuba n'a pris aucune mesure ni n'a entrepris aucune démarche pour porter préjudice aux États-Unis, à leur secteur économique, à leur activité commerciale ou à leur tissu social. Cuba n'a pris aucune mesure pour menacer l'indépendance des États-Unis ou leur sécurité nationale, porter atteinte à leurs droits souverains, s'ingérer dans leurs affaires intérieures ou diminuer le bien-être de leur peuple. La conduite des États-Unis est foncièrement unilatérale et injustifiée. Le peuple cubain résiste et triomphe chaque jour de manière créative face à cette guerre économique impitoyable qui, depuis 2019, en pleine pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), a été durcie de manière opportuniste à des degrés encore plus extrêmes, cruels et inhumains. Les retombées en sont brutales.

Le Gouvernement des États-Unis a fait pression sur diverses entités pour qu'elles ne fournissent pas l'oxygène médical et les respirateurs dont Cuba avait besoin au plus fort de la pandémie. Nos scientifiques cubains ont créé les vaccins et mis au point les respirateurs qui ont permis de sauver notre pays, et nous les avons également mis à disposition d'autres pays. À Washington et en Floride, les responsables ont peaufiné avec cruauté et avec une précision chirurgicale la manière d'infliger les pires dommages possibles aux familles cubaines.

Les États-Unis traquent les carburants et les lubrifiants et s'efforcent d'en empêcher l'arrivée dans notre pays, une mesure qui semble impensable en temps de paix. À l'heure de la mondialisation, il est non seulement absurde, mais aussi criminel, d'interdire notre accès à des technologies, dont du matériel médical, qui contiennent plus de 10 % de composantes états-uniennes. Il est honteux que les États-Unis s'en prennent ainsi à la coopération médicale que Cuba entretient dans de nombreuses nations. Ils en arrivent à menacer ouvertement des gouvernements souverains pour qu'ils ne lui demandent pas cette contribution qui permettrait de répondre aux besoins de santé publique de leurs populations.

Les États-Unis privent leurs citoyens du droit de voyager à Cuba, en violation de leur propre Constitution. Le durcissement du blocus entraîne des flux migratoires élevés, comme on a pu le constater dans notre pays ces dernières années, ce qui cause des souffrances aux familles cubaines et a des conséquences démographiques et économiques néfastes pour notre nation.

Le Gouvernement des États-Unis ment et nuit gravement à la lutte internationale contre le terrorisme en accusant Cuba, de façon totalement infondée, d'être un pays qui parraine ce fléau. En se fondant sur cette accusation arbitraire et mensongère, il exerce, partout dans le monde, des pressions sur des centaines d'institutions bancaires et financières et les oblige à choisir entre maintenir leurs relations avec les États-Unis ou maintenir leurs liens avec Cuba. Notre pays est confronté à un siège réel, à une guerre économique extraterritoriale, cruelle et silencieuse qui se double de la mise en branle d'une puissante machine politique de déstabilisation, financée par les millions de dollars qu'approuve chaque année le Congrès des États-Unis, l'objectif en étant de tirer profit des carences que provoque le blocus et de saper l'ordre constitutionnel de notre pays et la tranquillité de ses citoyens.

Malgré l'hostilité de son gouvernement, nous continueront de jeter des ponts vers le peuple états-unien, tout comme nous le faisons avec tous les peuples du monde. Nous continuerons de consolider nos liens avec les émigrés cubains, partout dans le monde.

La promotion et la protection des droits humains sont un idéal commun qui demande un véritable esprit de respect et de dialogue constructif entre les États. Malheureusement, 75 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la réalité est très différente. Cette question est devenue une arme politique aux mains de nations puissantes qui cherchent à soumettre à leurs propres visées géopolitiques des nations indépendantes, essentiellement des pays du Sud. Aucun pays n'est exempt de problèmes, et aucun pays ne peut donc s'ériger en exemple en matière de droits humains ni stigmatiser d'autres modèles, d'autres cultures ou d'autres États souverains. Nous prônons le dialogue et la coopération pour promouvoir et protéger réellement les droits humains, sans politisation ni sélectivité, sans faire deux poids, deux mesures, et sans conditions ni pressions.

C'est dans cet esprit que Cuba a présenté sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2024-2026, à l'occasion des élections qui se dérouleront le 10 octobre. Nous remercions d'avance de leur confiance les pays qui nous ont déjà apporté leur appui précieux. Si elle est élue, Cuba continuera de défendre une vision universelle, mais toujours depuis le Sud, en faveur des intérêts légitimes des pays en développement, forte de son engagement constructif et de son attachement immuable à la pleine réalisation de tous les droits humains, pour tous. Cuba continuera de fortifier sa démocratie et son modèle socialiste qui, bien qu'assiégé, a prouvé tout ce que peut faire un pays en développement, de petites dimensions et sans grandes richesses naturelles. Nous poursuivrons nos efforts de transformation, à la recherche d'issues à l'encerclement que nous impose l'impérialisme des États-Unis et de moyens de parvenir à la prospérité et à la justice sociale que mérite notre peuple. Dans cette détermination, nous ne renoncerons jamais à notre droit à la défense.

Je termine en invitant chacun et chacune à travailler à surmonter nos divergences et à régler d'urgence nos problèmes communs. À cet égard, l'ONU et l'Assemblée générale restent, malgré leurs limitations, les instruments les plus puissants dont nous disposons. On pourra toujours compter sur Cuba pour défendre le multilatéralisme et promouvoir ensemble la paix et le développement durable pour tous. Ce sera toujours un honneur de se battre pour la justice, en partageant les difficultés et les défis avec les peuples du Sud disposés à changer l'histoire, et nous vaincrons.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Cuba de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Miguel Díaz-Canel Bermúdez, Président de la République de Cuba, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

M. Sitaldin (Suriname), Vice-Président, assume la présidence.

Allocution de M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République de Türkiye

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Türkiye.

M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République de Türkiye, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République de Türkiye, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Erdoğan (*parle en turc ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : En mon nom et au nom de la nation turque, je salue les membres de l'Assemblée générale et leur adresse mes salutations les plus sincères. Je tiens à féliciter M. Kőrösi, qui a mené à bien son mandat de Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session, et à souhaiter plein succès à M. Francis, qui lui succède.

J'espère que la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, organisée dans un esprit de confiance et de solidarité, sera une bénédiction pour l'ensemble de l'humanité. Hélas, il n'est pas possible de dresser un tableau plus optimiste de l'avenir de notre monde que les évaluations faites à cette tribune l'année dernière (voir A/77/PV.4). Le tableau qui s'offre à nous montre que nous sommes confrontés à des défis de plus en plus complexes et dangereux à l'échelle mondiale. Des conflits, des guerres, des crises humanitaires, des querelles politiques et des tensions sociales sévissent au sud, au nord, à l'est et à l'ouest de mon pays. Ces défis croissants, aggravés par les problèmes économiques mondiaux, sont de plus en plus difficiles à gérer. En plus d'être une tragédie humanitaire, la guerre qui se déroule aux frontières orientales de l'Europe a créé de graves problèmes dans tous les domaines, de l'économie à la sécurité, en passant par l'énergie et la sécurité de l'approvisionnement alimentaire. Le terrorisme, qui est un outil dans les conflits par adversaires interposés en Syrie, en Afrique du Nord et dans la région du Sahel, cause des dommages irréparables à une sécurité internationale de plus en plus fragile. Les zones d'opération des organisations terroristes, qui se développent en exploitant les ambitions des puissances mondiales, s'étendent comme un fléau sur de vastes zones géographiques, tirant parti des progrès technologiques et de la détérioration des conditions socioéconomiques partout dans le monde. Les signes révélant que la xénophobie, le racisme et l'islamophobie sont en train de se transformer en une nouvelle crise ont atteint des niveaux alarmants au cours de l'année écoulée. Quelle que soit la région du monde où nous vivons, les changements climatiques et les catastrophes naturelles qui en découlent sont devenus une réalité de notre vie quotidienne.

Le matin du 6 février, la Türkiye a été confrontée, selon les termes du Secrétaire général, à « l'une des plus grandes catastrophes naturelles de notre époque », tant par son ampleur que par l'étendue de la zone touchée. Nous ne pourrons jamais oublier la sincérité de la communauté internationale, y compris celle de l'ONU, qui a répondu d'urgence à notre appel à l'aide. Nous n'oublierons jamais les sacrifices consentis et l'appui généreux apporté à notre pays. L'amitié témoignée à notre pays en ce jour très sombre – au cours duquel plus de 50 000 personnes ont perdu la vie, 850 000 bâtiments ont été détruits et des villes abritant des millions de personnes ont été pour ainsi dire rasées – a été pour nous un grand réconfort. Nous avons des amis dans 100 pays du monde entier. Je tiens à les remercier de l'aide qu'ils nous ont si généreusement apportée. Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour reconstruire nos villes détruites et leurs bâtiments.

Il y a quelques jours, la Libye, avec qui nous avons des liens historiques forts, a subi de lourdes destructions et d'importantes pertes en vies humaines causées par des tempêtes et des inondations. À la suite de cette catastrophe, la Türkiye a immédiatement mobilisé ses ressources en faveur de la Libye, où 12 000 personnes ont perdu la vie et des milliers d'autres sont toujours portées disparues. Nous avons dans un premier temps envoyé trois navires et trois aéronefs, ainsi que 567 membres du personnel humanitaire, des centaines de véhicules et des milliers de tonnes de nourriture, d'abris et de fournitures sanitaires. Nos organisations non gouvernementales participent également aux opérations de secours dans cette région, avec leurs propres ressources et capacités. En tant que pays solidaire des victimes et des opprimés, où qu'ils se trouvent dans le monde, nous n'avons pas abandonné et n'abandonnerons pas nos frères et sœurs libyens. Nous espérons que les pays amis se mobiliseront pour tendre la main à la Libye.

Je souhaite également un prompt rétablissement à nos frères et sœurs marocains, qui ont été frappés par un tremblement de terre très violent, tout comme celui que nous avons connu récemment.

Nous nous félicitons de constater que le thème de l'Assemblée générale de cette année est en phase avec les objectifs de la Türkiye. « Le Siècle de la Türkiye », qui a débuté avec le centième anniversaire de notre république, est l'expression la plus concrète de cette vision globale, une vision qui entend venir à bout des injustices mondiales, remédier aux inégalités économiques, et promouvoir la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité d'une manière efficace et inclusive qui englobe l'ensemble de l'humanité. En bref, il s'agit de notre appel à la mise en place d'un système international qui soit dans l'intérêt de l'humanité entière. Cette vision ne cesse de gagner en résonance.

Nous sommes d'accord avec l'observation faite il y a peu par le Secrétaire général Guterres, selon laquelle les institutions établies après la Seconde Guerre mondiale ne reflètent plus le monde d'aujourd'hui. Cette déclaration exprime globalement la même chose que quand nous affirmons que le monde ne se limite pas à cinq pays. Le Conseil de sécurité a cessé d'être le garant de la sécurité mondiale et il est devenu un champ de bataille pour les stratégies politiques de cinq pays seulement. Nous considérons que les faits survenus récemment à Chypre sont une manifestation de la vacuité de cette structure institutionnelle qui n'inspire plus ni la justice ni la confiance.

En tant que pionnière de nombreuses initiatives tendant à renforcer la paix et la stabilité, la Türkiye attache une grande importance à l'appel de M. Guterres en faveur d'un Nouvel Agenda pour la paix. Dans cet esprit, depuis le début de la guerre russo-ukrainienne, nous nous employons à garder nos amis russes et ukrainiens autour de la table, en partant du principe que la guerre n'aura pas de vainqueur et que la paix ne fera pas de perdant. Nous intensifierons notre action pour mettre fin à la guerre par la diplomatie et le dialogue sur la base de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Grâce à l'Initiative de la mer Noire, que nous avons lancée avec l'ONU, nous avons écarté la menace d'une crise planétaire de la faim en assurant l'acheminement de 33 millions de tonnes de céréales par la mer Noire à destination des marchés mondiaux. Toutefois, toutes les dispositions de cet accord n'étant pas appliquées, le monde est aujourd'hui en proie à une nouvelle crise. L'Initiative a été prorogée trois fois, en partie grâce à mes efforts. Ce pont humanitaire, qui permet d'aider des pays où les besoins sont criants, bénéficiera, du moins l'espérons-nous, de nos arrangements et de nos négociations. Nous avons un nouveau plan, qui permettra la livraison de 1 million de tonnes de céréales supplémentaires à des pays très touchés par la pénurie dans le monde entier. Notre objectif consiste à apporter la plus grande contribution possible à la paix et à la prospérité mondiales face aux conflits qui nous entourent.

La tragédie humaine en Syrie est à présent dans sa treizième année, et elle rend plus difficiles les conditions de vie de tous les habitants de la région, quelle que soit leur origine ou leur confession. Nous sommes le seul pays à opposer une position fondée sur des principes, constructive et équitable aux faits nouveaux qui menacent l'unité politique, l'intégrité sociale et le bien-être économique de la Syrie. Il est de plus en plus important de mettre un terme à la crise qui a cours dans le sud au moyen d'une solution globale, durable et pérenne qui réponde aux aspirations légitimes de la population. La dévastation causée par les séismes du 6 février, qui ont touché 14 millions de personnes en Türkiye, a aussi été profondément ressentie en Syrie, en particulier dans le nord-ouest du pays. La situation humanitaire, déjà préoccupante, n'a fait que se détériorer. Il est regrettable que les opérations d'aide humanitaire transfrontières des Nations Unies dans la région aient été interrompues dans de telles circonstances.

La Türkiye n'abandonnera pas les plus de 4 millions d'habitants du nord de la Syrie qui se battent pour survivre à leur sort et à leur infortune. Une fois achevée, sous notre direction, la construction des implantations de l'autre côté de notre frontière, nous continuerons d'encourager le retour des réfugiés présents dans notre pays vers ces implantations. Cependant, la principale menace qui pèse sur l'intégrité territoriale et l'unité politique de la Syrie consiste dans l'appui reçu par les organisations terroristes, téléguidées par les puissances qui ont des vues sur ce pays. Les Syriens sont débordés par les terroristes du Parti des travailleurs du Kurdistan et du Parti de l'Union démocratique et par les groupes radicaux organisés en divisions sectaires. En outre, les activités de différents groupes ont atteint un seuil qui n'est plus supportable pour la population. D'ailleurs, les conséquences commencent à s'en faire sentir depuis quelque temps. L'Iraq, autre voisin, déploie également des efforts sincères pour surmonter les problèmes internes et externes qu'il rencontre. Nous agissons avec une compréhension qui sert l'unité politique, l'intégrité territoriale et les efforts de reconstruction de l'Iraq, et nous ne faisons pas de différence entre les diverses composantes du pays.

Pour les pays de la région, la voie qui doit mener au développement sera tracée de manière à garantir l'intégration régionale. Toutes les manigances de ceux qui s'accrochent à l'excuse de Daech dès qu'ils sont en

difficulté dans la région ont maintenant été mises au jour. En tant que dirigeant d'un pays qui a réellement mené la plus grande des batailles contre Daech, qui a infligé les pertes les plus lourdes à cette organisation et qui connaît les réalités manifestes ou cachées du problème, je tiens à dire les choses très clairement et franchement. Nous n'en pouvons plus de l'hypocrisie de ceux qui se cachent derrière Daech et des organisations similaires pour servir leurs intérêts politiques et économiques au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au Sahel, mais en particulier en Syrie et en Iraq. Nous en avons assez. La menace, dans ces régions, ne se limite pas à Daech. La véritable menace ce sont les organisations terroristes, les groupes paramilitaires, les mercenaires et les éléments locaux, autant d'acteurs qui sont utilisés et entretenus pour servir de pions dans des guerres périphériques, sachant qu'ils se rangeront aux côtés du client le plus généreux.

Les pays qui continuent malgré tout de travailler avec des organisations terroristes au profit de leurs intérêts politiques et économiques n'ont aucun droit de se plaindre du terrorisme et de ses conséquences. Dans un tel monde, nul n'est à l'abri, qu'il vive à côté d'une zone de conflit ou très loin, sur une île au milieu de l'océan. Nul ne peut être à l'abri. C'est pourquoi nous affirmons que, sous les auspices de l'ONU, nous devons restructurer sans tarder les institutions chargées d'assurer la sécurité, la paix et la prospérité dans le monde. Nous devons bâtir une architecture de gouvernance mondiale qui soit capable de représenter toutes les origines, toutes les croyances et toutes les cultures du monde, avec sa géographie et sa démographie. Pour conclure, nous déclarons une fois de plus, de tout notre cœur, que le monde ne se limite pas à cinq pays, et qu'un monde plus équitable est possible.

Je souhaite maintenant présenter brièvement à l'Assemblée l'approche de mon pays en ce qui concerne diverses régions à problèmes, à commencer par la nôtre. La transformation de la Méditerranée orientale en région souveraine de paix, de prospérité et de stabilité ne sera possible que si les droits et les lois de toutes les parties sont respectées. Nous n'avons de vues sur les droits de personne, et nous ne laissons et ne laisserons personne bafouer nos droits. Cette année marque le soixantième anniversaire de l'apparition de la question chypriote. La partie chypriote turque a toujours déployé des efforts sincères pour trouver une solution juste, durable et viable à la question chypriote. Il est largement admis que cette solution ne peut plus reposer sur le modèle de la fédération. C'est pourquoi nous appelons la communauté internationale à reconnaître l'indépendance de la République turque de Chypre-Nord et à établir des liens diplomatiques, politiques et économiques avec ce pays. Nous attendons également de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre qu'elle respecte strictement son obligation d'impartialité. Nous ne voulons pas que la Force, déjà discréditée, voit sa crédibilité s'éroder davantage à Chypre.

Nous faisons des efforts sincères à l'égard du Yémen. Nous entretenons des liens historiques forts avec le Yémen, et nous espérons et prions pour que la question soit réglée une fois pour toutes en garantissant le respect inconditionnel de l'intégrité territoriale et de l'unité de ce pays. Nos relations avec l'Égypte ont stagné pendant un certain temps, mais nous sommes récemment entrés dans une nouvelle ère, dans laquelle les relations évoluent assez rapidement sur la base d'intérêts et d'avantages mutuels. Il convient en outre de mentionner que, pour que la paix règne au Moyen-Orient, le conflit palestino-israélien doit être définitivement réglé. Nous continuerons d'apporter notre soutien au peuple et à l'État palestiniens, qui luttent pour faire valoir leurs droits légitimes en vertu du droit international. Il est bon de rappeler que, sans la création d'un État palestinien indépendant et géographiquement intégré, sur la base des frontières de 1967, il sera difficile pour Israël de connaître la paix et la sécurité qu'il recherche dans cette partie du monde. Dans ce contexte, nous continuerons de veiller au respect du statut historique de Jérusalem.

Nous avons entretenu des liens politiques, économiques et humanitaires étroits avec les Balkans tout au long de l'histoire, et nous œuvrons avec ardeur dans les instances bilatérales, régionales et internationales pour garantir la stabilité dans cette région essentielle de l'Europe et aplanir les divergences par la voie du dialogue. Nous appuyons activement le processus de normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie, qui ont connu un regain de tensions récemment. La nature de plus en plus complexe des défis régionaux et mondiaux souligne plus que jamais la nécessité de faire progresser les relations entre la Türkiye et l'Union européenne sur des bases saines. Nous attendons de l'Union européenne qu'elle s'acquitte rapidement des obligations qu'elle a longtemps négligées à l'égard de notre pays. Les comportements ambivalents à l'égard de la Türkiye doivent notamment cesser une bonne fois pour toutes.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont une autre région où nous mobilisons tous les éléments de notre politique étrangère humanitaire et où nos liens d'amitié se renforcent de jour en jour. Dans un avenir proche, nous avons l'intention de transformer ces relations en une

politique de partenariat entre la Türkiye et l'Amérique latine et les Caraïbes. Alors que nous commémorons le soixantième anniversaire de sa création, l'Union africaine est un symbole emblématique pour le continent, car elle a su prendre son destin en main et résister aux assauts du monde extérieur. Le processus qui est né de la volonté de trouver des solutions africaines aux problèmes africains est devenu l'un des projets de développement les plus importants au monde. Pour accompagner l'Afrique sur cette voie, nous avons renforcé nos liens d'amitié avec le continent au moyen d'un partenariat stratégique. Je dois cependant réaffirmer que nous nous félicitons de l'adhésion de l'Union africaine au Groupe des Vingt, auquel nous attachons aussi une grande importance. Il est indéniable que le Sahel est confronté à de graves problèmes politiques, socioéconomiques et de sécurité. Nous nourrissons l'espoir que le Niger, qui a récemment connu une période de troubles, rétablira l'ordre constitutionnel et la gouvernance démocratique dans les plus brefs délais. Toute intervention militaire au Niger risque de plonger ce pays et toute la région dans une instabilité plus profonde.

Notre initiative « L'Asie nouvelle » est devenue le symbole de notre volonté de faire progresser nos relations avec l'Asie, notre patrie ancestrale, sur la base d'avantages mutuels et de priorités partagées. Une occasion historique de consolider la paix, la tranquillité et la coopération dans le Caucase du Sud s'offre à nous. Afin de saisir pleinement cette occasion, nous avons lancé avec l'Arménie un processus visant à établir des relations de bon voisinage et à procéder à une normalisation complète. Dans le même esprit, nous avons appuyé dès le début les négociations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. L'Arménie ne tire toutefois pas pleinement parti de cette occasion historique. Nous attendons avec intérêt la signature d'un accord de paix global entre les deux pays dans les plus brefs délais, ainsi que la concrétisation rapide des promesses, en particulier l'ouverture du corridor du Zanguezour. Le Haut-Karabakh est un territoire de l'Azerbaïdjan. Tout autre statut imposé ne sera jamais accepté. Tout le monde a le droit de coexister sur le sol azerbaïdjanais, y compris les Arméniens ; ce doit être notre objectif premier. Nous avançons aux côtés de l'Azerbaïdjan avec pour devise que nous sommes deux nations et un seul État. Des efforts sont actuellement déployés pour renforcer notre coopération avec les pays d'Asie centrale, avec lesquels nous partageons la même culture et où se trouvent les racines de notre civilisation ancienne. Nous nous réjouissons que l'Organisation des États de langue turcique devienne un acteur régional et mondial de plus en plus efficace.

Le peuple afghan, qui traverse une période difficile depuis un demi-siècle, a cruellement besoin d'une aide et d'un soutien humanitaires, indépendamment de toute motivation politique. Lorsque le Gouvernement intérimaire deviendra une administration inclusive dans laquelle toutes les composantes de la société seront équitablement représentées, l'Afghanistan pourra aller de l'avant et sera accueilli à bras ouverts au sein de la communauté internationale. Un autre fait qui ouvrira la voie à la paix, à la stabilité et à la prospérité régionales en Asie du Sud, c'est l'instauration d'une paix juste et durable au Cachemire grâce au dialogue et à la coopération entre l'Inde et le Pakistan. La Türkiye continuera d'appuyer les mesures prises dans ce sens.

Nous soulignons à chaque occasion que nous respectons l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Chine. Nous continuerons néanmoins d'exprimer notre sensibilité à l'égard de la protection des droits et libertés fondamentaux des Turcs ouïghours, avec lesquels nous entretenons des liens historiques et humanitaires étroits. Notre pays a tendu la main dès le début aux musulmans rohingya qui vivent dans des conditions difficiles au Myanmar et au Bangladesh. Nous continuerons d'apporter notre soutien aux Rohingya déplacés jusqu'à ce que soit assuré leur retour permanent et librement consenti dans leur pays d'origine, en toute sécurité et dans la dignité.

Notre objectif d'améliorer continuellement les relations avec nos voisins, ainsi qu'avec nos amis plus éloignés, illustre fondamentalement notre volonté de faire face plus efficacement aux problèmes mondiaux. La sécurité de l'approvisionnement en énergie est une préoccupation d'importance mondiale. Nous avons consenti des investissements considérables au cours des 20 dernières années pour devenir autosuffisants. L'énergie ne doit plus être utilisée comme un instrument d'hostilité, mais elle doit au contraire constituer un vecteur de solidarité et de coopération. C'est pourquoi, de la mer Noire aux Balkans, du Caucase à diverses régions du monde, nous avons toujours privilégié la coopération et la solidarité, et nous nous efforçons d'en faire davantage. Dans le domaine des transports, la Türkiye occupe une position géopolitique qui lui permet d'apporter son soutien à tous les projets qui la traversent ou qui la contournent. L'innovation technologique doit être envisagée comme une occasion de régler les problèmes mondiaux et régionaux, et non comme un atout pour accroître la compétitivité.

Malheureusement, nous nous éloignons progressivement de l'objectif visant à éliminer la faim d'ici à 2030, qui est l'un des plus importants objectifs de développement

durable. En effet, il nous est difficile d'accepter que la faim soit un problème encore non réglé au XXIe siècle. Nous appelons tous les pays à faire montre d'une ferme volonté de réaliser les objectifs de développement durable, en particulier dans cette région, où les richesses ont explosé. Nous ne pouvons pas expliquer pourquoi 735 millions d'habitants de la planète continuent de vivre dans l'extrême pauvreté. Des centaines de millions de dollars sont consacrés à la conquête de l'espace, mais, de l'Afrique à l'Asie, des millions de personnes ne parviennent même pas à se procurer une portion décente de nourriture. Tant qu'il en sera ainsi, nul ne pourra être en sécurité. Comme je l'ai déjà dit, tous les pays doivent faire montre d'une ferme volonté de réaliser les objectifs de développement durable. Nous sommes l'un des pays les plus généreux au monde en matière d'aide au développement, et nous avons le droit de lancer cet appel.

Les changements climatiques planétaires sont un autre sujet que je souhaiterais aborder. Il devient de plus en plus difficile de limiter à 1,5 °C l'augmentation de la température mondiale causée par les changements climatiques. L'une des conditions pour y parvenir est de soutenir financièrement et technologiquement les pays en développement dans leurs efforts. La sécurité alimentaire est l'un des principaux domaines touchés par les changements climatiques. Nous devons élaborer et mettre en œuvre les politiques et les investissements adéquats pour garantir une utilisation durable des ressources hydriques et foncières.

Nous ne pouvons pas léguer à nos enfants un monde en proie à la pollution, fruit d'une consommation inconsciente et de l'épuisement des ressources naturelles. C'est dans cet esprit que nous nous sommes engagés dans le mouvement zéro déchet – que nous avons lancé dans notre pays avec la vision d'un monde plus vivable et plus juste – et que nous l'avons porté au niveau mondial, par l'intermédiaire d'une décision de l'ONU soumise conjointement par 105 pays, ainsi que par mon épouse, la Première Dame. Hier soir, nous avons signé la déclaration de bonne volonté sur le zéro déchet dans les locaux de la Mission permanente de la Türkiye auprès de l'Organisation des Nations Unies. Nous espérons que nos objectifs « zéro déchet » contribueront à la lutte contre les changements climatiques et à la réalisation des objectifs de développement durable. J'invite tous les pays, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales à apporter leur soutien au mouvement zéro déchet à l'échelle mondiale.

Les pays développés souffrent du racisme comme d'un fléau. Ils pâtissent également de la xénophobie et de l'islamophobie. La situation est devenue insupportable et a atteint des niveaux intolérables. Les discours de haine, la polarisation et la discrimination à l'égard de personnes innocentes n'épargnent aucune conscience dans le monde. Malheureusement, dans de nombreux pays, des personnalités politiques populistes continuent de jouer avec le feu en encourageant ces tendances dangereuses.

La mentalité qui encourage les attaques odieuses contre le Saint Coran en Europe en les cautionnant sous le couvert de la liberté d'expression assombrit fondamentalement l'avenir de l'Europe de ses propres mains. La Türkiye continuera d'appuyer les initiatives visant à lutter contre l'islamophobie dans toutes les enceintes, y compris à l'ONU, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et à l'Organisation de la coopération islamique. Peu importe notre confession, personne ne peut accepter les attaques odieuses contre les lieux saints. Je prie toutes les nations sœurs de suivre ces faits dans le monde.

Il est de notre responsabilité commune de nous attaquer à tous ces problèmes, que j'ai tenté d'évoquer en quelques phrases. Nous ne pouvons nous acquitter de cette responsabilité que moyennant une coopération et une solidarité efficaces. Nous estimons que les valeurs ancestrales qui font de l'être humain ce qu'il est se sont récemment érodées. Ces attaques constituent une menace pour la prospérité et le bien-être du monde entier. La famille est au cœur de nos préoccupations, et nous devons la protéger et la sauver. Sauver les familles, c'est sauver l'avenir de toute l'humanité. Les pressions mondiales se multiplient à un rythme sans précédent. C'est pourquoi je prie tous les États Membres de soutenir et de protéger l'institution de la famille.

La République de Türkiye, qui célèbre cette année son centième anniversaire, continuera de prendre des mesures en faveur de la paix, de la prospérité et de la sécurité pour tous, dans l'intérêt de l'humanité tout entière. J'espère que les travaux de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale permettront de renforcer l'esprit de coopération et de solidarité mondiales.

Je souhaite également saisir cette occasion pour souligner que les récents incidents entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan doivent être condamnés et qu'une solution immédiate doit être trouvée à l'évolution de la situation dans la région. C'est ce que je souhaite et que j'appelle de mes vœux.

J'exprime de nouveau mes salutations, mon amour et mon respect à tous les membres, et je leur souhaite une bonne santé.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Türkiye de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République de Türkiye, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Marcelo Rebelo de Sousa, Président de la République portugaise

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République portugaise.

M. Marcelo Rebelo de Sousa, Président de la République portugaise, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Marcelo Rebelo de Sousa, Président de la République portugaise, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rebelo de Sousa (*parle en portugais ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je tiens tout d'abord à dire que le Portugal adhère pleinement aux priorités que le Président Dennis Francis a définies pour son mandat. Qu'il me soit également permis de remercier le Président sortant, Csaba Kőrösi, dont le mandat s'est achevé.

Au nom du Portugal, je salue M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour son inépuisable attachement aux valeurs de la Charte des Nations Unies. J'appuie *Notre Programme commun* (A/75/982) et les propositions de réforme qu'il contient pour la gouvernance mondiale, y compris celles qui sont de nature financière, ainsi que les priorités qui ont toujours été les nôtres concernant les changements climatiques, les droits humains, les migrants, les réfugiés et l'égalité des sexes. Le Portugal concourt au succès du Sommet de l'avenir prévu en 2024, du Forum mondial de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, que nous accueillerons à Lisbonne l'année prochaine, et du Sommet social mondial prévu en 2025, lesquels témoignent de la lucidité et du dynamisme constants du Secrétaire général en cette période difficile pour le monde en matière de consolidation de la paix et de coopération internationale.

Le Président assume de nouveau la présidence.

Le Secrétaire général nous a présenté son rapport (A/78/1) aujourd'hui. Nous avons ensuite entendu le Président Lula da Silva et le Président Biden qui, malgré leurs positions divergentes, étaient d'accord sur l'essentiel. Il est urgent de respecter la Charte des Nations Unies pour maintenir la paix dans le monde. Il est urgent d'accélérer la lutte contre les changements climatiques, d'atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de protéger nos océans et la biodiversité. Pour que la paix règne, il est urgent de réformer les institutions créées au siècle dernier, et même dans la première moitié du siècle dernier pour certaines d'entre elles, et qui sont si loin de correspondre à la réalité du monde d'aujourd'hui. Il est urgent de réformer les institutions financières internationales. Comme l'a dit le Secrétaire général, il est temps d'approuver un nouveau système de Bretton Woods.

Ces trois urgences sont liées. Il ne peut pas y avoir de paix et de développement durable ni de réforme institutionnelle sans respect de la Charte des Nations Unies. Il ne peut pas y avoir de développement durable ni de respect de la Charte des Nations Unies sans réforme des institutions internationales. Il ne peut pas y avoir de réforme des institutions internationales sans respect de la Charte et sans réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de nos objectifs relatifs aux changements climatiques.

Mais là n'est pas le problème. Le problème est ailleurs. Où est l'urgence dans notre urgence ? Quelle crédibilité peut-on accorder aux déclarations que nous prononçons chaque année dans cette salle pour définir ce qui est urgent, alors qu'en fait, la situation n'est pas traitée avec l'urgence nécessaire ? C'est l'appel que lance le Secrétaire général depuis de nombreuses années. Il est urgent de respecter la Charte des Nations Unies car, sans elle, si la souveraineté et l'intégrité territoriale des États et les droits humains ne sont pas respectés, il ne peut y avoir de paix.

En Ukraine, la paix passe par la lutte du peuple ukrainien, comme c'est le cas pour de nombreux peuples à travers le monde dans des régions comme le Sahel et de nombreuses autres parties de l'Afrique, au Proche-Orient et au Moyen-Orient et en Asie. Le problème, c'est le non-respect des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies. Par conséquent, nous ne devons pas différencier la lutte du peuple ukrainien de la lutte pour le respect de la Charte des Nations Unies.

Par ailleurs, il n'est pas possible de construire la paix sans accélérer la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030. Nous avons pris du retard dans la réalisation de ces objectifs, et nous continuons d'en prendre, prolongeant ainsi les inégalités entre les États et entre les peuples. Nous ne pourrons atteindre ces objectifs sans réformer nos institutions internationales, en particulier le Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité correspond à un monde qui n'existe plus. Le Portugal estime depuis longtemps que des pays comme le Brésil et l'Inde doivent se voir accorder le statut de membre permanent. La Position commune africaine doit être prise en compte, et les petits pays ne peuvent être ignorés. De même, les institutions financières existantes sont incapables de financer le développement durable avec équité et justice. Elles favorisent les plus riches au détriment des plus pauvres.

Les trois urgences sont liées et le restent année après année. Le Portugal défend le respect de la Charte des Nations Unies comme une voie menant à la paix. Le Portugal défend l'intensification de la lutte contre les changements climatiques, les efforts visant à faire progresser la décarbonisation, la promotion de l'énergie propre et la protection de nos océans et de la biodiversité. Le Portugal défend la réforme d'institutions comme l'ONU et des institutions financières internationales.

Nous n'avons jamais cessé et ne cesserons jamais d'appuyer le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, coûte que coûte, parce qu'il est facile de venir ici chaque année faire les mêmes promesses sans jamais les tenir, sans contribuer à la paix dans le respect du droit international et de la Charte des Nations Unies, sans contribuer à la justice et au développement durable, et en retardant la réalisation des objectifs de développement durable. Il est facile de venir ici promettre une nouvelle gouvernance mondiale tout en reportant l'adoption de solutions concrètes pour la réforme institutionnelle, et parler de fournir un financement à ceux qui en ont besoin sans fournir d'exemples de ce financement.

Le Portugal vient de signer un accord avec Cabo Verde, un pays où vivent quelques-uns des 300 millions de lusophones du monde, en vue de convertir la dette de l'État en un fonds environnemental et climatique, convertir la dette du débiteur en une contribution du créancier au développement économique durable de cet État. Cela devrait s'appliquer systématiquement à toutes les dettes existantes et au financement du développement durable. Notre objectif est d'étendre cette initiative à d'autres membres de la Communauté des pays de langue portugaise.

Année après année, nous perdons du temps. Mais le moment est venu pour nous d'agir en faveur du respect du droit international, de la consolidation de la paix et de la coopération internationale. Il est temps de corriger les inégalités mondiales et de lutter contre les changements climatiques. Il est temps de mener à bien la réforme de l'ONU et des institutions financières internationales. Sans elle, le multilatéralisme n'est pas possible, et il ne peut pas y avoir de coopération durable ni de paix dans le monde.

Chaque jour perdu est un jour de plus d'inégalités, d'égoïsme, de conflit et de guerre. Chaque jour gagné est un jour de plus pour la justice, la solidarité et la paix.

J'espère que lorsque nous nous réunirons dans un an, nous pourrons dire qu'il y a plus de paix que de guerre, et non l'inverse, qu'il y a plus de justice que d'injustice, plus d'égalité que d'inégalité, plus d'action climatique que d'inaction climatique, plus de réforme de l'ONU que moins de réforme et plus de réforme des institutions financières que de mépris ou de reculs s'agissant d'une telle réforme. Si tel est le cas, cela en aura valu la peine. Sinon, nous continuerons à entendre sans cesse les mêmes personnes très influentes faire des promesses pour ne pas les tenir. Nous comprenons pourquoi les populations croient de moins en moins en celles et ceux qui les gouvernent.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République portugaise de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Marcelo Rebelo de Sousa, Président de la République portugaise, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Qatar.

S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le cheik Al Thani (*parle en arabe*) : De prime abord, je félicite S. E. M. Dennis Francis de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième

session, et lui souhaite beaucoup de succès. J'exprime aussi ma gratitude à S. E. M. Csaba Kőrösi pour les efforts qu'il a déployés lors de la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session. Je salue par ailleurs les efforts que fournissent le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, et le personnel de l'ONU en vue d'atteindre les nobles objectifs de l'Organisation.

Je voudrais tout d'abord présenter mes sincères condoléances à S. M. le Roi Mohammed VI et au peuple marocain frère pour les victimes du tremblement de terre dévastateur. Je présente également mes condoléances au Gouvernement et au peuple de l'État frère de Libye, pour les victimes des inondations dans ce pays. Nous demandons à Dieu tout-puissant un prompt rétablissement pour les blessés et nous prions pour que les défunts soient comblés par sa miséricorde. Je réaffirme notre entière solidarité avec eux dans cette tragédie.

Allah nous a gratifiés de vivre à une époque de progrès rapides et sans précédent, où l'esprit d'innovation triomphe dans les domaines de la médecine, de la technologie et des sciences en général, et où la capacité des êtres humains à exploiter les ressources qui permettent d'offrir une vie décente à toute l'humanité s'est multipliée. Les innovations successives ont donné lieu à la productivité, au bien-être et à un degré de connectivité humaine qui frôle les visions de la science-fiction.

Si cette évolution nous a permis de réaliser de nombreux souhaits, cela n'a pas été sans conséquences pour les peuples du monde, pour notre planète et pour ses ressources. L'espérance de vie et le niveau de vie de la majorité de l'humanité ont augmenté, comme le montre clairement la croissance démographique. Néanmoins, les taux de pauvreté et de chômage ont également augmenté, et il y a une prise de conscience accrue du manque de justice dans la répartition des richesses, en plus des graves conséquences sur l'environnement. Dans des domaines tels que la génétique et l'intelligence artificielle, les possibilités de réaliser le bien-être de toute l'humanité augmentent. Mais l'écart entre ce qui est possible et la réalité se creuse également. Alors que ces possibilités apparaissent, des peuples sont confrontés au travail des enfants, à la famine, au chômage et à des guerres civiles, tandis que les pays développés protègent leurs frontières face à l'afflux de réfugiés fuyant ces souffrances. C'est comme si les peuples de la Terre vivaient dans deux ères différentes.

L'évolution rapide des technologies et le recours croissant à celles-ci ouvrent des horizons de développement sans précédent à l'humanité. Il ne fait aucun doute que la science et la technologie sont essentielles pour accroître la productivité et améliorer la qualité de la vie humaine. Mais célébrer les moyens sans mener une réflexion responsable sur les fins pour lesquelles ils sont utilisés a conduit à des catastrophes majeures telles que l'emploi d'armes nucléaires, des expériences dangereuses sur l'être humain et le génocide dans les camps de concentration.

Il est de notre devoir de suivre les progrès scientifiques et techniques et de les encourager dans nos pays. En outre, les barrières entre les pays dans ce domaine doivent être éliminées. Dans le même temps, il est inadmissible de fermer les yeux sur l'exacerbation des risques tels que la falsification de la réalité, les atteintes à la vie privée, les perturbations du processus éducatif en facilitant le plagiat, et le double impact de la désinformation et d'outils visant à induire les gens en erreur.

C'est pourquoi, outre la nécessité de coopérer et d'investir dans le développement de ces techniques, nous renouvelons l'appel à unifier les efforts pour prévenir l'utilisation abusive du cyberespace et réglementer ce domaine vital, sur la base des dispositions du droit international.

C'est dans ce contexte que se tiendra le Web Summit 2024 à Doha. Cet événement sera une occasion importante de passer en revue les évolutions dans le domaine de la technologie et de créer de nouvelles possibilités de coopération dans ce domaine pour le bienfait de l'humanité tout entière. Je voudrais saisir cette occasion pour souhaiter la bienvenue à tout le monde à Doha.

Nous ne devons pas oublier qu'il y a des peuples dans le monde, et en particulier dans notre région, qui sont directement touchés par des tragédies au quotidien et qui considèrent que se préoccuper des questions que je viens de mentionner est en quelque sorte un luxe. Il est de notre devoir, si nous constituons vraiment une communauté internationale, et pas seulement des entités distinctes, d'œuvrer à lever l'injustice dont ils sont victimes, au moins conformément à ce qu'exigent les décisions de cette organisation et à ce qu'exige le droit international.

Il est inadmissible que le peuple palestinien reste prisonnier du caractère arbitraire de l'occupation coloniale israélienne et du rejet par les gouvernements israéliens successifs de toute solution politique juste conforme aux principes de la légitimité internationale. Nous devons pas perdre de vue que l'échec de la communauté internationale à prendre des mesures contre l'occupation a fourni, et continue de fournir, la possibilité à Israël de saper les fondements de la solution des deux États en procédant à l'expansion des colonies de peuplement, au point que l'occupation a pris la forme d'un régime d'apartheid au grand jour, au XXIe siècle.

Même certains amis proches d'Israël l'ont remarqué. Israël répond également aux initiatives arabes de paix et de normalisation par plus d'intransigeance et d'extrémisme national religieux fondamentaliste dans les coalitions gouvernementales, par davantage de colonisation, par la judaïsation de Jérusalem, par des attaques contre les Lieux saints, par des exactions contre les personnes qui vivent sous occupation et en resserrant l'étau sur la bande de Gaza.

Le Qatar apporte un appui politique et humanitaire ainsi qu'une aide au développement au peuple palestinien frère et contribue à la reconstruction de la bande de Gaza qui ploie sous le joug du siège, en plus de sa contribution continue au financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Le Qatar continue également de s'en tenir à sa position de principe sur la justesse de cette cause, qui est devenue un test de la crédibilité des responsables politiques mondiaux à l'égard de la région du Moyen-Orient.

Quant à la Syrie, il est inadmissible d'accepter l'injustice flagrante qui frappe le peuple syrien frère comme si c'était son destin. La crise attend toujours un règlement global par le biais d'un processus politique conduisant à une transition politique, conformément au Communiqué de Genève et à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité, d'une manière qui réponde aux aspirations du peuple syrien et préserve l'unité, la souveraineté et l'indépendance de la Syrie.

Malheureusement, cette année, nous avons été témoins d'une explosion de violence au Soudan, qui a eu de graves conséquences sur le peuple soudanais frère et a exacerbé la crise des réfugiés. Nous condamnons les crimes commis contre les civils dans la capitale, Khartoum, et dans la région du Darfour, et nous appelons à ce que leurs auteurs répondent de leurs actes. Nous appelons également à l'arrêt des combats, et nous demandons qu'on écoute la voix de la raison et qu'on épargne aux civils les conséquences des combats. Nous réaffirmons notre soutien à tous les efforts déployés aux niveaux régional et international pour faciliter la cessation des combats et le dialogue entre les forces politiques soudanaises en vue d'un avenir où le Soudan aura une seule armée chargée de protéger le pays et non de le diriger.

Au Liban, un pays frère où les institutions étatiques sont en danger imminent, nous soulignons la nécessité de trouver une solution durable au vide politique, en mettant en place les mécanismes nécessaires pour prévenir une situation similaire à l'avenir, et de former un gouvernement capable de répondre aux aspirations du peuple libanais et de mettre fin aux crises économique et de développement auxquelles ce peuple est confronté. Il est regrettable que les souffrances de ce peuple frère perdurent à cause de calculs politiques et personnels.

Au Yémen, nous appelons à un règlement de la crise conformément aux décisions issues de la Conférence de dialogue national, à l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Concernant la question libyenne, nous réaffirmons notre appui sans faille aux efforts du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, notamment ses efforts pour obtenir des résultats tangibles en vue de régler la crise libyenne.

Il est clair que la solution dans tous les pays frères que j'ai mentionnés réside dans un consensus sur l'entité de l'État et la citoyenneté.

S'agissant de la situation en Afghanistan, nous continuons à coordonner les efforts internationaux et à faciliter le dialogue entre l'Organisation des Nations Unies, les pays concernés et le Gouvernement de facto pour garantir le respect de l'accord de Doha, en veillant à ce que les erreurs du passé ne se reproduisent pas. Le but est d'éviter que l'Afghanistan ne sombre dans une crise humanitaire difficile à gérer ou ne devienne un refuge pour les individus et les groupes terroristes et de faire en sorte que le peuple afghan reçoive l'appui et l'assistance internationaux dont il a besoin et jouisse des droits humains, notamment les droits des minorités et les droits des femmes à l'éducation et au travail.

Dans le cadre du débat sur notre région, nous tenons à exprimer de nouveau notre satisfaction face aux percées qui ont été réalisées cette année, à savoir un dialogue constructif et le rétablissement des relations entre le Royaume d'Arabie saoudite et la République islamique d'Iran, ainsi qu'entre la République arabe d'Égypte et la République de Türkiye, tous des pays frères.

La guerre continue en Europe. En plus de la Russie et de l'Ukraine, elle draine toute l'Europe. Elle a touché et touche encore le monde entier dans des domaines vitaux comme l'énergie et l'alimentation. Étant donné qu'il n'y a pas de solution politique permanente à l'horizon et que les grands blocs internationaux directement ou indirectement impliqués dans la guerre ont la capacité de la poursuivre indéfiniment, les peuples d'Europe et du monde entier attendent avec impatience une trêve à long terme. Toutefois, cela ne peut pas constituer la base d'une stabilité à long terme. Compte tenu du préjudice causé aux peuples

des deux pays et aux peuples du monde et parce que cette réalité est inacceptable, nous appelons de nouveau toutes les parties à se conformer à la Charte des Nations Unies et au droit international, à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des États et à recourir à une solution pacifique radicale sur la base de ces principes.

Notre région regorge d'énormes potentiels et possibilités, et nos peuples sont des peuples tolérants, charitables et épris de paix, mais cela a été déformé par les stéréotypes et les idées préconçues. La Coupe du Monde 2022 au Qatar été une occasion pour les peuples d'échanger et pour le monde de voir notre peuple tel qu'il est et d'en apprendre davantage sur certains aspects de notre culture et de nos valeurs, ainsi que sur le statut du Qatar en tant que destination mondiale reliant l'Orient et l'Occident. Nous avons mis l'accent sur le rôle que joue le sport pour jeter des ponts de communication et de rapprochement entre les peuples et les cultures. J'espère que, grâce à ce tournoi, nous avons contribué à briser les stéréotypes et à présenter au monde une nouvelle formule pour organiser des tournois passionnants, en toute sécurité.

Au Qatar, nous aspirons à ce que notre pays soit l'une des nations prospères dont la population jouit du bien-être et de la prospérité, et nous avons investi des décennies de planification et de travail en matière de développement global pour réaliser ce rêve. Nous avons accompli beaucoup de choses, grâce à Allah et à la solidarité de toutes et tous au Qatar.

M. Sitaldin (Suriname), Vice-Président, assume la présidence.

Si l'investissement dans le gaz liquéfié a été un levier pour réaliser ce rêve, il nous a également permis de jouer un rôle important pour relever le défi énergétique mondial avec une vision réaliste qui prend en compte le fait que le monde a besoin d'un mix diversifié de différentes sources d'énergie, tout en utilisant les meilleures technologies avancées, et en même temps, respectueuses de l'environnement. Nous sommes conscients que l'exportation de l'énergie nous impose des engagements envers les pays du monde en tant que partenaire fiable, et que cela nous impose également des obligations envers notre peuple et les générations futures. Ainsi, le Qatar continue de développer son fonds souverain et de diversifier ses sources de revenus, notamment en investissant dans les énergies propres. L'État du Qatar suit des politiques respectueuses de l'environnement et soutient divers projets pour le protéger. C'est dans ce contexte que nous allons accueillir, le mois prochain, l'Exposition internationale horticole.

Cette responsabilité pousse également le Qatar à renforcer son rôle dans la fourniture de l'aide humanitaire et dans les efforts de médiation et de règlement des conflits qui touchent notre région et le monde. Le chemin vers le règlement des conflits par des moyens pacifiques est un chemin long et ardu, mais il est moins coûteux que les guerres. Notre engagement à poursuivre nos efforts pour faciliter et instaurer la paix est un engagement fondé sur des principes, et il est au cœur de notre politique étrangère.

Nous réaffirmons que nous sommes fiers de notre partenariat avec l'ONU, et il n'y a pas d'illustration plus évidente à cet égard que l'ouverture de la Maison des Nations Unies en présence du Secrétaire général de l'ONU en mars dernier à Doha, une maison qui, jusqu'à présent, abrite 12 bureaux internationaux. En mars dernier, mon pays a accueilli la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, considérée comme l'un des forums internationaux les plus importants. Cette conférence a été l'occasion de mobiliser des efforts pour atteindre les objectifs ambitieux du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031. Tout en réaffirmant que l'État du Qatar est un partenaire important et actif dans les efforts visant à répondre aux priorités et aux besoins de ces pays, nous saluons la tenue, hier, du Sommet sur les objectifs de développement durable. Nous sommes heureux que l'État du Qatar joue à nouveau un rôle de premier plan dans les grandes discussions menées sous l'égide de l'ONU. Le dernier exemple en date est notre coopération avec l'Irlande pour faciliter les négociations gouvernementales sur la déclaration politique qui a été adoptée hier lors du Sommet sur les objectifs de développement durable.

Nous pensons que la coopération dans ces domaines contribue à prévenir en amont les vagues de réfugiés, qui sont devenues un véritable problème pour l'Europe mais aussi pour les pays africains et asiatiques voisins de l'Europe.

Je tiens à souligner la nécessité de lutter contre le racisme et les campagnes d'incitation contre des peuples, des religions et des civilisations entières. D'ailleurs, je dis à mes frères musulmans qu'il est inadmissible qu'un imbécile ou une personne pleine de préjugés nous distraie chaque fois qu'il lui vient à l'esprit de nous provoquer en brûlant le Coran ou en posant d'autres actes malveillants. Le Coran est trop sublime pour être profané par un imbécile. Allah le Tout-Puissant a dit : « Accepte ce qu'on t'offre de raisonnable, commande ce qui est convenable et éloigne-toi des ignorants » (*Le Coran, Sourate 7,*

verset 199). En même temps, je dis à toutes les personnes qui justifient ces actes odieux par la liberté d'expression qu'attaquer délibérément le caractère sacré d'autrui ne devrait pas être un exemple de liberté d'expression.

Pour terminer, je voudrais dire qu'il est du devoir des dirigeants d'œuvrer pour permettre à leurs peuples de vivre en paix et en sécurité et d'espérer un avenir meilleur pour les générations futures. Il existe des obstacles au niveau de la communauté internationale, représentés principalement par l'incapacité de soumettre les désaccords et la concurrence entre les grandes puissances sur des questions qui touchent les différents régimes à des principes minimaux contraignants, en raison de variations dans les systèmes de gouvernance. Ces questions concernent l'humanité tout entière et sont notamment les changements climatiques, les questions environnementales en général, la pauvreté et l'injustice flagrante représentée par l'occupation, le racisme et les crimes de guerre. C'est le consensus qui doit se réaliser ici, au sein de cette organisation internationale, afin que nous ne nous enlisions pas dans les détails et que l'avenir de peuples entiers ne soit pas perdu à cause du refus de ces pays de coopérer dans l'application du droit international. Que la paix, la miséricorde et les bénédictions d'Allah soient sur les membres.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier l'Émir de l'État du Qatar de l'allocution qu'il vient de prononcer.

S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Matamela Cyril Ramaphosa, Président de la République sud-africaine

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République sud-africaine.

M. Matamela Cyril Ramaphosa, Président de la République sud-africaine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Matamela Cyril Ramaphosa, Président de la République sud-africaine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Ramaphosa (*parle en anglais*) : Il y a 78 ans, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les nations du monde ont pris l'engagement solennel de préserver les générations futures de l'horreur et des souffrances de la guerre. Par l'intermédiaire de la Charte des Nations Unies, ces nations ont accepté le mandat commun de favoriser la paix, de promouvoir les droits fondamentaux de l'homme, de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie pour tous.

Pourtant, alors que nous sommes réunis ici, une grande partie de l'humanité est confrontée à la guerre et aux conflits, au manque et à la faim, à la maladie, ainsi qu'aux catastrophes écologiques et à la détérioration de l'environnement. La solidarité et la confiance entre les États s'érodent. Les inégalités, la pauvreté et le chômage s'aggravent dans de nombreux pays du monde. Dans ces conditions, et au lendemain d'une pandémie mondiale dévastatrice, la perspective d'atteindre les objectifs de développement durable semble de plus en plus lointaine. À l'heure où tous les efforts des êtres humains doivent être axés sur la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notre attention et notre énergie sont une fois de plus détournées par le fléau de la guerre. Mais ces malheurs, ces divisions et ces problèmes apparemment insolubles peuvent et doivent être surmontés.

Au fil des millénaires, l'espèce humaine a fait preuve d'une immense capacité de résilience, et s'est montrée capable de régler les problèmes, de s'adapter, d'innover et de faire preuve de compassion et de solidarité. Aujourd'hui, nous sommes tous appelés à réaffirmer ces qualités essentielles, qui définissent notre humanité commune. Ces qualités doivent être évidentes dans la manière dont nous œuvrons ensemble en tant que communauté mondiale et en tant que nations du monde pour mettre fin aux guerres et aux conflits.

L'Afrique du Sud a toujours préconisé le dialogue, la négociation et la diplomatie pour prévenir et faire cesser les conflits et parvenir à une paix durable. En tant que pays, elle s'est engagée à promouvoir les droits humains, la dignité humaine, la justice, la démocratie et le respect du droit international.

Forts de l'expérience de notre parcours, nous sommes conscients, nous qui sommes passés du système ignoble de l'apartheid, qualifié de crime contre l'humanité par l'Organisation elle-même, à la démocratie, de l'importance d'associer toutes les parties à un conflit à la recherche de solutions pacifiques, justes et durables.

Ce sont ces principes qui guident la participation de l'Afrique du Sud à l'Initiative de paix africaine, qui vise à régler pacifiquement le conflit entre la Russie et l'Ukraine.

Dans ce conflit, comme dans tous les conflits, nous avons insisté sur le fait que le principe de respect de l'intégrité territoriale de chaque pays, énoncé dans la Charte des Nations Unies, devait être respecté. Notre participation à l'Initiative de paix africaine, appuyée par sept pays du continent africain, est inspirée par la volonté de voir cesser les souffrances des personnes les plus directement touchées par le conflit, ainsi que des millions de personnes sur notre continent et dans le monde qui, en raison du conflit, sont désormais menacées par une aggravation de la faim et des privations.

Lorsqu'en tant que dirigeants africains, nous avons dialogué avec les parties au conflit, l'une des questions que nous avons soulevées était qu'il fallait des mesures susceptibles d'instaurer un climat de confiance en vue du règlement du conflit. À cet égard, nous avons notamment indiqué que le retour des enfants qui ont été déplacés d'Ukraine devait être garanti. Nous avons également déclaré qu'il devait y avoir un échange de prisonniers de guerre entre les deux pays. Je viens de rencontrer le Président Zelenskyy, qui m'a dit que certains de nos efforts portaient leurs fruits, puisque les enfants étaient en train d'être rendus et que des prisonniers étaient également en train d'être échangés. Mais nous avons également ajouté dit qu'il fallait que cela se produise à un rythme beaucoup plus rapide.

En tant que communauté internationale, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour permettre un dialogue constructif, tout comme nous devons nous abstenir de toute action qui alimente le conflit. Tandis que nous sommes confrontés à d'autres conflits dans plusieurs régions du monde, y compris sur notre continent, l'Afrique, nous devons investir dans la prévention et la consolidation de la paix. Nous souscrivons à l'appel lancé aux États Membres par le Secrétaire général dans le Nouvel Agenda pour la paix pour qu'ils fournissent un financement plus durable et plus prévisible aux activités de consolidation de la paix.

En tant que communauté mondiale, nous devons être préoccupés par les récents cas de changements anticonstitutionnels de gouvernement dans certaines régions d'Afrique. La communauté internationale doit travailler aux côtés de l'Union africaine pour appuyer les efforts de paix en République démocratique du Congo, en Libye, au Soudan, en Somalie, au Mali, en République centrafricaine, au Soudan du Sud, dans le nord du Mozambique, dans la région des Grands Lacs, au Sahel, au Niger et dans la Corne de l'Afrique.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a déclaré qu'il se tenait prêt à approfondir sa coopération avec le Conseil de sécurité de l'ONU pour faire taire les armes sur le continent africain et parvenir à la paix, à la stabilité et au développement.

Nous devons rester fidèles aux principes fondateurs de l'ONU en reconnaissant le droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

Nous devons œuvrer à la paix au Moyen-Orient. Tant que la terre des Palestiniens restera occupée, tant que leurs droits seront ignorés et leur dignité bafouée, cette paix restera insaisissable. Les agissements du Gouvernement israélien menacent la possibilité d'une solution viable à deux États. Les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies en ce qui concerne l'intégrité territoriale et l'interdiction de l'annexion de territoire au moyen du recours à la force doivent également être appliqués dans cette situation.

L'Afrique du Sud continue d'appeler à la levée de l'embargo économique imposé à Cuba il y a 60 ans, qui a causé des dommages incalculables à l'économie du pays et au peuple cubain.

Les sanctions en vigueur contre le Zimbabwe, pays voisin de l'Afrique du Sud, doivent également être levées, car elles infligent une souffrance indicible aux Zimbabwéens ordinaires, mais elles ont également des conséquences néfastes collatérales sur les pays voisins, tels que mon pays, l'Afrique du Sud.

Alors que de nombreuses personnes dans le monde sont confrontées à la faim et au dénuement, les qualités humaines essentielles que sont la coopération et la solidarité doivent être évidentes dans les mesures que nous prenons pour combler le fossé entre riches et pauvres. Nous devons mobiliser la volonté et la détermination nécessaires pour relancer la dynamique vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cela signifie que nous devons remédier aux problèmes fondamentaux en matière de développement qui caractérisent depuis longtemps notre monde inégalitaire.

Pour remédier aux problèmes de développement auxquels sont confrontées de nombreuses personnes dans le monde, nous devons nous concentrer sur des investissements ciblés, le transfert de technologies et l'appui au renforcement des capacités, en particulier dans des domaines clefs tels que le soutien à l'industrialisation et la construction d'infrastructures, mais aussi en garantissant des investissements dans l'agriculture ainsi que dans les domaines de l'eau, de l'énergie, de l'éducation et de la santé.

Cela nécessite également la mise en place d'un appui financier prévisible et durable, y compris des politiques commerciales favorables, de la part de la communauté internationale. Nous appelons nos partenaires des pays les plus riches à respecter les engagements financiers qu'ils ont pris. Nous, pays du Sud, sommes très préoccupés par le fait que les pays plus riches du monde du Nord n'ont pas tenu l'engagement qu'ils avaient pris de fournir 100 milliards de dollars par an aux économies en développement pour leur permettre de lutter contre les changements climatiques. Cela doit changer et l'argent doit être mis à disposition dans l'intérêt du développement.

Nous appuyons les propositions présentées dans le plan de relance des objectifs de développement durable du Secrétaire général. Nous soutenons en particulier l'appel à s'attaquer aux problèmes de la dette et du surendettement, qui pèsent sur de nombreux pays, en particulier dans le monde du Sud. Nous appuyons l'appel à accroître nettement les financements à long terme abordables en mobilisant 500 milliards de dollars par an et à octroyer plus largement des financements pour imprévus aux pays dans le besoin.

Le fait que nous puissions dépenser des sommes aussi considérables pour faire la guerre – en réalité des milliers de milliards de dollars sont consacrés à la guerre – remet gravement en question la communauté internationale, alors que nous ne parvenons pas à appuyer les mesures qui doivent être prises pour répondre aux besoins les plus élémentaires de milliards de personnes dans le monde, notamment en luttant contre la faim et en promouvant la santé, en autonomisant les femmes et en garantissant le développement des pays vulnérables.

La réalisation des objectifs de développement durable dépend fondamentalement de l'autonomisation des femmes dans tous les domaines de la vie. Le progrès socioéconomique ne sera possible que si nous mettons fin à la discrimination fondée sur le genre. Nous devons veiller à ce que les femmes bénéficient d'un accès égal aux soins de santé, à l'éducation et aux perspectives économiques. Nous devons accorder une attention particulière à la fourniture de services de santé adéquats à chaque femme, à chaque enfant et à chaque adolescent. Ce faisant, nous améliorerons fondamentalement la santé et le bien-être de tout le monde.

L'autonomisation des femmes doit être au cœur des mesures que nous prenons aujourd'hui en vue de réaliser le Programme 2030. Les femmes du monde entier ont besoin d'être autonomisées. Elles ont le droit de l'être. Elles ont également le droit de participer sur un pied d'égalité avec les hommes aux structures décisionnelles de toutes les institutions du monde. Je suis fier qu'en Afrique du Sud, 50 % des membres du Gouvernement soient des femmes. Aujourd'hui, je suis accompagné d'une délégation entièrement composée de femmes à la présente session de l'Assemblée générale. Nous devrions tous nous interroger sur le fait que la majorité des personnes assises dans cette salle sont des hommes. La question que nous devons nous poser est la suivante : où sont les femmes du monde ? Les femmes du monde ont le droit d'être ici pour représenter les opinions des femmes du monde entier.

Les qualités humaines essentielles d'innovation et d'adaptation doivent s'illustrer par les mesures que nous prenons pour prévenir la destruction de notre planète. L'Afrique se réchauffe plus rapidement que le reste du monde. On nous dit que sur les 20 régions particulièrement touchées par les changements climatiques dans le monde, 17 se trouvent en Afrique. L'Afrique est la moins responsable des dommages causés au climat, et c'est pourtant elle qui porte le plus lourd fardeau. Des siècles après la fin de la traite des esclaves, des décennies après la fin de l'exploitation coloniale des ressources de l'Afrique, les populations de notre continent font à nouveau les frais de l'industrialisation du Nord et du développement des pays riches du monde. C'est un prix que les populations d'Afrique ne sont plus prêtes à payer. De nombreux pays du Nord considèrent que les ressources minérales qui se trouvent dans le sous-sol africain leur appartiennent. Les richesses de l'Afrique appartiennent aux Africains. La richesse minérale située dans le sous-sol de l'Afrique doit revenir aux Africains.

Nous exhortons les dirigeants du monde entier à accélérer la décarbonisation au niveau mondial, tout en œuvrant en faveur de l'égalité et d'une prospérité partagée. Nous devons faire progresser les trois piliers de l'Accord de Paris, à savoir l'atténuation, l'adaptation et le soutien, avec la même ambition et le même sentiment d'urgence. Les pays africains, ainsi que d'autres pays en développement, ont besoin d'un soutien financier accru à la fois pour mettre en œuvre le Programme 2030 et pour atteindre, de manière globale et intégrée, leurs objectifs relatifs aux changements climatiques. Nous devons rendre opérationnel le fonds pour les pertes et les préjudices en faveur des pays vulnérables durement touchés par les catastrophes climatiques, comme convenu à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

L'Afrique s'attelle à relever ce défi. Elle est déterminée à déployer des technologies vertes intelligentes, numériques et efficientes pour accroître la production

industrielle, augmenter les rendements agricoles, stimuler la croissance et créer des emplois durables pour les peuples d'Afrique.

En tant que communauté mondiale, nous devons veiller à ce que les institutions qui gèrent la conduite des relations internationales incarnent les qualités essentielles qui définissent notre humanité. Nous avons besoin d'institutions inclusives, représentatives et démocratiques, qui défendent les intérêts de toutes les nations. Nous avons besoin d'un engagement renouvelé en faveur du multilatéralisme, fondé sur des règles claires et reposant sur des institutions efficaces.

Le moment est venu de procéder à la réforme du Conseil de sécurité, de donner un sens au principe de l'égalité souveraine des nations et de donner au Conseil les moyens de faire face plus efficacement aux réalités géopolitiques actuelles. Nous nous réjouissons que la Position commune africaine sur la réforme du Conseil de sécurité bénéficie d'un soutien de plus en plus large. Ce processus doit évoluer vers des négociations fondées sur un texte, ce qui offrirait aux États Membres la possibilité de rapprocher leurs positions. À l'occasion du sommet du groupe constitué par le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, qui s'est tenu récemment à Johannesburg, les participants ont aussi réaffirmé que le Conseil de sécurité devait être réformé et que les nations qui n'y sont pas représentées devaient l'être également.

Nous devons faire en sorte que la voix du continent africain et des pays du Sud soit amplifiée à l'ONU et dans le système multilatéral au sens large. Tous les peuples représentés ici, à l'ONU, trouvent leur origine en Afrique. C'est en Afrique qu'ils ont développé les outils et les capacités qui leur ont permis de se répandre dans le monde et de réaliser des prouesses remarquables en matière de développement et de progrès. Tout cela grâce aux compétences et aux talents issus du continent africain.

Malgré son histoire, malgré les séquelles de l'exploitation, du colonialisme et de l'asservissement, malgré le défi permanent que représentent les conflits et l'instabilité, l'Afrique est déterminée et prête à retrouver sa place en tant que centre du progrès humain. L'ère du développement de l'Afrique est arrivée.

Grâce à la Zone de libre-échange continentale africaine, au titre de laquelle une zone d'échanges plus étendue et homogène a été créée et l'interconnectivité a été accélérée, les pays africains mobilisent leurs ressources et leurs moyens collectifs pour parvenir à une prospérité commune. Par ce traité, les pays africains jettent les fondements qui leur permettront d'accroître considérablement leurs échanges commerciaux, d'accélérer le développement de leurs infrastructures, de favoriser l'intégration régionale et d'assurer une industrialisation durable.

En tant que communauté mondiale, nous avons les moyens et le désir d'affronter et de surmonter les énormes difficultés auxquelles l'humanité est confrontée aujourd'hui. En tant que nations réunies ici à l'Assemblée générale, montrons que nous avons la volonté et la détermination de garantir un avenir pacifique, prospère et durable pour notre monde et, plus important encore, pour les générations futures qui nous suivront, et ce, sans laisser personne de côté. Tel est le devoir qui nous incombe à tous et à toutes aujourd'hui.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République sud-africaine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Matamela Cyril Ramaphosa, Président de la République sud-africaine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Serdar Berdimuhamedov, Président du Turkménistan

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Turkménistan.

M. Serdar Berdimuhamedov, Président du Turkménistan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Serdar Berdimuhamedov, Président du Turkménistan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Berdimuhamedov (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter les chefs et les membres des délégations, ainsi que les autres participants, de l'ouverture de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, et je leur souhaite une session fructueuse. Je tiens également à féliciter M. Dennis Francis de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session.

Aujourd'hui, une responsabilité importante doit unir tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Chacun d'entre eux doit avoir, et a, les moyens de contribuer

largement à l'accomplissement des tâches qui incombent à l'ONU. Le monde d'aujourd'hui est en proie à de très graves difficultés pour diverses raisons. Malgré leurs différences en apparence, toutes ces difficultés influencent plus ou moins le cours des relations interétatiques et ont souvent une incidence négative sur l'exécution des plans et des programmes adoptés dans le cadre des priorités de la communauté internationale. Cela risque en retour d'affaiblir le fondement même de la sécurité mondiale en tant que principe des Nations Unies, une situation qui ne devrait pas être tolérée.

C'est pourquoi, depuis plusieurs années, le Turkménistan défend avec fermeté et détermination le principe de l'unité et de l'intégrité de la sécurité. Nous sommes convaincus que la sécurité militaire et politique ne doit pas être envisagée séparément de la sécurité économique, écologique, énergétique, alimentaire et biologique, ainsi que de celle des transports et de l'information. Aucun des domaines que je viens de mentionner ne doit passer au second plan ou être considéré comme sans importance, et les solutions qui s'imposent dans ces domaines ne doivent pas être remises à plus tard.

Je pense que le principal défi que l'ONU doit relever est de proposer une approche globale du problème de la sécurité, de tirer parti, dans un esprit constructif, de l'expérience, des compétences, des idées et des initiatives des États Membres, et au lieu des gains à court terme, de privilégier la réalisation d'objectifs véritablement essentiels qui garantiront une paix, une sécurité et un développement durables à long terme. Cet objectif ne peut être atteint que collectivement et sous l'égide de l'ONU.

Dans le contexte des débats sur le rôle de l'ONU dans le monde actuel et des propositions visant à la réformer, il est indéniable que rien ne peut remplacer l'Organisation des Nations Unies. Dès sa création, l'ONU s'est imposée comme la seule organisation universelle et légitime chargée de maintenir la paix, d'assurer une sécurité globale et mondiale, et de garantir la stabilité de l'architecture moderne des relations internationales. Telle est la position de principe du Turkménistan.

C'est pourquoi nous devons exploiter de manière cohérente et persistante le potentiel de l'Organisation mondiale, ses outils politiques et diplomatiques et son autorité morale, afin de procéder à une évaluation équilibrée et non idéologique des événements et des tendances actuels, de surmonter la méfiance et les tensions conflictuelles qui caractérisent la politique mondiale, et d'essayer de trouver des possibilités de compromis et de prendre en compte les intérêts mutuels. Cela n'est possible que dans le cadre d'un dialogue ouvert et sincère sous les auspices de l'ONU. Nous sommes conscients qu'il ne sera pas facile de parvenir à ce type de dialogue, mais il est nécessaire.

À cet égard, le Turkménistan propose d'entamer un débat sur les possibilités d'élaborer une stratégie de sécurité mondiale fondée sur les principes consacrés par la Charte des Nations Unies et les normes universelles du droit international, en tenant compte des réalités et des tendances actuelles du développement mondial. Nous estimons que cette stratégie doit intégrer l'existence des nouveaux facteurs de risque qui sont apparus récemment, en plus des facteurs traditionnels. Nous considérons également qu'il est nécessaire d'y inclure un certain nombre de domaines d'action de l'ONU, en particulier la diplomatie préventive en tant qu'outil pour prévenir et désamorcer les conflits, l'utilisation du potentiel de la neutralité pour le règlement pacifique, politique et diplomatique des différends et des controverses, et le rétablissement d'une structure de dialogue basée sur la confiance, en s'appuyant sur les décisions de l'Assemblée générale déclarant 2021 l'Année internationale de la paix et de la confiance et 2023 l'Année internationale du dialogue comme gage de paix. La situation actuelle confirme la pertinence de ces résolutions.

Afin de parvenir à une sécurité mondiale et globale, le Turkménistan fonde sa position sur la nécessité de donner un contexte régional fort aux travaux de l'ONU. Nous pensons qu'une telle approche doit apporter la spécificité nécessaire à notre action commune et accroître sa fonctionnalité et son efficacité.

Je suis convaincu que le moment est venu de lancer un dialogue inclusif, global et systémique entre l'Asie centrale et l'ONU. Le Turkménistan invite respectueusement ses partenaires à se joindre à son initiative. À cet égard, notre pays a pris l'initiative de créer la structure de la Conférence sur la sécurité en Asie centrale et dans les régions limitrophes sous les auspices de l'ONU. Cette conférence a pour objectif de formuler des approches et des décisions permettant d'aligner et de synchroniser les efforts déployés par les États d'Asie centrale et la communauté mondiale, les organisations internationales et les institutions financières et économiques pour assurer un développement stable et sans conflit dans la région. Nous sommes prêts à accueillir la première conférence à Achgabat en 2024.

Le Turkménistan considère que le règlement des problèmes climatiques et écologiques urgents doit faire partie des principaux domaines d'activité de l'ONU dans les années à venir. Parmi eux, nous insistons sur les questions liées au Pacte mondial sur le méthane.

Je précise que notre pays a adopté plusieurs programmes nationaux pertinents à la suite de son adhésion à l'Accord de Paris sur les changements climatiques en 2017. Des activités sont menées à l'échelle nationale pour réduire et éliminer les effets négatifs des émissions de méthane dans l'atmosphère. Il s'agit avant tout d'opérer une transition progressive vers l'introduction et l'utilisation de technologies modernes, écologiques et économes en ressources, principalement dans les domaines de l'énergie, de l'industrie et des transports.

Dans le même temps, nous saluons les efforts déployés par la communauté internationale pour concrétiser le Pacte mondial sur le méthane. Bien entendu, nous comptons sur une coopération de fond et une assistance ciblée de la part des institutions spécialisées des Nations Unies, des États Membres de l'Organisation et d'autres partenaires intéressés. Dans ce contexte, nous avons récemment adopté une feuille de route pour le développement de la coopération internationale visant à examiner l'adhésion du Turkménistan au Pacte mondial sur le méthane. Nous enverrons bientôt ce document au Secrétariat.

Dans l'ensemble, je pense que le moment est venu pour l'ONU d'accorder une plus grande attention aux questions écologiques en Asie centrale, de rattraper certains retards dans leur traitement et de commencer à prendre des mesures ciblées et spécifiques pour établir une stratégie écologique cohérente de l'ONU concernant cette région de près de 80 millions d'habitants, qui couvre de vastes étendues, est dotée de ressources naturelles et d'une biodiversité uniques au monde, et est située dans une zone présentant de graves risques écologiques.

En tant qu'étape importante dans l'adoption d'une approche stratégique des enjeux écologiques en Asie centrale, le Turkménistan propose la création d'une institution spécialisée, le centre régional pour les technologies liées aux changements climatiques en Asie centrale, qui travaillera de manière concrète et systématique sur le thème du climat. Nous sommes prêts à mettre en place les conditions organisationnelles et techniques pour le fonctionnement de ce centre dans la capitale du Turkménistan, Achgabat.

La région de l'Asie centrale jouxte la mer Caspienne. Tout le monde connaît l'importance de ce lac, avec son système naturel unique au monde, dans le contexte des priorités écologiques mondiales. La coopération active et respectueuse des pays côtiers sur le long terme a permis d'élaborer les principes clefs d'une politique relative à la mer Caspienne, notamment la Convention sur le statut de la mer Caspienne. L'été dernier, lors du sixième Sommet de la mer Caspienne, qui s'est tenu au Turkménistan, tous les participants ont affirmé avec force leur volonté de coopérer étroitement sur les questions écologiques. Je pense que c'est une bonne occasion d'entamer une interaction étendue et systémique entre les pays côtiers et l'ONU.

À cet égard, le Turkménistan propose la création de l'initiative écologique de la mer Caspienne, qui vise à devenir une plateforme de coopération constructive et professionnelle sur un large éventail de questions liées à la protection de l'environnement de la mer Caspienne, à la préservation de ses ressources biologiques et au règlement de plusieurs problèmes écologiques urgents. Nous pensons que la réalisation de cette initiative doit se faire en étroite collaboration avec l'ONU et ses organismes et institutions.

En tant qu'État Membre responsable de l'ONU, le Turkménistan formule et met en œuvre clairement ses propres approches et actions en définissant les priorités qui apporteront une contribution concrète au service d'objectifs mondiaux, facilitant leur réalisation rapide. Parmi ces priorités, nous soulignons la réalisation des objectifs de développement durable dans le domaine des transports.

Comme le savent les États Membres, le Turkménistan est à l'origine de la création de plateformes internationales efficaces dans ce domaine important. Je voudrais mentionner la toute première Conférence mondiale sur les transports durables, qui s'est tenue avec succès à Achgabat en 2016, ainsi que la Réunion ministérielle des pays en développement sans littoral sur le commerce et le transport, qui a été organisée l'été dernier au Turkménistan, en coopération avec l'ONU.

Nous sommes fiers que le travail utile du Turkménistan ait permis l'adoption par l'Assemblée générale, ces dernières années, de six résolutions sur les transports, à l'initiative de notre pays. La plus récente, la résolution 77/286, intitulée « Journée mondiale des transports durables », a été adoptée en mai. Nous remercions tous les États Membres de leur soutien au document.

À cet égard, dans le droit fil de cette résolution, le Turkménistan propose de convoquer, à la présente session, une réunion de haut niveau à l'occasion de la Journée mondiale des transports durables. Nous espérons que les organismes compétents des Nations Unies nous apporteront leur concours pour l'organisation de cette manifestation à New York.

L'un des grands aspects de l'action menée par le Turkménistan en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable consiste à faire en sorte que l'ONU

reçoive toute l'aide possible pour remédier aux problèmes liés à l'alimentation. La maladie à coronavirus (COVID-19), parallèlement à d'autres facteurs défavorables, a mis en évidence la faiblesse des pays où la question n'est pas réglée et où la population n'est pas correctement nourrie. Il faut de l'unité, de l'intégrité et de la détermination face aux difficultés d'accès aux ressources alimentaires pour les pays et les régions vulnérables. La garantie d'une bonne nutrition fait partie intégrante des droits humains et constitue un élément essentiel de la santé et d'un développement physique normal, en particulier pour les enfants. Il est évident que cela requiert des décisions novatrices et de nouvelles approches qui permettent de surmonter les obstacles politique, idéologiques et transversaux.

En conséquence, le Turkménistan propose la convocation d'un grand forum international sur la sécurité alimentaire, en coopération avec le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la Santé et l'UNICEF, sous les auspices de l'ONU. Nous sommes disposés à créer les conditions nécessaires à la tenue d'une telle manifestation dans la capitale du Turkménistan dans les délais convenus.

L'an prochain, au Turkménistan et bien au-delà de sa frontière, y compris à l'ONU, nous célébrerons le tricentenaire de la naissance d'un fils éminent de la nation turkmène, le poète, philosophe et homme public Magtymguly Pyragy. L'humanité tout entière honore sa mémoire et rend un hommage mérité à ce grand humanitaire, qui a hautement contribué non seulement à la littérature mondiale mais aussi au développement de la civilisation orientale et plus largement du monde. Qu'il me soit permis de conclure par un extrait du poème de Magtymguly intitulé « Humanité », dans lequel il s'adresse à ses contemporains et aux générations qui suivront en ces termes célébrant la vie : « Endormi ou éveillé, il aura toujours à l'esprit le travail que l'humanité aura choisi ».

Que la fidélité aux pensées créatives et aux idéaux de paix, de justice et de progrès serve de guide principal et clair à notre travail commun.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Turkménistan de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Serdar Berdimuhamedov, Président du Turkménistan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le Président assume de nouveau la présidence.

Allocution de M. Volodymyr Zelenskyy, Président de l'Ukraine

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de l'Ukraine.

M. Volodymyr Zelenskyy, Président de l'Ukraine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Volodymyr Zelenskyy, Président de l'Ukraine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Zelenskyy (*parle en anglais*) : Je salue tous ceux qui défendent les efforts communs. Je promets qu'en étant vraiment unis, nous pouvons garantir une paix équitable pour toutes les nations. Qui plus est, l'unité peut empêcher les guerres.

Cette salle a connu maintes guerres mais pas dans une défense active contre les agressions. Dans bien des cas, la peur de la guerre, de la guerre finale, la guerre après laquelle il n'y aurait plus personne pour se réunir dans la salle de l'Assemblée générale, a été la plus forte ici. La troisième guerre mondiale était vue comme une guerre nucléaire, un conflit entre États lancés dans une course folle vers la détonation atomique. Les autres guerres semblaient moins effrayantes en comparaison avec le risque de voir les prétendues grandes puissances employer leurs stocks nucléaires. Le XXe siècle nous a donc appris à nous abstenir du recours aux armes de destruction massive : ne pas les utiliser, ne pas les faire proliférer, ne pas en agiter la menace et ne pas les mettre à l'essai, mais promouvoir un désarmement nucléaire complet. Franchement, c'est une bonne stratégie. Il ne faut toutefois pas que ce soit la seule pour protéger le monde d'une guerre finale.

L'Ukraine a abandonné son arsenal nucléaire, qui était le troisième plus important au monde. Le monde a alors décidé que la tutelle de cette puissance reviendrait à la Russie. Pourtant, l'histoire a montré que c'est la Russie qui méritait le plus le désarmement nucléaire, dans les années 1990 ; et la Russie le mérite aujourd'hui. Les terroristes n'ont aucun droit de détenir des armes nucléaires. Aucun droit.

Cependant, les armes nucléaires ne sont vraiment pas ce qu'il y a de plus effrayant à l'heure actuelle. Tandis qu'elles restent à leur place, la destruction massive gagne du terrain. L'agresseur transforme en armes beaucoup d'autres choses, et ces choses ne sont pas utilisées

seulement contre notre pays, mais aussi contre toutes les nations ici représentées. Il existe de nombreuses conventions qui restreignent les armes, mais rien qui restreigne vraiment l'instrumentalisation à des fins militaires.

Prenons l'exemple des produits alimentaires. Depuis le début de la guerre à grande échelle, les ports ukrainiens de la mer Noire et de la mer d'Azov sont bloqués par la Russie. Jusqu'ici, nos ports situés sur le Danube sont toujours la cible de missiles et de drones. La tentative de la Russie de se servir de la pénurie alimentaire sur le marché mondial en échange de la reconnaissance d'une partie, sinon de la totalité, des territoires capturés est manifeste. La Russie utilise les prix alimentaires comme arme. Cela a des répercussions de la côte atlantique de l'Afrique à l'Asie du Sud-Est. Telle est l'ampleur de la menace.

Je tiens à remercier les dirigeants qui ont appuyé l'Initiative de la mer Noire et notre programme « Grain from Ukraine ». Unis, nous avons retransformé des armes en nourriture. Plus de 45 nations ont pu constater combien il importait de veiller à ce que les produits alimentaires ukrainiens soient disponibles sur le marché, de l'Algérie à l'Espagne en passant par l'Indonésie et la Chine.

Même à présent que la Russie a fait dérailler l'Initiative de la mer Noire, nous œuvrons en faveur de la stabilité alimentaire. J'espère que les États Membres seront nombreux à nous rejoindre dans ces efforts. Nous avons ouvert un couloir provisoire d'exportation maritime depuis nos ports, et nous travaillons dur pour préserver les itinéraires terrestres à l'usage des exportations de céréales. Il est alarmant de voir certains de nos amis européens jouent la solidarité sur la scène politique, en faisant du suspense autour des céréales. Ils peuvent sembler jouer leur propre rôle, mais ils contribuent en fait à préparer le terrain pour un acteur moscovite.

À titre de deuxième exemple, on peut citer l'instrumentalisation de l'énergie. Le monde a souvent vu la Russie utiliser l'énergie comme une arme. Le Kremlin s'est servi du pétrole et du gaz comme armes pour affaiblir les dirigeants d'autres pays lorsqu'ils venaient sur la place Rouge. La menace est encore plus grande aujourd'hui. La Russie instrumentalise l'énergie nucléaire. Non seulement elle diffuse ses technologies de construction de centrales nucléaires peu fiables, mais elle transforme également les centrales d'autres pays en véritables bombes sales. Il suffit de regarder ce que la Russie a fait à la centrale électrique de Zaporizhzhia. Elle l'a bombardée et occupée, et elle fait aujourd'hui chanter les autres pays avec des fuites de radiations. Est-il judicieux de réduire les armes nucléaires alors que la Russie militarise les centrales nucléaires ? C'est une question qui fait peur. L'architecture de sécurité mondiale n'offre aucune réponse ni protection contre une menace radiologique aussi perfide, et des comptes n'ont jusqu'à présent pas été demandés aux maîtres-chanteurs.

Mon troisième exemple concerne les enfants. Malheureusement, divers groupes terroristes enlèvent des enfants pour faire pression sur leurs familles et leurs sociétés. Mais jamais auparavant les déportations et les enlèvements massifs n'avaient fait partie d'une politique gouvernementale – jusqu'à aujourd'hui. Nous connaissons les noms de dizaines de milliers d'enfants, et nous avons des preuves concernant des centaines de milliers d'autres, qui ont été enlevés par la Russie dans les territoires occupés de l'Ukraine et déportés par la suite. La Cour pénale internationale a émis un mandat d'arrêt contre Poutine pour ce crime. Nous essayons de rapatrier ces enfants, mais le temps presse. Que va-t-il advenir d'eux ? En Russie, ces enfants apprennent à haïr l'Ukraine, et tous les liens avec leurs familles sont rompus. Il s'agit clairement d'un génocide.

Lorsque la haine est utilisée comme arme contre une nation, elle ne s'arrête jamais là. Chaque décennie, la Russie entame une nouvelle guerre. Certaines parties de la République de Moldova et de la Géorgie sont toujours occupées. La Russie a transformé la Syrie en un champ de ruines et, sans son intervention, aucune arme chimique n'aurait été utilisée dans ce pays. La Russie a pratiquement englouti le Bélarus. Elle menace clairement le Kazakhstan et les États baltes. L'objectif de la guerre déclenchée contre l'Ukraine est de transformer notre terre, notre peuple, nos vies et nos ressources en armes contre les personnes ici présentes et l'ordre international fondé sur des règles. Nombre de sièges dans la salle de l'Assemblée générale pourraient devenir vacants si la Russie menait à bien ses actes de traîtrise et d'agression.

L'agresseur sème la mort et la ruine, même sans recourir aux armes nucléaires, mais les résultats sont similaires. Des villes et des villages ukrainiens ont été détruits par l'artillerie russe, entièrement rasés. Nous assistons à une guerre de drones. Nous connaissons les effets possibles de la propagation de la guerre dans le cyberespace. L'intelligence artificielle pourrait être entraînée à combattre avant même d'apprendre à aider l'humanité. Dieu merci, les êtres humains n'ont pas encore appris à utiliser le climat comme arme. Si l'humanité ne parvient pas à atteindre les objectifs de sa politique climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes continueront d'avoir des répercussions sur le quotidien des populations

du monde entier, et certains États malveillants exploiteront ces effets à des fins militaires. Lorsque les habitants des rues de New York et d'autres villes du monde ont manifesté contre les changements climatiques, nous les avons tous vus. Lorsque des personnes au Maroc, en Libye et dans d'autres pays meurent à la suite de catastrophes naturelles, lorsque des îles et des pays disparaissent sous les eaux, lorsque des tornades et des déserts s'étendent à de nouvelles régions, pendant que tout cela se produit, une catastrophe non naturelle à Moscou a décidé de lancer une guerre de grande ampleur et de tuer des dizaines de milliers de personnes. Nous devons y mettre un terme.

Nous devons agir à l'unisson pour vaincre l'agresseur et consacrer toutes nos capacités et notre énergie au relèvement de ces défis. Tout comme les armes nucléaires sont limitées, l'agresseur et tous ses instruments et méthodes de guerre doivent être maîtrisés. Chaque guerre peut aujourd'hui être la dernière, mais il faut que nous soyons unis pour nous assurer que ce type d'agression ne se reproduira pas. Il ne s'agit pas d'un dialogue entre les soi-disant grandes puissances quelque part derrière des portes closes, mais plutôt d'un travail ouvert de toutes les nations en faveur de la paix, qui peut nous garantir à tous une nouvelle ère exempte de guerres.

L'année dernière (voir A/77/PV.7, annexe I), j'ai présenté à l'Assemblée générale les grandes lignes de la formule ukrainienne pour la paix. Plus tard, en Indonésie, je l'ai présentée dans son intégralité. Au cours de l'année écoulée, cette formule pour la paix est devenue la base de la mise à jour de l'architecture de sécurité existante. Nous pouvons maintenant redonner vie à la Charte des Nations Unies et garantir la pleine puissance de l'ordre mondial fondé sur des règles. Je présenterai demain en détail cette formule durant une séance spéciale du Conseil de sécurité.

L'essentiel est qu'il ne s'agit pas seulement de l'Ukraine. Plus de 140 États et organisations internationales ont appuyé tout ou partie de la formule ukrainienne pour la paix. La formule ukrainienne pour la paix devient mondiale. Ses dispositions offrent des solutions et des mesures qui mettront fin à toutes les formes d'instrumentalisation auxquelles la Russie a eu recours contre l'Ukraine et d'autres pays et qui pourraient être utilisées par d'autres agresseurs. Pour la première fois dans l'histoire moderne, nous avons une chance réelle de mettre fin à l'agression dans les conditions fixées par la nation attaquée. C'est une chance réelle pour chaque nation de s'assurer que l'agression contre son État, si elle se produit, Dieu nous en préserve, prendra fin non pas parce que son territoire sera divisé et qu'elle sera contrainte de se soumettre à des pressions militaires ou politiques, mais parce que son territoire et sa souveraineté seront pleinement rétablis.

Nous avons lancé une formule de réunions entre les conseillers pour la sécurité nationale et les représentants diplomatiques. D'importantes discussions et consultations ont eu lieu à Hiroshima, à Copenhague et à Djedda sur la mise en œuvre de la formule pour la paix, et nous préparons un sommet mondial pour la paix. J'invite tous les participants qui ne tolèrent aucune agression à s'associer aux préparatifs du sommet.

Je suis conscient des tentatives de tractations en coulisses. Nul ne peut faire confiance au diable. Il n'y a qu'à demander à Prigozhin si l'on peut se fier aux promesses faites par Poutine. Je prie les États Membres de bien vouloir m'écouter. Laissons l'unité décider ouvertement de tout.

Alors que la Russie pousse le monde vers une guerre finale, l'Ukraine fait tout pour faire en sorte qu'après l'agression russe, plus personne dans le monde n'ose attaquer une nation. La militarisation doit être limitée, les crimes de guerre doivent être punis, les personnes déportées doivent rentrer chez elles, et l'occupant doit retourner sur sa propre terre. Nous devons être unis pour y parvenir, et nous le ferons. *Slava Ukraini*.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de l'Ukraine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Volodymyr Zelenskyy, Président de l'Ukraine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Alejandro Giammattei Falla, Président de la République du Guatemala

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Guatemala.

M. Alejandro Giammattei Falla, Président de la République du Guatemala, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Alejandro Giammattei Falla, Président de la République du Guatemala, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Giammattei Falla (*parle en espagnol*) : Je voudrais rendre hommage au travail accompli par le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session et féliciter le Président de l'Assemblée

à la présente session, M. Dennis Francis, en saluant le thème adopté pour celle-ci, sur la nécessité de rétablir la confiance entre les nations et de lutter contre les menaces qui pèsent sur la paix, la prospérité et le progrès des peuples des Nations Unies.

Nous vivons aujourd'hui une époque sans précédent. Depuis plus d'un an et demi, nous assistons avec horreur à la guerre lancée contre l'Ukraine par la Fédération de Russie, qui viole les principes les plus élémentaires sur lesquels l'ordre international a été fondé après la Seconde Guerre mondiale. Les délégations savent que le pire, c'est que nous semblons nous y être habitués. Nous nous sommes accoutumés aux violations flagrantes des droits humains en Ukraine, à la guerre et à la mort. Pire encore, au lieu d'y faire face, nous avons pris l'habitude de détourner le regard lorsque nous sommes devant une triste et dure réalité que nous tentons d'ignorer. Cela a fait naître la méfiance entre les êtres humains et a conduit à l'inégalité entre les nations et au non-respect des accords de paix. Dans de telles conditions, la prospérité et le progrès de l'humanité s'avèrent impossibles.

Aujourd'hui, ici, devant tous, je déclare que l'Organisation n'est pas la plus active : nous avons l'insécurité alimentaire, les pertes en vies humaines dues aux guerres et les migrations à grande échelle, entre autres problèmes. Nous devons donc veiller à ce qu'elle fonctionne. Nous devons travailler tous ensemble. Nous avons besoin d'une Organisation revitalisée qui cherche des solutions, mais, surtout, nous avons besoin de pays qui sont prêts à dépasser leurs positions idéologiques et de surmonter leurs conflits de longue date. C'est le moment pour les êtres humains, représentés par leurs peuples, de se serrer la main et de se montrer disposés à partager leurs richesses en investissant dans les pays qui en ont besoin pour générer les moyens nécessaires à leur survie. C'est de sauver la race humaine dont il s'agit. C'est de sauver la planète dont il s'agit. Il s'agit de permettre aux générations futures de vivre en paix et de connaître le développement. Pour illustrer mon propos, on peut citer les vastes déplacements d'êtres humains qui fuient les crises dans leur pays en raison de l'insécurité, du manque de nourriture ou des conditions économiques.

Dans le cadre de ce nouvel ordre, nous devons donc parvenir à une Organisation des Nations Unies œuvrant pour la paix et le développement humain. Nous devons exiger le respect du droit international, du règlement pacifique des différends et du droit à l'autodétermination des peuples. Pour y parvenir, chaque pays doit faire entendre sa voix. Chaque pays doit dire « ça suffit ! ». Aujourd'hui, mon pays se rallie à la clameur pour dire « ça suffit ! ». Mon pays se joint à l'appel mondial en faveur du retrait immédiat des forces russes, dans le respect de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Gloire à l'Ukraine !

Le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, figurent parmi les piliers les plus importants de l'Organisation. En tant qu'État partie au Traité de Tlatelolco, au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, mon pays est profondément attaché à l'objectif commun d'un monde exempt d'armes de destruction massive. Imaginons la catastrophe que cela représenterait pour le monde si l'agression illégale et non provoquée de la Fédération de Russie entraînait la destruction de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, la plus grande centrale nucléaire d'Europe, dont l'intégrité physique et le fonctionnement sont menacés et qui pourrait provoquer un cataclysme d'une ampleur inimaginable. C'est pourquoi je réaffirme la position du Guatemala en tant que pays qui respecte les normes en matière de non-prolifération des armes nucléaires. J'exhorte tous les États dotés d'armes nucléaires, notamment les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, l'organe de l'Organisation chargé du maintien de la paix et de la sécurité, à s'asseoir et à œuvrer de bonne foi à un désarmement nucléaire mondial total.

Le Guatemala contribue au maintien de la sécurité internationale par sa participation active aux opérations de maintien de la paix. En tant que pays qui promeut la paix, le Guatemala s'est engagé auprès de l'Organisation des Nations Unies à fournir des soldats guatémaltèques, ce qui nous place au quatrième rang des principaux fournisseurs de contingents des Amériques.

Nous réaffirmons notre attachement inébranlable au développement et à la prospérité du peuple haïtien, dont nous sommes solidaires, un peuple aux prises avec une crise multidimensionnelle due à la situation politique, aux conditions de sécurité dans le pays et à l'absence de développement, à laquelle s'ajoute la crise humanitaire actuelle. En tant que communauté internationale, nous devons réagir face aux catastrophes avant qu'elles ne deviennent encore plus dévastatrices. C'est pourquoi, si l'Organisation décide de déployer une nouvelle mission de paix sur le territoire haïtien, elle pourra compter sur la participation du Guatemala à l'instruction et à la formation des forces haïtiennes tant que la mission de paix sera présente dans ce pays.

Dans le cadre de la proposition visant à modifier les fondements de l'Organisation des Nations Unies afin qu'elle dispose des mécanismes lui permettant de relever les principaux défis auxquels est confrontée l'humanité, qui a tant besoin de paix et de développement, le Guatemala demande à la communauté des États d'avancer rapidement sur une proposition visant à définir, sous l'égide d'experts des pays, les réformes de fond de l'ONU afin qu'elle reprenne le chemin louable qui a suivi sa fondation en 1945 et que nous avons oublié de respecter pleinement au fil des ans.

M. Pary Rodríguez (État plurinational de Bolivie), Vice-Président, assume la présidence.

Je propose que nous lancions dès que possible une quatrième procédure d'amendement de la Charte fondatrice, qui tienne compte de ces nouvelles approches et soit en phase avec l'époque actuelle, qui est certes difficile, mais qui offre aussi de grandes possibilités. Dans cette modification, il faut veiller à ce que la reconnaissance de l'égalité souveraine des États soit une réalité, que le règlement pacifique des différends entre pays soit une obligation, que l'énergie nucléaire ne soit utilisée qu'à des fins pacifiques et, mais c'est peut-être le plus important, que les États Membres de l'ONU n'excluent personne.

Comme on peut le lire dans notre livre sacré *Popol Vuh*, œuvre d'une des plus grandes civilisations au monde, la civilisation maya : « Que personne ne soit laissé pour compte ; que tout le monde se lève ». Aujourd'hui, je souhaite dire qu'en tant que dirigeant d'un pays fondateur de l'ONU, j'ai conscience que la transformation de l'Organisation entraînera un changement radical du multilatéralisme. Cette transformation doit reconnaître l'importance du caractère inclusif et universel de l'Organisation.

Comment se fait-il, qu'au XXIe siècle, l'Organisation continue d'exclure un pays comme Taiwan ? Un pays qui contribue, entre autres, à la science, aux technologies de pointe, à la santé et au développement ? Toutefois, le pire, c'est que nous empêchons le peuple de Taiwan de se faire entendre dans cette instance. Le Guatemala demande à l'ONU de ne ménager aucun effort pour garantir la paix et la sécurité internationales dans le détroit de Taiwan. De plus, nous condamnons les manœuvres militaires régulières et de plus en plus nombreuses menées dans les eaux et l'espace aérien autour de Taiwan, qui compromettent la sécurité de la région et ont des répercussions sur le commerce et les transports internationaux.

Cela fait quatre ans que j'ai pris mes fonctions de Président de la République du Guatemala. Durant cette période, j'ai entendu de grands discours, et des traités et des engagements importants ont été signés pour enrayer les changements climatiques. Je tiens à dire à toutes les personnes qui sont ici aujourd'hui que la situation dans le monde est pire qu'il y a quatre ans. En effet, le monde a davantage besoin d'actions que de discours, d'engagements et de traités. C'est la région des Caraïbes et de l'Amérique centrale qui souffre le plus des effets des changements climatiques. Même si nous n'émettons qu'un faible pourcentage des gaz à effet de serre, c'est nous qui subissons les dégâts les plus importants, année après année. Nos ressources s'épuisent et nous devons nous endetter pour reconstruire des pays qui subiront à nouveau des destructions l'année suivante. En conséquence, nous sommes obligés de demander des prêts aux institutions internationales, qui nous les accordent bien volontiers, mais qui vivent de l'usure internationale. Plus tard, dans les rapports qu'ils établissent, les rapporteurs de l'ONU parlent du faible niveau de développement dans nos pays. Ils nous critiquent et nous montrent du doigt. Mais qui blâme ceux qui, par leur l'industrialisation et leur absence de volonté de remédier aux effets des changements climatiques et des gaz à effet de serre, causent la mort d'êtres humains partout dans le monde ? Certains pays n'adhèrent pas aux accords de l'ONU sur les changements climatiques et ne paient pas leur juste part des contributions budgétaires, et dans le même temps, n'assument pas la responsabilité du niveau élevé de pollution causé par leurs industries, sans parler des destructions qu'elles provoquent. Est-ce juste ?

La grave menace que représente la consommation de drogues, en particulier de drogues synthétiques, doit être une préoccupation majeure pour la communauté internationale. C'est un ennemi insidieux, qui a des répercussions sur la santé, et qui en plus sape la gouvernance et ralentit le développement des pays. Parmi les changements que l'Organisation doit opérer s'agissant de son approche sur cette question, les pays doivent comprendre qu'il faut lutter contre la criminalité transnationale au moyen d'une approche transnationale, car il s'avère que les principaux consommateurs de ces substances sont aussi les principaux pays qui blanchissent l'argent provenant du commerce de la drogue, ce qui fait de cette lutte une responsabilité mondiale. Nous devons y mettre un terme. La lutte contre le trafic de drogue, y compris les drogues de synthèse, doit être un effort conjoint et coordonné dans le cadre duquel l'information circule conformément aux réglementations nationales et internationales. Nous devons mettre en œuvre des stratégies efficaces pour lutter contre les organisations

criminelles qui causent des centaines de milliers de morts par an. Il n'y aura pas de monde sans drogues sans un monde déterminé à lutter contre les drogues.

Le Guatemala est fermement engagé à promouvoir la sécurité alimentaire et la réalisation de l'objectif zéro faim dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. À cette fin, nous avons augmenté le budget consacré à l'alimentation dans notre pays et renforcé la loi sur l'alimentation scolaire, qui vise à garantir la nutrition des enfants et des adolescents d'âge scolaire de manière durable, afin qu'ils puissent vivre dans la dignité et jouir d'une vie saine et active. Je suis fier d'annoncer qu'en 2022, 2,6 millions d'élèves inscrits dans des établissements publics ont bénéficié de ces efforts. Par ailleurs, le Guatemala relève avec inquiétude que l'Initiative sur le transport sécurisé de céréales et de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens n'a pas été renouvelée. Nous soulignons les risques que cela pose pour la sécurité alimentaire mondiale, notamment les difficultés pour les opérations humanitaires qui contribuent à soulager la faim dans le monde et la déstabilisation des prix des denrées alimentaires. Nous condamnons l'utilisation de la faim comme arme de guerre, qui constitue une violation des droits humains et du droit international humanitaire. Nous appelons au bon sens et à la coopération afin d'éviter une nouvelle détérioration de la situation alimentaire mondiale.

La question du patrimoine culturel peut sembler sans importance, mais elle doit être au cœur d'une Organisation revitalisée, car la mosaïque que représente la diversité culturelle de notre monde est menacée dans les situations de guerre. Nous devons renforcer et préserver les traces de notre passé, ce qui est essentiel pour comprendre notre présent et bâtir notre avenir. Au Guatemala, nous avons déployé des efforts considérables pour protéger notre patrimoine et exposer au monde notre richesse culturelle millénaire. C'est avec satisfaction et fierté que nous pouvons dire que la célébration de la semaine sainte a été proclamée comme faisant partie du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. De plus, je tiens à mentionner qu'hier, le parc archéologique national Tak'alik Ab'aj, qui est considéré comme la première ville d'origine de la civilisation maya, a été déclaré site du patrimoine mondial. Comme le dit le vieil adage, celui qui ne connaît pas son passé n'est pas assuré de son avenir.

Le Guatemala est connu pour ses appels répétés au respect du droit international et de la souveraineté. Nous l'avons démontré dans les faits et nous sommes la preuve qu'on peut régler des différends à l'aide des mécanismes de justice internationale. C'est le cas de notre différend territorial, insulaire et maritime avec le Belize, que nos deux pays se sont engagés à régler de manière pacifique et respectueuse, quelle que soit la décision de la Cour internationale de Justice. La bonne volonté des parties, telle qu'illustrée par le Belize et le Guatemala, montre bien que la justice internationale peut permettre de trouver des solutions pacifiques, contrairement aux guerres qui sont la conséquence des différends engendrés par la bêtise humaine.

Le Guatemala est conscient qu'une des menaces les plus graves et les plus alarmantes de notre époque pour la vie et la liberté est la traite des êtres humains, qui, en plus d'être un acte odieux qui viole les droits humains, est également un véritable crime contre l'humanité contraire aux valeurs les plus fondamentales auxquelles nous sommes attachés en tant que communauté de nations. C'est un crime lié à l'esclavage, car il s'agit d'une pratique qui suppose l'achat et la vente d'êtres humains, qui doivent vivre en toute liberté, en tant que droit fondamental. Par conséquent, mon pays condamne ce crime avec la plus grande fermeté. Dans cet esprit, nous avons adopté une série de mesures juridiques et politiques pour le réprimer. Nous disposons d'une politique publique de lutte contre la violence, l'exploitation et la traite des personnes, qui s'aligne sur les initiatives de l'État et les optimise afin de garantir la protection et la prise en charge globale des victimes de la traite des êtres humains. De plus, elle permet de prévenir, de détecter, de poursuivre et de punir ce crime odieux.

Dans le même ordre d'idées, nous disposons d'une politique de protection intégrale des enfants et des adolescents, qui vise à garantir le développement intégral, équitable et inclusif des enfants et des adolescents. Cette politique, qui a été adoptée en 2022, regroupe plus de 90 programmes d'institutions du pouvoir exécutif pour l'épanouissement des individus tout au long de leur vie. À travers ces différentes initiatives, le Guatemala cherche à changer la donne en matière de lutte contre la traite des êtres humains, car le nombre de personnes touchées par ce phénomène dépasse le nombre de personnes qui ont été réduites en esclavage par le passé. Aussi, nous avons fait de l'élimination de ce fléau, qui porte atteinte à la dignité humaine et aux êtres humains, une priorité. Je tiens à rappeler que les profits générés par la traite des êtres humains dépassent déjà ceux du trafic international d'armes et, à ce rythme, ils atteindront et dépasseront bientôt ceux du trafic de drogues. Des enfants sont arrachés à leur foyer, livrés à des bandes organisées qui les prostituent, et une fois que ces criminels ne les considèrent plus comme de la chair fraîche, ils sont découpés en morceaux et leurs organes vendus à des fins de transplantation. Nous ne saurions rester indifférents ou apathiques face à ces crimes atroces.

C'est ma dernière allocution devant l'Assemblée générale en tant que chef d'État et, contrairement aux mensonges que nous avons entendus aujourd'hui, je cèderai le pouvoir à la personne élue par la volonté majoritaire souveraine du peuple guatémaltèque le 14 janvier, date à laquelle s'achèvera mon mandat constitutionnel. Ces élections ont été entachées par des ingérences internationales inutiles, car si notre démocratie n'est pas parfaite, elle a néanmoins permis de garantir le principe de l'alternance au pouvoir et le respect de la Constitution, sur un continent où certains présidents se battent pour rester et s'accrocher à leur poste, autorisant des réélections même si elles sont contraires à leur propre Constitution, tandis qu'au Guatemala, le principe de la passation de pouvoir est pleinement respecté tous les quatre ans.

Pour terminer, l'ONU est aujourd'hui confrontée au plus grand défi de l'histoire, un défi qui requiert toute notre force, notre unité et notre volonté d'agir. La paix mondiale, que nous avons tenue pour acquise pendant des années, exige aujourd'hui un nouveau grand pacte international, un pacte qui transcende les différences, les couleurs, les pays et les latitudes, un pacte qui redonne à l'être humain sa place centrale, qui considère les citoyens comme des protagonistes et qui fasse des personnes l'objectif ultime pour mettre fin aux guerres, ce qui reste de nos jours une utopie. Tel est aujourd'hui notre grand impératif. Quelles que soient nos convictions, luttons pour la paix. D'où que nous venions, luttons pour la paix. Dans tous les cas, luttons pour la paix, faute de quoi nous risquons un jour de nous réveiller envahis ou massacrés par d'autres. Pour cette raison, unissons-nous, et faisons en sorte que tous les citoyens du monde puissent un jour se réveiller dans un climat de paix, de progrès, de prospérité et de développement.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Guatemala de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Alejandro Giammattei Falla, Président de la République du Guatemala, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de Mme Katalin Novák, Présidente de la Hongrie

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la Hongrie.

Mme Katalin Novák, Présidente de la Hongrie, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. Mme Katalin Novák, Présidente de la Hongrie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Novák (*parle en anglais*) : Du peuple, par le peuple, pour le peuple. Nous connaissons tous les mots les plus célèbres du Discours de Gettysburg. Cependant, moins de gens savent qu'Abraham Lincoln les a empruntés à l'un des Hongrois les plus illustres, Lajos Kossuth, le leader de notre guerre d'indépendance de 1848. Il est né un 19 septembre, comme aujourd'hui. Tout pour le peuple, et tout par le peuple. Rien de ce qui concerne le peuple, sans le peuple. Tel est l'objectif principal de l'État hongrois souverain et la garantie de notre liberté. Le peuple hongrois veut la paix et la sécurité. Nous sommes riches d'une histoire millénaire, une histoire mouvementée au cœur de l'Europe, dans le bassin venteux des Carpates, une histoire marquée par les guerres, l'oppression et l'occupation, les révolutions et les guerres d'indépendance. Nous connaissons le sentiment de vulnérabilité. Nous savons ce que c'est que de vivre dans la division et quelles sont les souffrances causées par les guerres. Nous savons à quel point la liberté est précieuse et combien il est douloureux d'en être privé.

Je suis moi-même née pendant les décennies d'oppression soviétique, quand mon pays n'était pas libre. Ma génération porte les stigmates indélébiles d'une enfance passée dans une dictature communiste en perte de vitesse. Le rejet de toute forme d'oppression est devenu un instinct chez nous. C'est pourquoi nous condamnons clairement et sans équivoque la violation du droit international, l'attaque contre un autre État qu'est l'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui a causé d'immenses souffrances et destructions et a brisé la vie pacifique de l'Europe. Nous sommes pour les victimes et contre toute nouvelle escalade. C'est pourquoi nous fournissons une aide humanitaire à l'Ukraine et à tous ceux qui fuient la guerre. L'aide que nous apportons dépasse notre taille et nos capacités. C'est pourquoi nous soulignons que 150 000 Hongrois vivent en Ukraine, en Transcarpatie, et partagent toutes les épreuves et tous les combats, tous les sacrifices et toutes les réussites. Cette guerre nous touche aussi directement, nous les Hongrois. Elle ne se limite pas à nos voisins. Les pères et les fils hongrois vivant en Ukraine sacrifient eux aussi leur vie dans les tranchées. C'est pourquoi nous voulons la paix – dans notre pays, en Ukraine, en Europe, dans le monde. Nous voulons la paix et la sécurité qui l'accompagne.

La Hongrie défend l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Ukraine. Nous comprenons le désir de l'Ukraine de faire partie de la communauté des pays européens, et attendons donc d'elle qu'elle défende les valeurs qui caractérisent notre communauté, y compris, expressément, la protection et la garantie totale des droits des minorités nationales, non pas en paroles, mais en actes. Sur l'invitation du Président Zelenskyy, je me suis rendue deux fois à Kyïv depuis le début de la guerre. J'ai vu la souffrance des familles. J'ai vu ce qu'ils endurent lorsque la paix est rompue. J'ai rencontré des Ukrainiens et des Hongrois qui avaient perdu des membres de leur famille. J'ai rencontré des enfants ukrainiens pour lesquels un jardin d'enfants a été mis en place avec l'aide et le soutien de la Hongrie, des enfants que la guerre prive d'une enfance heureuse. La guerre et les souffrances touchent avant tout les familles : des mères qui perdent leurs maris et leurs fils, des pères qui partent au combat avec leurs fils à peine adultes, et des enfants qui perdent leur sentiment de sécurité et leur foi en l'avenir. La paix est la seule option. Les tueries et les terribles destructions doivent cesser le plus rapidement possible. La guerre n'est jamais la solution. Nous savons que la paix n'est possible que lorsqu'au moins une des parties considère que le temps des négociations est venu. Nous ne pouvons pas décider à la place des Ukrainiens de ce qu'ils sont prêts à sacrifier, mais nous avons le devoir de faire valoir le désir de paix de notre propre nation. Et nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter une escalade de la guerre.

J'ai trois enfants, et nous, les mères, savons que dans toutes les guerres, les enfants sont les plus vulnérables. Ils sont les plus durement frappés par la guerre, alors que ce sont eux qui ont le plus besoin de sécurité et de stabilité. En temps de guerre, la sécurité et la stabilité n'existent plus. La Hongrie a toujours été respectueuse des autres nations. Nous sommes loyaux envers nos alliés et nos partenaires, en tant que membres fiers et actifs de l'ONU, de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe. Nous faisons notre part des tâches communes, et même plus au regard de notre taille et de notre poids économique. En tant que nation équestre, nous sommes francs et droits. Nous voici réunis à l'ONU, à New York – chefs d'État et de gouvernement, dirigeants du monde entier. Nous sommes réunis comme chaque année au sein de l'Organisation des Nations Unies créée par le désir de paix de nos ancêtres. Exigeons un cessez-le-feu et une paix juste !

Du peuple, par le peuple, pour le peuple. Je voudrais également saisir cette occasion pour envoyer un message au monde de la part des jeunes Hongrois. J'ai demandé au délégué hongrois de la jeunesse auprès de l'Organisation des Nations Unies, Csenge Offenbächer, qui est présent parmi nous aujourd'hui, de nous aider à formuler le message que souhaite faire passer la jeunesse hongroise. Voici la phrase qui m'a été donnée : « Aujourd'hui, nous avons plus que jamais besoin de solidarité les uns envers les autres. C'est pourquoi les jeunes ont le sentiment que nous devons veiller les uns sur les autres, et ne pas lâcher les mains qui nous sont tendues ».

Ce printemps, à Budapest, sur la plus grande place publique de notre pays, qui porte le nom de Lajos Kossuth, que j'ai déjà mentionné, en présence de dizaines de milliers de personnes, le pape François a fait cette prière :

> « Répandez dans le cœur des hommes et des responsables des nations le désir de construire la paix et de donner aux jeunes générations un avenir d'espérance et non de guerre, un avenir plein de berceaux et non de tombes ».

Le cinquième Sommet démographique de Budapest, le plus important forum international portant sur les questions démographiques, s'est achevé il y a trois jours. Outre la guerre, une grande partie du monde est confrontée à un problème qui l'opprime de l'intérieur. En Europe et dans de nombreux autres États Membres de l'ONU, l'hiver démographique s'est transformé en âge glaciaire. Des dirigeants publics, des penseurs, des démographes et des représentants d'organisations de familles et d'ateliers professionnels en provenance de 60 pays et des cinq continents ont examiné les voies et moyens de protéger et de renforcer les familles et de surmonter nos difficultés démographiques. Si nous ne nous attaquons pas à ce problème, il aura de très lourdes conséquences sur nos économies, nos sociétés et notre sécurité dans un avenir proche. Elon Musk a peut-être raison de dire que le déclin démographique est un problème plus grave que la crise climatique. On n'accorde pas suffisamment d'attention aux changements réels et irréversibles qui se produisent dans notre monde. S'il n'y a pas d'enfants, il n'y aura pas d'avenir. À quoi bon prendre soin de la Terre si nous n'avons pas d'enfants et de petits-enfants à qui la léguer ? Si de plus en plus de personnes n'ont pas d'enfants, si année après année, le nombre de naissances continue à être inférieur au nombre de décès dans nos pays, notre monde bien-aimé, que nous croyions sûr, s'effondrera.

Nous, les Hongroises et les Hongrois, estimons que la solution à la crise démographique réside dans le renforcement et le soutien des familles. Notre objectif est que chaque personne ait une vie familiale épanouie et heureuse et que les jeunes couples puissent avoir tous les enfants qu'ils désirent. La Hongrie a été le premier

pays au monde à faire de la question du renforcement des familles et de la lutte contre la crise démographique une priorité. Nous avons mis en place un vaste système de soutien aux familles. Les dépenses de notre pays dans ce domaine sont les plus importantes au sein de l'Union européenne et elles n'ont pas détruit l'économie hongroise. Au contraire, le renforcement des familles a eu des retombées positives sur le plan économique. Nous protégeons la liberté parentale. Nous sommes convaincus que le droit d'élever les enfants n'appartient pas à l'État, aux organisations non gouvernementales, aux médias ou à l'industrie du savoir. Il appartient aux parents. Tous ceux d'entre nous qui ont des enfants sont prêts à se battre à tout moment pour qu'ils puissent vivre dans la paix et la liberté. Les familles transmettent leurs valeurs de génération en génération, face à toutes les difficultés, à tous les traumatismes historiques et à tous les défis. Le message issu du Sommet démographique de Budapest, notre capitale, qui fête 150 ans cette année, est clair. Les forces favorables à la famille défendent leurs valeurs et leurs intérêts même à une époque où les idéologies hostiles aux familles et aux enfants mènent une offensive sans précédent – en fait, surtout à cette époque. Nous sommes conscients que la famille est la clef de la sécurité. Une famille forte, unie et en bonne santé garantit la sécurité.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la Hongrie de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

Mme Katalin Novák, Présidente de la Hongrie, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Alain Berset, Président de la Confédération suisse

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Confédération suisse.

M. Alain Berset, Président de la Confédération suisse, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Alain Berset, Président de la Confédération suisse, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Berset : Nous traversons une époque marquée par une succession de crises, une époque marquée par la multiplication de conflits majeurs, dans un monde rempli de tensions. Alors que les défis auxquels nous sommes confrontés sont très grands, je pense que c'est notre état d'esprit et notre attitude pour y faire face qui sont maintenant d'une très grande importance et qui sont déterminants. Est-ce que nous sommes prêts à faire tout ce que nous pouvons pour tenter d'améliorer cette situation ? Nous devons le faire, c'est une certitude, pour lutter ensemble contre les crises – la crise climatique, les guerres, les conflits sociaux et les inégalités croissantes – mais aussi contre l'affaiblissement des institutions démocratiques et contre l'érosion de ce qui permet nos contacts sur le plan international dans l'ordre, grâce aux structures multilatérales. On semble le voir : partout, ou presque partout, le protectionnisme, un certain renfermement et l'égoïsme progressent, alors que nous savons bien que le repli, les menaces et la violence n'ont jamais fourni la moindre solution aux problèmes et aux inégalités dans le monde. Nous le voyons toutes et tous : nous traversons une crise, probablement la plus grande crise depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale pour l'ordre mondial.

La Fédération de Russie, en lançant une guerre d'agression contre l'Ukraine, a attaqué non seulement un pays pacifique, mais également le droit international et les structures multilatérales. Ce qui est particulier, c'est que cette agression est le fait d'un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU qui, selon la Charte des Nations Unies, assume pourtant la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Aujourd'hui, nous devons rappeler les principes essentiels inscrits dans la Charte des Nations Unies et veiller à remplir le mandat qui nous a été confié dans ce cadre.

Ce que nous savons aussi, dans cette situation, c'est que ce sont les États les plus pauvres, les États et les régions les plus fragiles qui souffrent le plus si notre confiance dans le système international devait faiblir. J'ai mentionné la Charte des Nations Unies, qui est une pierre angulaire du droit international public. Cette année, nous célébrons le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui est une occasion unique de réaffirmer le consensus mondial incarné par cette déclaration, un moment clef pour unifier et renforcer la communauté internationale. Oui, les Nations Unies sont le fondement d'une collaboration pacifique et d'une confiance mutuelle entre les États. Je crois qu'il n'y a pas de doute : ces défis ne peuvent pas vraiment être surmontés par des initiatives isolées. Notre action doit être commune, elle doit être collective. Pensons par exemple à la lutte contre les inégalités.

Des institutions multilatérales fortes sont essentielles pour combattre les inégalités, qui s'accroissent malheureusement toujours dans les crises. Les changements climatiques exacerbent aussi les inégalités sociales

et économiques. Ce sont des inégalités qui explosent non seulement entre les pays, mais également à l'intérieur de nos pays, qu'il s'agisse des inégalités sociales, de genre, ou des disparités économiques. J'ai été frappé de relire récemment qu'au cours des 20 dernières années, l'écart de revenu entre les 10 % les plus riches et les 50 % les plus pauvres a doublé. J'ai aussi été frappé de relire récemment qu'aujourd'hui, les inégalités sont aussi grandes qu'au début du XXe siècle, avant la Première Guerre mondiale. Ce sont des inégalités qui affectent toujours de manière disproportionnée celles et ceux qui sont déjà les plus vulnérables dans nos sociétés, encourageant ainsi les instabilités et le populisme, et conduisant à une perte de confiance envers la démocratie et les institutions. Donc, cette fragilité nous menace toutes et tous, sur le plan intérieur dans nos pays, mais aussi sur le plan international.

Longtemps, probablement trop longtemps, nous avons considéré que la défense de nos intérêts et la protection des plus vulnérables étaient deux choses différentes. Aujourd'hui, nous savons que l'une ne va pas sans l'autre. Des institutions multilatérales fortes sont aussi indispensables pour la promotion de la paix. Et nous avons quelques éléments sur lesquels nous appuyer, ensemble. Le nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, par exemple, qui insiste sur un point extrêmement important, à savoir que la prévention, la prévention, est le point de départ de tout effort de paix. Les inégalités d'accès, les inégalités des chances, que ce soit en termes d'alimentation, de santé, d'emploi ou de propriété conduisent à des conflits. Nous devons tout faire pour que chacune, chacun dans nos pays puisse participer de manière complète à la vie politique, économique, sociale et culturelle. Dans ce cadre, sur le plan international, les menaces, les persécutions et les actes de violence, qui ciblent notamment les femmes, notamment celles et ceux qui sont là pour défendre les droits humains, doivent aussi être résolument combattus. Les jeunes aussi doivent avoir une perspective de développement et des perspectives de prospérité.

J'ai parlé des inégalités, j'ai parlé de la promotion de la paix, il y évidemment aussi le rôle central des institutions multilatérales pour la protection des civils. Tous les conflits armés sont différents. Mais tous ont pour dénominateur commun l'aggravation des inégalités et la souffrance des populations civiles. Et là aussi, donc, des institutions multilatérales fortes sont essentielles, avec le respect du droit international humanitaire, qui est une priorité absolue pour la Suisse, un respect qui est au cœur aussi de l'engagement de la Suisse au Conseil de sécurité. C'est l'occasion dans cette discussion, dans ce débat de rappeler que la protection des civils dans les conflits armés n'est pas une option : il s'agit d'une obligation pour toutes les parties au conflit.

Durant l'année écoulée, j'ai eu l'occasion de me rendre à plusieurs reprises dans des pays marqués par des conflits, notamment au Mozambique, notamment en République démocratique du Congo, notamment aussi en Colombie. Ces contacts avec les populations affectées par les conflits rappellent à quel point le travail sur les causes profondes d'un conflit est essentiel pour garantir une paix durable. J'ai aussi pu observer sur le terrain à quel point la participation pleine et entière des femmes est essentielle à tout retour à la paix. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, mon pays, la Suisse poursuit un engagement fort en faveur de la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et c'est pour cela aussi que nous continuons à nous engager et à nous mobiliser pour la pleine mise en œuvre des résolutions qui y sont liées.

Lors des conflits armés, le manque de biens et de services essentiels pour la population civile coûte souvent beaucoup plus de vies que l'impact direct des hostilités. Il aggrave les inégalités, fragilise le retour à la paix. Dans ce contexte, je saisis cette occasion pour insister devant l'Assemblée générale sur l'importance des missions de paix des Nations Unies qui font un travail indispensable pour les populations les plus affectées. Je crois, dans ce cadre, que tous les acteurs humanitaires doivent aussi être protégés et soutenus : il y a les missions des Nations Unies sur le terrain, il y a également les autres acteurs qui s'engagent. Dans ce contexte, l'engagement du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) doit également être fortement défendu. La multiplication des crises confronte l'Organisation à une recrudescence inédite, inquiétante des besoins. En tant que dépositaire des Conventions de Genève, en tant que siège du CICR, la Suisse s'engage avec détermination pour cet impératif humanitaire. Le travail du CICR est fondamental pour la protection des civils.

J'ai cité quelques éléments et on voit bien que les défis sont immenses. Et nous devons bien voir où sont nos intérêts communs. Certainement pas dans le désordre mondial que certains essaient de faire progresser à leur profit, mais au contraire dans un ordre mondial renouvelé, qui permet de garantir la stabilité, la confiance et qui permet de nous garantir des perspectives communes. Et c'est pour cela précisément que nous devons prendre position. C'est pour cela précisément que nous devons nous engager à faire vivre cette collaboration internationale. L'Organisation des Nations Unies ne vient pas de nulle part. Elle incarne l'espoir institutionnalisé d'un monde

meilleur. C'est un projet idéaliste, probablement, né à une autre époque de guerre, de brutalité, de désespoir, qui repose sur la conviction que coopérer sur le plan international est indispensable, qui repose sur la conviction que le monde ne sera meilleur que si toutes et tous, nous nous engageons à assumer nos responsabilités, et qui repose sur la conviction que, à la fin, ce qui unit les nations, ce qui unit les peuples, est bien plus fort que ce qui les sépare. Et peut-être que ce constat peut nous rendre optimistes dans une période marquée par beaucoup de pessimisme, et nous appeler à non seulement renforcer mais aussi à approfondir nos travaux ensemble à l'échelle globale.

Nous avons avec cette session de l'Assemblée générale une chance unique, une occasion rare de nous rassembler pour une marque de confiance et de préparer ensemble le Sommet de l'avenir en 2024, pour renforcer la coopération sur des questions essentielles, pour combler les lacunes que présente la gouvernance mondiale, et pour réaffirmer les engagements existants. C'est notamment le cas pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il a été très impressionnant et très intéressant de pouvoir participer aux débats et aux discussions hier, et le Sommet sur les objectifs de développement durables, qui s'est tenu justement hier, doit nous permettre de donner un nouveau souffle à ce programme, parce qu'il ne s'agit de rien de moins que notre feuille de route commune pour un avenir meilleur. Faisons preuve donc de responsabilité, de solidarité, pour construire un monde plus juste, plus égalitaire, pas tellement pour nous, mais pour celles et ceux qui vont nous succéder, pour les générations suivantes. Et il faut bien le dire, c'est une responsabilité que nous devons assumer, elle ne peut pas être déléguée. C'est la nôtre.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Confédération suisse de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Alain Berset, Président de la Confédération suisse, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de Mme Nataša Pirc Musar, Présidente de la République de Slovénie

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République de Slovénie.

Mme Nataša Pirc Musar, Présidente de la République de Slovénie, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. Mme Nataša Pirc Musar, Présidente de la République de Slovénie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Musar (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter le Président de son élection à la tête de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session. C'est pour moi un grand honneur de prendre la parole à l'occasion du débat général de l'Assemblée pour la première fois en ma qualité de Présidente de la Slovénie, alors que cette institution fait face à des temps des plus difficiles, des temps sans précédent depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. Je reviendrai sur ce point plus tard.

Nous vivons dans un monde où divers acteurs, y compris des entreprises privées et des particuliers, influent sur les relations internationales à tous les niveaux et au-delà des frontières souveraines. Un monde qui a changé sur le plan démographique et technologique. Un monde dans lequel la dignité humaine n'est toujours pas garantie pour tous et toutes et où les personnes les plus marginalisées et les plus vulnérables se heurtent à toujours plus de difficultés. Un monde dans lequel un ensemble d'engagements normatifs, y compris des traités juridiquement contraignants, ne sont pas mis en œuvre. Un monde qui connaît de nombreuses guerres, des conflits meurtriers et des agressions contre des États, ainsi que la souffrance de nombreux civils qui craignent pour leur vie ou sont touchés par les destructions socioéconomiques causées par les conflits. Un monde qui n'a pas reconnu universellement la gravité des changements climatiques qui se déroulent sous nos yeux. Un monde dans lequel la solidarité mondiale fait défaut pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable que nous nous sommes tous engagés à atteindre. Un monde qui a besoin de l'Organisation des Nations Unies, avec un Conseil de sécurité réformé et représentatif qui sera en mesure de répondre efficacement, adéquatement et équitablement à tous les défis que j'ai mentionnés.

Ces défis, nous devons les relever ensemble, à l'unisson. Si nous continuons à accorder la priorité aux intérêts nationaux, aux intérêts privés ou aux intérêts particuliers d'acteurs individuels et que nous laissons de côté le règlement des problèmes mondiaux, alors nous risquons l'extinction en tant que civilisation. Dans ce contexte, je voudrais évoquer brièvement quatre questions qui requièrent l'attention de chacun et chacune d'entre nous et qui exigent que nous adoptions et mettions

en œuvre des mesures appropriées : je veux parler des changements climatiques, de la réforme du Conseil de sécurité, des pièges de l'ère numérique et, bien sûr, de l'égalité femmes-hommes.

En ce qui concerne les changements climatiques, dire que nous devons abandonner la mentalité du « business as usual », du statu quo, peut sembler un cliché. Mais ce n'est pas un cliché. Le statu quo n'est pas viable. Il ne convient à personne. Les changements climatiques constituent le plus grand défi de notre époque. Les inondations catastrophiques qui ont frappé la Slovénie au mois d'août ne sont qu'un événement parmi tant d'autres dans le monde qui le prouvent. J'espère que nous serons en mesure de faire face aux conséquences des inondations. Mais pensons aux pays qui disposent de moins de moyens pour le faire, comme les petits États insulaires en développement. Ils sont fréquemment victimes de terribles catastrophes naturelles, mais leurs coûts de relèvement sont excessivement élevés.

Tout le monde doit investir dans un monde durable sur le plan environnemental, mais je tiens à préciser que nous ne devons pas tous le faire dans la même mesure. La solidarité mondiale est une question de justice climatique. La solidarité intergouvernementale, aux termes de laquelle les États les plus riches contribuent davantage que les plus pauvres et où les entreprises privées les plus fortunées apportent également leur juste contribution, doit se fonder sur la reconnaissance du fait que les changements climatiques sont le résultat des activités humaines, passées et présentes. J'ai donc le plaisir d'annoncer que la Slovénie prévoit d'augmenter de 50 % sa contribution au Fonds vert pour le climat. Il est essentiel de combler le déficit de financement croissant entre les besoins des pays en développement et les ressources financières disponibles pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Toutefois, je crains que la polarisation géopolitique actuelle n'entrave la réalisation d'une action climatique concertée. Je souhaiterais seulement que, dans ces circonstances, nous écoutions davantage les scientifiques. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le simple fait de tenir nos promesses serait déjà un pas dans la bonne direction. Le développement durable doit devenir notre objectif clef commun et le principe directeur du comportement de chacun. Nous devons intégrer l'action climatique, ainsi que les questions connexes de l'eau et de la sécurité alimentaire, dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation durable de la paix.

La Slovénie continue de s'impliquer activement pour garantir la justice climatique et environnementale, notamment le droit à un environnement propre et sain, ainsi que pour assurer un accès équitable à l'eau potable et à l'assainissement pour tous. Au cours de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, j'ai souligné que l'eau, c'est la vie, l'eau, c'est l'existence et l'eau, c'est la paix. C'est pour cette raison que je souhaite profiter de cette occasion pour relancer notre appel à la création d'un poste d'envoyé spécial des Nations Unies pour l'eau, ce qui constituerait une étape importante pour veiller à une plus grande cohérence des efforts déployés dans le domaine de l'eau, dans le système des Nations Unies, mais aussi en dehors de celui-ci.

Le 6 juin, la Slovénie a été élue membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2024-2025. Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier tous les membres de la confiance qu'ils ont accordée à mon pays en l'élisant au Conseil. Ce sera un grand honneur d'assumer cette fonction, et c'est avec une profonde humilité et un sens de la responsabilité partagée que nous le ferons. Le travail que nous effectuerons au cours de notre mandat s'appuiera sur les nombreuses conversations et les échanges que nous avons eus avec les États Membres au fil de notre campagne.

S'agissant du Conseil de sécurité, il m'est impossible de ne pas évoquer les discussions sur sa réforme, qui durent depuis des décennies. J'espère vraiment que nous verrons bientôt la lumière au bout du tunnel. La Slovénie a toujours fait partie des États Membres qui affirment qu'une modification de la composition des membres permanents et non permanents du Conseil n'a que trop tardé. La répartition actuelle de ses sièges n'est ni équitable ni représentative. En outre, la Slovénie appartient à la majorité des États Membres qui sont profondément préoccupés par l'exercice effréné du droit de veto, qui nous fait perdre confiance dans le Conseil et qui empêche le Conseil d'agir quand c'est nécessaire.

En Europe, nous considérons l'Ukraine comme un cas d'espèce. Même certains membres permanents du Conseil de sécurité ont suggéré que les cinq membres permanents devraient s'abstenir d'exercer leur droit de veto, au moins en cas d'atrocités de masse. Nous constatons tous qu'il n'est pas fait grand cas de cette proposition très utile. À cet égard, nous saluons le Liechtenstein, à l'origine de la résolution 76/262, l'initiative relative au droit de veto, qui constitue une invitation importante adressée aux cinq membres permanents à mener une réflexion approfondie sur une situation donnée avant de recourir au veto. Parallèlement, il convient

de rappeler que la Charte des Nations Unies elle-même donne aux cinq membres permanents la possibilité d'exprimer leur mécontentement à l'égard de la prise de décision tout en agissant de manière responsable. Ils peuvent ne pas aimer un projet de résolution, mais choisir de s'abstenir dans le vote et de ne pas entraver l'ONU dans la poursuite de son objectif principal, à savoir le maintien de la paix et la sécurité pour tous, pas seulement pour quelques-uns, et certainement pas pour un seul.

Lorsque nous perdons la confiance, nous sapons les fondements mêmes de la société organisée dans notre communauté internationale. Je crains qu'à l'ère du numérique, le problème de la perte de confiance soit en partie imputable à la science et à la technologie. Les inventions sont destinées à faire progresser l'humanité. Les médias sociaux n'ont pas été inventés pour nous séparer les uns et des autres, mais trop souvent, c'est exactement ce qu'ils font. L'intelligence artificielle peut être utile, mais elle peut aussi s'avérer dangereuse. À cet égard, je salue la détermination du Secrétaire général à créer un organe consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle. Nous devons trouver un moyen de régir la mise au point de nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle, de sorte à ne pas entraver les opportunités économiques, sociales, de développement et de recherche et à ne pas nous mettre en danger. La réponse doit être une approche de l'ensemble du cycle de vie des technologies, englobant leur conception, leur mise au point et leur application ainsi que leur déclin, centrée sur l'humain et fondée sur les droits humains. Cette notion doit être au cœur du Pacte numérique mondial. Il est possible d'agir, mais il faudra que tous les acteurs, notamment les entreprises privées, s'y attellent honnêtement et véritablement.

Faire en sorte que les droits humains soient le fondement d'un avenir numérique ouvert et sûr ne sera pas une tâche facile. J'évoquerais à cet égard une menace majeure de notre époque : la désinformation. Malheureusement, nous vivons une fois de plus une époque où les discours sont contradictoires, à la différence que la menace qu'ils font peser sur l'humanité est désormais beaucoup plus complexe. Nous sommes à l'ère de l'information en boucle, de l'économie de l'attention, de la fabrication de faits et des désaccords croissants sur ceux-ci, précisément parce que nous ne faisons plus confiance à aucune source. Nous jouissons peut-être de la liberté d'information, mais nous ne sommes pas protégés contre les fausses informations, les manipulations et les mystifications. Le Secrétaire général a souligné à juste titre que la prolifération de la haine et des mensonges dans l'espace numérique cause un grave préjudice mondial. Les grandes entreprises technologiques doivent assumer plus systématiquement la responsabilité du contenu qu'elles hébergent et modèrent. Elles doivent mieux protéger les utilisateurs contre les discours de haine, la désinformation et d'autres contenus en ligne préjudiciables. Ce qui est inacceptable hors ligne ne doit pas l'être en ligne.

Je m'apprête à dire quelques mots sur un sujet si important que je l'ai gardé pour la dernière partie de mon intervention : l'égalité des genres. Nous célébrons cette année le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cela me désole de constater qu'aujourd'hui encore, la moitié de la population mondiale, à savoir les femmes et les filles, est victime d'inégalités, d'exclusion et même de violences brutales. Non seulement leur marginalisation sociale, souvent associée à la pauvreté et à l'absence d'accès à une éducation de qualité, ainsi qu'à l'exclusion des marchés du travail et des processus de prise de décision, est injuste, mais elle entraîne également un gaspillage monumental du potentiel de nos sociétés.

Pour garantir la dignité de chacun, y compris des femmes et des filles, nous devons tous poursuivre cet objectif, où que l'on se trouve, que ce soit dans l'Ouest, dans l'Est, dans le Nord ou dans le Sud. Nous devons commencer chez nous, et dans notre maison, l'Organisation des Nations Unies. À cet égard, je voudrais rappeler une donnée déconcertante qui illustre la nécessité de prendre très au sérieux l'objectif de développement durable n° 5. En effet, il faudra 140 ans pour parvenir à l'égalité en termes de représentation des femmes aux postes de direction sur le lieu de travail. Cela me semble tout simplement inacceptable, et le Secrétaire général est d'accord. La participation pleine, égale et véritable des femmes à la vie politique et publique est inscrite dans son Nouvel Agenda pour la paix. C'est pourquoi je suis très favorable aux initiatives propres à concrétiser cet objectif, notamment dans le cadre de l'ONU. Sur ce point précis, je pense à celle du Group of Women Leaders Voices for Change and Inclusion, qui a pour but l'alternance des femmes et des hommes à la présidence de l'Assemblée générale. Le Président dirige ici l'Assemblée de l'institution mondiale la plus importante. Nous sommes tous amèrement conscients que, à ce jour, seules quatre femmes ont présidé l'Assemblée générale : quatre femmes dans toute l'histoire de l'Assemblée, contre 74 hommes. Nous devons nous montrer à la hauteur de nos propres déclarations sur l'égalité femmes-hommes et faire en sorte qu'elles se matérialisent aussi dans les travaux de l'Assemblée générale. Ce serait là une manière à la fois éloquente et symbolique de faire la preuve de notre engagement commun.

Avant de quitter cette tribune, je tiens à réaffirmer que le multilatéralisme est une nécessité. Il doit s'agir d'un multilatéralisme différent, qui soit efficace et inclusif, et qui permette à l'ONU d'être une partie prenante et une plateforme parfaitement adaptée à l'avenir. Les défis les plus pressants d'aujourd'hui, sur certains desquels je me suis attardée, ne peuvent être relevés individuellement par les États, quelle que soit leur taille ou leur puissance. Il doit s'agir d'un effort collectif. À défaut, nos enfants et nos petits-enfants en souffriront bien davantage que la génération de dirigeants réunis ici. Nous devons œuvrer à un nouveau contrat mondial qui soit fondé sur des principes, transcende les intérêts individuels et repose sur la solidarité mondiale. Il devra donner la priorité à la protection de la nature et de la dignité humaine, et s'inscrire dans une perspective de long terme. La Slovénie est résolue à contribuer au document « Un pacte pour l'avenir », et nous sommes impatients de prendre une part active au Sommet de l'avenir qui se tiendra l'an prochain. Nous devons être ambitieux, même si nous ne sommes pas d'accord sur les solutions à apporter à tous les défis émergents. Nous devons, grâce à notre pouvoir et à nos ressources, faire en sorte que tous nos efforts collectifs permettent d'en venir à bout. Mieux vaut les régler un par un que pas du tout.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République de Slovénie de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

Mme Nataša Pirc Musar, Présidente de la République de Slovénie, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Shavkat Mirziyoyev, Président de la République d'Ouzbékistan

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Ouzbékistan.

M. Shavkat Mirziyoyev, Président de la République d'Ouzbékistan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Shavkat Mirziyoyev, Président de la République d'Ouzbékistan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Mirziyoyev (*parle en ouzbek* ; *interprétation en anglais assurée par la délégation*) : La présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies se déroule dans un contexte de changements fondamentaux dans le système des relations internationales. Une crise de confiance mondiale sévit. Les problèmes de fonctionnement des institutions de sécurité mondiale et les efforts pour s'écarter du droit international se multiplient. Tout cela provoque une énorme montée des tensions. Les conflits géopolitiques créent de nouveaux obstacles à la libre circulation des échanges commerciaux, des investissements et de l'innovation. Même sur des questions qui concernent le sort de l'humanité dans son ensemble, comme les changements climatiques, la faim et les inégalités, on a le sentiment que la communication mutuelle est en panne. Dans une situation aussi complexe, l'idée de préserver l'esprit de coopération et d'interaction pratiques, de placer les intérêts communs au-dessus des conflits existants et de renforcer l'unité entre les pays devient plus pertinente que jamais.

L'année dernière, nous avons lancé l'Initiative de solidarité de Samarcande, aux fins de la sécurité et du développement communs. Nos principaux objectifs sont de comprendre pleinement les responsabilités au regard du présent et de l'avenir de nos pays et de nos peuples ; et d'impliquer dans un dialogue mondial toutes les parties qui sont prêtes à une coopération ouverte et constructive. Je suis convaincu que l'initiative du Secrétaire général d'organiser le Sommet de l'avenir l'an prochain nous aidera à relever les défis lancés au développement international et régional et à renforcer l'influence et l'efficacité de l'Organisation.

Nous poursuivons avec détermination notre politique visant à créer un nouvel Ouzbékistan qui soit un État de droit, laïc, démocratique et social. Notre pays est résolument engagé sur la voie de réformes fondamentales visant à renforcer les principes de démocratie et de justice, en écho aux noble idéaux représentant les valeurs et intérêts humains. En avril, pour la première fois dans l'histoire de l'Ouzbékistan, un référendum national a été organisé sur la Constitution révisée, qui définit les priorités du développement national. Lors de ce référendum, plus de 90 % des électeurs ont soutenu cette Constitution véritablement populaire. Cela a permis de garantir que nos réformes deviennent réellement irréversibles. Dans notre loi fondamentale, nous avons réaffirmé notre attachement au principe de l'égalité de tous les citoyens, aux droits humains et à la liberté d'expression et de conscience, sans distinction de nationalité, de langue ou de religion. C'est sur cette base juridique qu'a été élaborée la stratégie de développement « Ouzbékistan – 2030 ».

Cette stratégie est conforme aux objectifs de développement durable des Nations Unies et nous respectons tous les engagements que nous avons pris.

Grâce aux réformes en cours, et malgré les menaces mondiales, l'économie ouzbèke affiche une croissance régulière. Au cours des six dernières années, le produit intérieur brut a été multiplié par 1,5. Notre objectif principal est de doubler ce chiffre d'ici à 2030. Une autre priorité de notre libéralisation économique est de devenir membre à part entière de l'Organisation mondiale du commerce dans un avenir proche. Depuis 2017, la pauvreté dans notre pays a été réduite de moitié grâce à des politiques visant à améliorer le niveau de vie de notre population. Nous comptons réduire le taux de pauvreté à 7 % d'ici à 2030. Nous entendons également développer de manière exponentielle l'approvisionnement en eau, et améliorer l'accès aux soins, à l'éducation, et à d'autres services sociaux rendus à la population. Nous soutenons l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale élaboré par le Secrétaire général. Afin de favoriser le partage d'expériences dans le cadre de cette initiative, je propose d'accueillir dans notre pays, en 2024, une conférence mondiale sur le thème de « La protection sociale : la voie vers le développement », sous les auspices de l'ONU.

Ces dernières années, l'Ouzbékistan a obtenu des résultats remarquables en matière de protection des droits de l'homme. Le travail forcé et le travail des enfants ont été complètement abolis dans notre pays. Pendant un siècle, des millions d'Ouzbeks ont été forcés de cueillir le coton. La grande majorité de la population, enseignants et médecins, entrepreneurs, ouvriers et employés et, malheureusement, écoliers et étudiants, était mobilisée chaque année pour la récolte du coton, de septembre à décembre. En conséquence, des boycotts du coton ouzbek ont été annoncés et le pays a été mis sur liste noire pendant des années. Grâce à notre forte volonté et à notre détermination, tout cela appartient désormais à l'histoire ancienne. Notre peuple a été complètement libéré de l'esclavage du coton. L'interdiction du travail forcé est garantie dans notre Constitution révisée, et la responsabilité pénale pour l'implication dans le travail forcé a été introduite comme une suite logique de nos réformes. Je crois qu'il est nécessaire d'intensifier la lutte mondiale contre le travail forcé et le travail des enfants, et notre expérience montre qu'il est possible d'y mettre un terme.

L'une des tâches stratégiques de l'Ouzbékistan est le développement du capital humain et la formation d'une jeune génération créative. Nous pensons qu'une éducation de grande qualité, accessible à tous, constitue le facteur le plus efficace pour éliminer la pauvreté, améliorer le bien-être public et parvenir à une croissance économique durable. Notre pays a acquis une expérience considérable à cet égard ces dernières années : le système éducatif est en train de subir des changements radicaux. Au cours des six dernières années, la couverture de l'enseignement préprimaire est passée de 21 % à 70 %, et celle de l'enseignement supérieur de 9 % à 38 %. D'ici à 2030, chaque enfant aura accès à l'école maternelle et un élève sur deux à l'enseignement supérieur.

Ces dernières années, l'Asie centrale s'est engagée sur la voie du bon voisinage, de la stabilité, du partenariat conjoint et du progrès. Grâce à nos efforts conjoints, l'Ouzbékistan a travaillé avec succès, avec tous ses voisins, pour régler les problèmes urgents liés aux frontières nationales, aux couloirs de transport et à l'utilisation de l'eau. Les échanges mutuels entre les pays de la région ont été multiplié par plus de 2,5 et le nombre de coentreprises a quintuplé. Notre région est devenue un centre de développement économique et un pont de transports et de communications reliant l'Est à l'Ouest et le Nord au Sud, et cela suscite un intérêt croissant. L'ouverture de l'Asie centrale sur le monde est en train de devenir la principale condition pour assurer la sécurité et le développement stable de la région. On peut affirmer sans se tromper que les peuples d'Asie centrale sont unis par un sentiment croissant d'identité régionale. Aujourd'hui nous n'avons pas seulement une histoire commune, mais aussi un avenir et des intérêts vitaux partagés. Nous n'avons d'autre choix que d'élargir notre coopération régionale. Je suis convaincu qu'avec le soutien de la communauté internationale, l'Asie centrale poursuivra son chemin vers l'unité. À cet égard, la transformation de l'Asie centrale en une région pacifique et prospère restera désormais un objectif prioritaire de la politique étrangère de l'Ouzbékistan.

En Asie centrale, où près de la moitié de la population appartient à la jeune génération, les questions liées à la jeunesse et à la création de possibilités lui permettant de donner toute la mesure de son potentiel revêtent une importance capitale. Afin de renforcer la coopération dans ce domaine, les pays de notre région ont récemment signé un accord sur les orientations générales de la politique de jeunesse. À l'heure actuelle, nous souhaitons établir une coopération efficace avec l'ONU et ses structures spécialisées, en étudiant les meilleures pratiques et les réalisations d'autres régions. Dans ce contexte, je propose de créer un groupe de travail sur l'épanouissement de la jeunesse d'Asie centrale à l'ONU. Dans ce cadre, il serait opportun de mettre en place un programme relatif à la jeunesse d'Asie centrale à l'horizon 2030.

La participation active des femmes à la société et à la gestion de l'État est aujourd'hui une question urgente. L'objectif le plus noble de notre politique nationale est de garantir une stabilité familiale, une protection juridique et une vie paisible aux femmes. Par ailleurs, nous menons un travail systématique pour parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes. Par exemple, l'année dernière, 49 % des inscriptions universitaires ont été faites par des jeunes femmes, et pour la première fois, la proportion de femmes dans l'administration de l'État a atteint 35 %. Une loi spéciale a été adoptée pour protéger les femmes et les mineurs contre les violences, et nous souhaitons élargir davantage notre coopération avec ONU-Femmes. Dans le cadre d'une initiative commune, nous proposons d'organiser, l'année prochaine, le Forum des femmes asiatiques en Ouzbékistan pour discuter des questions relatives à la réalisation du potentiel créatif des femmes et aux échange d'expériences dans ce domaine.

Actuellement, le monde connaît une situation environnementale critique. Les trois crises mondiales, à savoir les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution de l'environnement, s'aggravent. Dans des conditions aussi difficiles, alors qu'elle continue de faire face à la tragédie de la mer d'Aral, l'Asie centrale est en train de devenir l'une des régions les plus vulnérables face aux changements climatiques. L'Ouzbékistan fait de son mieux pour faire face aux conséquences de la tragédie de la mer d'Aral, qui reste un problème mondial. Ces dernières années, 1,7 million d'hectares d'espaces verts abritant des plantes résistantes à la sécheresse ont été aménagés sur le fond asséché de la mer d'Aral, et le soutien de la communauté internationale est essentiel pour poursuivre ces efforts. Au cours des 30 dernières années, la température de l'air dans notre région a augmenté de 1,5 °C, ce qui est plus de deux fois supérieur au réchauffement moyen de la planète. En conséquence, près d'un tiers de la superficie totale des glaciers a disparu. Si cette tendance se poursuit, le débit des deux grands fleuves de notre région, l'Amou-Daria et le Syr-Daria, pourrait diminuer de 15 % dans les 20 prochaines années. On s'attend à ce que l'approvisionnement en eau par habitant diminue de 25 % et les rendements agricoles de 40 %. Si nous ne parvenons pas à prendre des mesures efficaces à temps, les conséquences de ces problèmes porteront gravement atteinte à la stabilité socioéconomique de notre région.

Dans ce contexte, nous appuyons la création d'un poste de représentant spécial du Secrétaire général pour les ressources en eau. Nous sommes favorables à ce que l'on attire et mobilise des technologies de pointe dans l'optique de la création d'une plateforme de technologies d'économie d'eau en Asie centrale, en utilisant le mécanisme ONU-Eau. Nous sommes en train d'établir une coopération systématique dans le cadre du programme de développement vert adopté par les pays de notre région. Ce partenariat est pleinement conforme à nos intérêts et vise à prévenir les menaces liées aux changements climatiques. À cet égard, j'estime que la mise en œuvre des résultats du Dialogue de haut niveau sur les changements climatiques et la résilience en Asie centrale sera extrêmement utile. Nous avons proposé une initiative visant à adopter un projet de résolution intitulé « L'Asie centrale face aux menaces climatiques mondiales : solidarité pour une prospérité commune », et nous proposons d'en examiner le contenu à l'occasion du forum international sur le climat qui se tiendra à Samarcande l'année prochaine. À cet égard, je souligne que l'adaptation des principaux secteurs de l'économie ouzbèke aux changements climatiques, la réalisation de la neutralité carbone et l'augmentation considérable de la part de l'énergie verte dans notre bouquet énergétique restent pour nous une tâche stratégique.

Nous devons renforcer nos efforts communs pour prévenir la propagation du fléau de l'extrémisme et de la radicalisation des jeunes. En mars de l'année dernière à Tachkent, nous avons adopté le Plan d'action conjoint pour l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale. Dans le cadre de notre stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, nous accordons une attention particulière à cette question, notamment en aidant les personnes influencées par les idées extrémistes à reprendre une vie normale et à se réintégrer au sein de la société. Nous avons acquis une expérience incomparable à cet égard. Dans le cadre de notre opération humanitaire dénommée *Mehr* – ce qui signifie « bienveillance » – menée à cinq reprises, nous avons rapatrié plus de 530 de nos citoyens, dont une majorité de femmes et d'enfants, de zones de conflit situées au Moyen-Orient et en Afghanistan. Ils ont tous reçu une aide médicale, psychologique et sociale ainsi que d'autres formes de soutien. Ici au Siège de l'Organisation en juin, la communauté internationale a entendu les récits de personnes qui ont été rapatriées dans notre pays et ont débuté une nouvelle vie. Pour poursuivre les efforts déployés en ce sens et promouvoir un échange continu en matière d'enseignements tirés de l'expérience, nous avons adopté des mesures concrètes sous les auspices du Bureau de lutte contre le terrorisme afin de créer un conseil d'experts régionaux chargé d'accomplir un travail systémique auprès des personnes rapatriées de zones de combat. En tant qu'États Membres, nous devons consolider notre union et œuvrer de concert pour lutter contre les menaces communes telles que le terrorisme international.

Je souhaite mettre l'accent sur une autre question importante. Nous estimons que les récentes manifestations d'intolérance religieuse et d'islamophobie observées dans certains pays sont inacceptables. Sous les auspices de l'UNESCO, et pour promouvoir les idées de tolérance et de coopération religieuses à l'échelle mondiale, nous proposons d'établir en Ouzbékistan un centre international pour la coopération et le dialogue interreligieux. Nous tirons une grande fierté du fait que notre pays est la patrie d'érudits et de penseurs remarquables tels qu'Al-Khwârizmî, Al-Biruni, Ibn Sina, Imam el-Boukhari, Mirzo Ulugbek et Alicher Navoï, qui ont apporté des contributions incomparables au développement de la science et ont montré que la religion islamique est une religion de savoir et de paix. L'année prochaine, pour étudier le riche patrimoine que nous ont légué ces grands penseurs et révéler au monde la véritable nature humaniste de l'islam, nous nous proposons d'organiser en Ouzbékistan une conférence internationale intitulée « L'islam : une religion de paix et de bonté ».

L'évolution de la situation en Afghanistan a des conséquences directes sur la sécurité internationale. Le pays est confronté à une situation sans précédent qui exige d'adopter une approche inédite afin de régler ses problèmes. Laisser à nouveau l'Afghanistan affronter seul ses problèmes serait une grave erreur. L'ignorer, l'isoler et lui imposer des sanctions ne ferait qu'exacerber les difficultés que rencontrent les citoyens afghans ordinaires. Nous estimons que l'aide humanitaire fournie au peuple afghan ne doit pas être réduite. Nous appelons à mettre au point des mécanismes appropriés qui pourront utiliser les avoirs internationaux gelés de l'Afghanistan pour remédier à ses graves problèmes sociaux. Nous avons besoin d'un Afghanistan ouvert, pacifique et durable qui participe activement aux initiatives de coopération régionale et qui soit prêt à établir des partenariats mutuellement bénéfiques avec ses voisins et des pays tiers. Depuis cette tribune, j'exhorte la communauté internationale à se rassembler pour régler la question de l'Afghanistan. J'estime qu'il est essentiel que nous travaillions ensemble afin d'élaborer une approche souple et constructive de la question afghane sous l'égide de l'ONU.

À ce tournant de l'histoire, nous devons tous réfléchir à la planète que nous laisserons aux générations futures. Seules nos aspirations communes et des mesures collectives peuvent nous mener vers une paix et une prospérité durables. Plus que jamais, nous avons besoin de confiance mutuelle, d'unité et d'un esprit de coopération. Pour terminer, je réaffirme que sur cette voie, l'Ouzbékistan sera toujours prêt à renforcer sa coopération étroite et à long terme avec les structures de l'ONU et tous les pays.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Ouzbékistan de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Shavkat Mirziyoyev, Président de la République d'Ouzbékistan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 15 h 50.